

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

IDENTITÉS, SOLIDARITÉS, CONTRIBUTIONS FÉMININES : LES  
STRATÉGIES DE SCOLARISATION ET D'ÉDUCATION DES  
ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES AFRODESCENDANTES  
MONTRÉALAISES ANGLOPHONES DANS LES ANNÉES 1970

MÉMOIRE PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
À LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR  
SAMIA DUMAIS

NOVEMBRE 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Quelle aventure ! Ce mémoire, c'est bien moi qui l'ai écrit, mais je n'aurais jamais pu le terminer sans le support inconditionnel de mon entourage.

J'aimerais commencer par remercier mon directeur, Daniel Ross. Merci pour les heures d'échange dans ton bureau, la rapidité de tes corrections, mais également pour ton écoute, ta patience, et ta compréhension à mon égard. J'aimerais aussi remercier Yolande Cohen : les opportunités que vous m'avez offertes durant mon parcours à l'UQAM incarnent beaucoup plus qu'une collaboration académique. J'ai trouvé en vous un mentor et une amie. Daniel, Yolande, je suis infiniment chanceuse d'avoir pu vous côtoyer pendant mon baccalauréat et ma maîtrise.

Les heures de rédaction sont longues et parfois pénibles. Charlotte Hamel et Camessarde Rosier-Laforest : nos séances d'études qui souvent n'en étaient pas m'ont permis d'alléger la rédaction de ce mémoire. Merci de votre confiance, de votre solidarité et de votre authenticité. Je vous aime profondément.

Dominique Denoncourt, Kathryn Nicassio : I would not be where I am today without your support and your kindness. Thank you for seeing the best in me, even when I could not see it myself.

Merci à Julie Quynh Nhi Tran pour ton support lors des semaines qui ont suivi le dépôt initial – puis, lors des corrections pour le dépôt final.

Merci aux instigatrices (Alexandra Pierre, Maud Jean-Baptiste, Ornella Tannous, Félicia Ça, Saaz Taher) et aux participantes du forum PARR. Le forum, qui s'est déroulé quelques jours avant ma remise, m'a donné un regain de vie. L'amitié, c'est fort, mais la communauté, ce l'est encore plus.

J'aimerais remercier ma famille ici. Maman et Anaëlle. J'ai été dure avec moi-même : vous m'avez toujours vu avec les yeux les plus doux au monde. Merci de votre support.

Ma famille au Mali : Papa, Papi, Djeneba, Fato, Ata, Farima. D'un océan à un autre, nos conversations quotidiennes ont été une fenêtre vers une réalité que j'ai longtemps crûe impossible. N' bi fé.

Je souhaite également remercier Camille Robert, Christine Chevalier-Caron et Rosalie Racine, pour les relectures variées et pour l'espace émotionnel que vous m'avez toujours accordé. Merci d'être mes amies historiennes et mes complices au quotidien.

Désirée RoCHAT et Dorothy W. Williams : merci pour vos précieux conseils et merci d'avoir pris le temps de me parler avant et pendant ma rédaction. Sans vos connaissances et votre expérience, ce mémoire n'aurait pas été aussi complet.

Le support monétaire reçu avant et pendant la rédaction de mon mémoire est inestimable. Merci au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, au Réseau Québécois en Études Féministes, à Madeleine St-Martin, au Département d'histoire de l'UQAM, à la Fondation de l'UQAM, à la Fondation Desjardins et au Réseau des professionnel.le.s noir.e.s de KPMG Québec. Recevoir du soutien financier pour une recherche qui est réalisée par une personne noire sur des personnes noires est d'une puissance sans équivoque. Nous avons notre place dans les récits historiques, et nous sommes aussi l'histoire du Québec.

## DÉDICACE

Pour toutes les personnes noires et métissées, qui ont été seules dans leurs écoles. En  
espérant que ce mémoire vous permette de retrouver la solidarité dont vous avez  
été privées.

Pour Samia en cinquième année.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
DÉDICACE.....	iv
TABLE DES MATIÈRES .....	v
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I - BILAN HISTORIOGRAPHIQUE, PROBLÉMATIQUE, SOURCES ET MÉTHODOLOGIE.....	6
1.1 Bilan historiographique .....	6
1.1.1 Chronologiser l’histoire afro-canadienne : entre déconstruction et réappropriation du cadre afro-américain .....	8
1.1.2 Histoire afro-montréalaise dans la seconde moitié du vingtième siècle .....	10
1.1.3 Histoire des femmes afro-canadiennes .....	13
1.1.4 Histoire des stratégies de scolarisation et d’éducation des communautés noires au Canada.....	16
1.1.5 Représentations des communautés afrodescendantes dans les cursus scolaires québécois et canadien .....	18
1.2 Problématique.....	21
1.2.1 Cadre temporel et spatial .....	22
1.3 Sources et méthodologie.....	23
1.3.1 Archives communautaires.....	23
1.3.2 La presse comme source de force communautaire .....	25
1.3.3 Sources officielles.....	27
CHAPITRE II - MONTRÉAL AFRODESCENDANT : SA POPULATION, SES ORGANISATIONS, SES REVENDICATIONS.....	30
2.1 Portrait de la présence noire à Montréal entre les années 1950 et 1980.....	31
2.1.1 Les domestiques caribéennes anglophones.....	31
2.1.2 Les Antillais·e·s anglophones.....	33
2.1.3 Les étudiant·e·s et les Haïtien·ne·s.....	34
2.2 Travailler loin des feux de la rampe : les organisations féminines afrodescendantes.....	36
2.2.1 The Canadian Negro’s Women Association.....	37
2.2.2 The National Congress of Black Women of Canada .....	37
2.2.3 The Coloured Women’s Club et les retombées du Second Congrès des femmes noires .....	39

2.3	Osmose locale, présence nationale : le Quebec Board of Black Educators, le National Black Coalition et le Black Studies Centre.....	41
2.3.1	Le Quebec Board of Black Educators.....	42
2.3.2	La National Black Coalition of Canada.....	44
2.3.4	Le Black Studies Centre.....	46
2.4	L'enfant noir dans le système d'éducation québécois : entre flou identitaire et savoir expérientiel .....	49
2.3.3	Identité linguistique .....	50
2.3.4	Identité confessionnelle .....	51
2.3.5	Immigration antillaise francophone : ajustements de la part du Conseil .....	52
2.3.6	L'implication active de la communauté noire québécoise dans les rapports ministériels.....	54
<b>CHAPITRE III - AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE DE LA JEUNESSE NOIRE : STRATÉGIES DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES AFRODESCENDANTES MONTRÉALAISES ET PERSPECTIVES TORONTOISES .....</b>		
<b>58</b>		
3.1	Le financement des organisations communautaires : attitudes paradoxales des gouvernements fédéral et provincial.....	61
3.1.1	Le programme de bourses du Canadian Negro Women's Association pour remédier au manque de support monétaire des étudiant·e·s noir·e·s .....	65
3.2	Responsabiliser et impliquer la jeunesse noire : un enjeu souligné par les membres des organisations communautaires .....	66
3.2.1	Le « Black Cultural Programme » .....	69
3.2.2	Les résolutions du Second Congrès des femmes noires pour supporter la jeunesse afrodescendante.....	71
3.3	Le manque de représentation d'enseignant·e·s noir·e·s .....	73
3.3.1	Le « débat des pratiques ethniques » .....	74
3.3.2	Le rôle du personnel enseignant dans la diffusion de savoirs auprès des élèves noirs et immigrants .....	78
3.4	Consolidation des savoirs, une école d'été à la fois .....	81
3.4.1	Da Costa-Hall Summer Project.....	81
3.4.2	Bana I.....	83
<b>CHAPITRE IV - SOUTENIR L'ÉPANOUISSEMENT DES MEMBRES DE LA FAMILLE NOIRE : LA SPÉCIFICITÉ DES STRATÉGIES PAR ET POUR LES COMMUNAUTÉS AFRODESCENDANTES.....</b>		
<b>87</b>		
4.1	Le rayonnement d'enfants noirs : un enjeu communautaire.....	89
4.1.1	Adoption d'enfants noirs et métissés ; portrait montréalais et ontarien.....	90
4.1.2	« Young, Gifted and Black » .....	98
4.2	La responsabilisation des parents noirs dans l'éducation et la scolarisation de leurs enfants.....	101
4.2.1	Les efforts du CBWC, du QBBE et du BSC pour cibler le manque d'implication des parents.....	102

4.2.2 Trucs pour les parents en été : la circulation d'idées entre Montréal et Toronto.	113
CONCLUSION .....	118
BIBLIOGRAPHIE .....	122



## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

BEP: Black Education Project

BSC: Black Studies Centre

CANEWA: Canadian's Negro Women Association

CBWC: National Congress of Black Women of Canada

CCC: Caribbean Conference Committee

CEPGM: Commission des écoles protestantes du Grand Montréal

CSE : Conseil Supérieur de l'éducation

CDNP: Côte-des-Neiges Project

CWC: The Coloured Women's Club

NBC: National Black Coalition

NCC: Negro Community Centre

QBBE: Quebec Board of Black Educators

UUC: Union United Church

UNIA: Universal Negro Improvement Association

## RÉSUMÉ

De nombreuses organisations communautaires afrodescendantes anglophones existent à Montréal depuis le début du vingtième siècle. À la suite de l'immigration caribéenne dans la seconde moitié du XXe siècle, d'autres organismes naissent pour pallier les enjeux rencontrés par les personnes noires dans les institutions sociétales québécoises. Ces enjeux identitaires et linguistiques s'incarnent au sein des structures étatiques, dont les écoles. Il faut attendre plusieurs années après l'établissement des communautés noires à Montréal pour constater la reconnaissance de leur expérience dans les documents du Conseil supérieur de l'Éducation, malgré l'agentivité et la réactivité des communautés noires depuis plusieurs années face aux difficultés rencontrés dans la société.

À travers l'analyse de plusieurs archives communautaires montréalaises et de la presse afro-torontoise, ce mémoire se penche sur les stratégies de scolarisation et d'éducation articulées par le Quebec Board of Black Educators, le Black Studies Centre, le Canadian Negro's Women Association, le National Congress of Black Women, le Coloured Women's Club et la National Black Coalition. Certaines de ces organisations sont nationales, d'autres sont locales : leurs tactiques s'inscrivent dans un mouvement plus large de l'autodétermination noire qui touche la société canadienne.

Les stratégies touchent les jeunes et la famille. Elles sont développées au sein de conférences, de journaux, de pamphlets et de programmes, et possèdent plusieurs similarités avec des initiatives torontoises. Ce ne sont pas seulement les écoles qui sont ciblées : les agences d'adoption et les structures de bien-être social, intrinsèquement liées à la famille noire, sont également visées.

Le présent mémoire démontre que les personnes qui évoluent au sein de ces organisations peuvent être considérées comme des vectrices de savoir légitimes, malgré l'invisibilisation de leur expérience dans les documents étatiques officiels. La contribution des femmes noires est également essentielle pour le développement et la consolidation des stratégies.

MOTS CLÉS : Éducation, Histoire Afro-Canadienne, Montréal, Femmes Noires

## INTRODUCTION

Dès le début des années 1970, le journal torontois afrodescendant *Contrast* publie plusieurs articles qui soulignent les difficultés rencontrées par les enfants noirs qui fréquentent les écoles primaires et secondaires canadiennes. Racisme de la part des enseignant·e·s, déni de l'héritage culturel et identitaire de ces enfants, tests de classement erronés : les enjeux sont multiples. Ces problématiques sont intrinsèquement liées à la transformation du paysage démographique des écoles ontariennes et québécoises à la suite des vagues d'immigration antillaises et caribéennes du tournant des années 1960. En effet, à Toronto, l'immigration en provenance des Caraïbes augmente rapidement au tournant des années 1970<sup>1</sup>, ce qui transforme le portrait démographique des structures scolaires. Toutefois, selon les communautés afrodescendantes ontariennes, le système d'éducation ontarien ne prend pas en considération les problèmes des enfants immigrants au sein des écoles.

L'absence de cursus adapté pour les réalités migratoires et expérientielles des enfants et le manque de formation pour les enseignant·e·s sont soulignées par des représentant·e·s noir·e·s des conseils d'administration de commissions scolaires en Ontario<sup>2</sup>. Ces dernier·ère·s mentionnent que tant et aussi longtemps que le gouvernement fédéral refuse de financer des programmes de formation adaptés pour les enseignant·e·s, les structures scolaires ontariennes dépendront du travail d'organisations communautaires pour aider le personnel à comprendre les problèmes des enfants immigrants. Ces mêmes représentant·e·s soulignent également l'importance de l'éducation donnée par les parents au sujet du racisme : « the

---

<sup>1</sup> « Black Woman and her Child », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia Library Special Collections, 31 mai 1974.

<sup>2</sup> « School System Inadequate to Deal with Minorities », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 082, Concordia Library Special Collections, 4 novembre 1976.

classrooms have less influence on children than their homes and any discriminatory influences brought into the schools by children come from their homes »<sup>3</sup>.

Parallèlement à Toronto, le Québec accueille des immigrant·e·s en provenance de plusieurs pays caribéens, tels que Trinidad-et-Tobago, la Jamaïque, la Barbade et Saint-Vincent. Cependant, la spécificité de l'expérience des communautés noires au sein du système scolaire québécois n'est pas reconnue avant 1977 dans les rapports du Conseil supérieur de l'Éducation, la structure officielle qui est chargée de faire le pont entre les écoles et le gouvernement. Pourtant, de nombreux organismes communautaires sont créés au tournant des années 1970 dans la foulée des migrations caribéennes. Ces organisations œuvrent au bien-être de la communauté noire montréalaise anglophone et de ses jeunes, à travers la mise en place de programmes de scolarisation et d'éducation. Les stratégies des organisations communautaires afrodescendantes montréalaises s'inscrivent dans une vague de mobilisation pancanadienne pour remédier aux enjeux systémiques vécus par les élèves dans les structures scolaires.

En effet, de plus en plus d'élèves noirs subissent du racisme de la part des enseignant·e·s et du personnel administratif au sein de structures scolaires. Les biais des enseignant·e·s, qui se traduisent par l'absence de reconnaissance de l'expérience et des enjeux entourant l'immigration des familles noires, sont des sujets qui reviennent à de nombreuses reprises dans les chroniques du périodique. Ces revendications témoignent d'un phénomène qui touche tout le Canada : une prise de conscience collective face au traitement réservé aux enfants immigrant·e·s et noir·e·s dans les structures scolaires canadiennes. Les problématiques ciblées sont multiples. Les interactions entre personnel et élèves, les savoirs appris en classe, les valeurs véhiculées à la maison : les communautés noires dénoncent les angles morts du système d'éducation, qui ne sert pas les étudiant·e·s noir·e·s et les empêche d'atteindre leur plein potentiel.

L'historiographie des populations noires montréalaises s'est surtout penchée sur les

---

<sup>3</sup> « School System Inadequate to Deal with Minorities », *Contrast*.

transformations engendrées à la suite de l'immigration caribéenne dans les années 1970 et sur l'activisme noir montréalais au tournant des années 1970, à travers l'étude du Congrès des Écrivains Noirs et de l'Affaire Sir-George Williams. Les stratégies communautaires dédiées à l'éducation de la jeunesse noire restent peu documentées et surtout, peu reconnues comme des structures légitimes d'éducation et de scolarisation de la jeunesse noire. Pourtant, l'importante production de documents par ces organisations communautaires démontre la pérennité de ces projets. Rapports d'activités, articles de journaux, pamphlets variés, conférences, levées de fonds, congrès, mémoires, ateliers : c'est un véritable phénomène qui démontre l'effort de mobilisation des communautés noires anglophones montréalaises.

À la lumière de cette production archivistique importante, le présent mémoire présentera les stratégies de scolarisation et d'éducation des organismes communautaires noirs montréalais auprès de la population noire pendant la période charnière des années 1970. Une importance particulière sera accordée à la jeunesse noire fréquentant les écoles primaires et secondaires, ainsi qu'aux parents. Ce mémoire permettra de répondre à plusieurs questions : quelles sont les barrières systémiques auxquelles les communautés noires anglophones font face à la suite de leur immigration au Canada ? Quelles sont les principales stratégies des organisations communautaires noires ? Est-il possible de situer ces stratégies dans l'histoire de l'éducation du Québec, et plus largement, du Canada ? Est-ce que certains réseaux, formels ou informels, naissent de ces stratégies ? Qui sont les personnes porteuses de ces messages ? Que nous apprennent les stratégies de scolarisation sur la communauté noire anglophone montréalaise dans les années 1970 ?

Afin d'historiciser correctement les revendications des organisations qui sont présentées, ce mémoire reste fidèle aux désignations choisies par les membres des organisations communautaires pour se représenter. Les individus se désignent majoritairement comme noirs ou de descendance africaine. Le premier chapitre offre un aperçu des principales tendances analytiques en histoire afro-canadienne, dans le but de situer le présent mémoire et sa problématique dans l'historiographie afro-canadienne. Ce chapitre pose également les balises méthodologiques du mémoire : sa

problématique, son cadre temporel et spatial, ainsi que les sources utilisées.

Le second chapitre présente un état des lieux du Montréal afrodescendant de la seconde moitié du vingtième siècle. Les principales vagues d'immigration et la composition démographique de ces dernières sont décrites. Les espaces communautaires au sein desquels les stratégies de scolarisation et d'éducation sont élaborées sont présentés. En plus de décrire leurs principales activités, cette section du chapitre démontre également que les organisations communautaires ne forment pas un tout homogène : les orientations idéologiques qui caractérisent les pratiques des organismes sont variées. Ces mêmes organismes articulent leurs revendications à la lumière du traitement réservé aux membres de leurs communautés dans le système scolaire québécois. Ainsi, une discussion sur les représentations des communautés noires au sein des rapports du Conseil supérieur de l'Éducation conclut ce chapitre.

Le troisième chapitre présente les stratégies de scolarisation et d'éducation qui sont formulées par les organisations communautaires envers la jeunesse noire anglophone. L'expérience des élèves est au centre des revendications, alors que les initiatives élaborées par les organisations communautaires touchent plusieurs aspects de l'expérience scolaire des jeunes. Il est entre autres question de l'absence de financement pour les programmes créés par et pour les communautés noires, du manque de reconnaissance de l'héritage culturel noir dans les savoirs et de l'absence de représentation noire au sein du corps professoral et administratif. Cependant, ces lacunes sont prises en considération par les organisations afrodescendante montréalaises, qui articulent des idées et des stratégies pour remédier à chacune d'entre elles.

Le quatrième chapitre se penche sur les stratégies formulées par les organisations communautaires noires auprès de la famille noire, dont l'apport auprès des jeunes est inestimable. En effet, les membres des communautés afrodescendantes et le Conseil supérieur de l'Éducation reconnaissent l'importance des parents dans le développement de l'enfant, une contribution qui influence grandement la réussite de ce dernier. Ainsi, les organisations communautaires se mobilisent pour remédier aux enjeux qui touchent

la famille noire, de près ou de loin. Les prises de position de ces organisations concernent l'adoption des enfants noirs au sein de familles blanches, l'expérience des mères noires dans les structures d'adoption, la responsabilisation des parents noirs auprès de leurs enfants, et le manque d'implication des parents. Les membres des organisations communautaires sont également en mesure de cibler des conséquences réelles face à l'absence d'intervention des parents auprès de leurs jeunes. Les enfants risquent d'être classés dans des classes pour « apprenant·e·s lent·e·s » ou bien de recevoir leur éducation dans une langue qui n'est pas la leur.

## CHAPITRE I

### BILAN HISTORIOGRAPHIQUE, PROBLÉMATIQUE, SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

#### 1.1 Bilan historiographique

Certaines des questions soulevées dans l'introduction ont été partiellement répondues par les travaux publiés au sein de l'historiographie afro-canadienne, dont l'existence est récente. Alors que les organisations communautaires afrodescendantes montréalaises mettent en place des programmes pour supporter la scolarisation et l'éducation de la population noire, l'expérience afro-canadienne est historicisée pour la première fois dans le milieu académique dans les années 1970. *The Blacks in Canada*, rédigé par l'historien Robin W. Winks et publié en 1971, représente la première monographie portant exclusivement sur la population afro-canadienne. Winks se penche sur l'histoire des personnes afro-canadiennes de 1628 à 1960, à travers la démonstration d'agentivité de ces dernières face à l'immigration. Il souligne également la formation d'une identité propre aux personnes noires canadiennes dans un contexte historique caractérisé par l'émergence d'une histoire nationale canadienne. En plus de poser les premières balises chronologiques et temporelles de la présence afro-canadienne, le livre de Winks souligne également les enjeux liés à la rédaction de l'histoire afro-canadienne. Il est entre autres question du manque de sources rédigées par les personnes noires et le biais des documents d'état, qui révèlent davantage la manière dont les Noir·e·s agissent plutôt que réagissent aux enjeux sociétaux<sup>4</sup>. Les angles morts du livre sont toutefois nombreux : la production historiographique qui suit la parution de l'ouvrage de Winks souhaite, entre autres, remédier aux biais de l'auteur.

En effet, plusieurs historien·ne·s se sont penché·e·s sur l'expérience des communautés afrodescendantes, caractérisée par leur réactivité face aux débats sociétaux canadiens.

---

<sup>4</sup> Robin W. Winks, *The Blacks in Canada*, Montréal, McGill - Queen's University Press, 1971, 546p.



L'une des plus récentes contributions au champ historiographique afro-canadien est l'ouvrage collectif *Unsettling The Great White North: Black Canadian History* publié en 2022 et dirigé par Funké Aladejebi et Michele A. Johnson. Né d'un désir d'offrir des perspectives académiques sur la construction du Canada comme un espace géographique et démographique blanc, le livre regroupe des contributions de multiples chercheurs et chercheuses qui centrent l'expérience afrodescendante au sein de l'histoire canadienne<sup>5</sup>. Les directrices de l'ouvrage reconnaissent d'ailleurs l'apport du livre de Winks dans l'historiographie afro-canadienne : « a broad, comprehensive and detailed assessment of Black Canadian history »<sup>6</sup>. Les chapitres de *Unsettling The Great White North* se penchent sur la résilience et la résistance des communautés noires au fil du temps à l'aide d'une pluralité de sources : archives communautaires, documents officiels et entrevues, pour n'en nommer que quelques-unes. Les éditrices reconnaissant les phases distinctives, mais connectées de l'historiographie afro-canadienne, dont celle au sein de laquelle s'inscrit le présent mémoire : les communautés diasporiques et leur impact dans la société canadienne. *Unsettling the Great White North* souhaite démontrer la façon dont les communautés noires naviguent dans les fondations eurocentriques de la société canadienne, et comment elles sont en mesure de formuler des stratégies d'autodétermination communautaires<sup>7</sup>.

Cependant, le champ de l'histoire afro-canadienne est caractérisé par un déni de l'expérience féminine noire, à la fois dans les instances officielles et à l'intérieur de la communauté noire. Afin de prendre en considération la pluralité de tangentes historiographiques qui caractérisent le champ de l'histoire afro-canadienne, ce mémoire souligne l'activisme des communautés noires et les influences transnationales des organisations communautaires. Cette étude accorde également une place importante aux femmes noires, dans un désir de ne pas reproduire l'exclusion intellectuelle et expérientielle qui ponctue certains travaux d'histoire afro-canadienne. Plutôt que de dialoguer avec l'historiographie existante en histoire québécoise et canadienne de l'éducation, dont les écrits sur les personnes noires sont très rares, le

---

<sup>5</sup> Michele A. Johnson et Funké Aladejebi (dir.), *Unsettling the Great White North: Black Canadian History*, Toronto, University of Toronto Press, 2022, p.3.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p.5.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.6-7.

présent mémoire s'inscrit dans l'historiographie afro-canadienne, qui est caractérisée par l'absence d'études sur la mobilisation des communautés afrodescendantes dans un contexte québécois.

### 1.1.1 Chronologiser l'histoire afro-canadienne : entre déconstruction et réappropriation du cadre afro-américain

L'une des critiques adressées à Robin W. Winks dans son ouvrage *The Blacks in Canada* concerne la reproduction d'un cadre chronologique utilisé pour historiciser l'expérience afro-américaine. Les comparaisons avec les États-Unis et les luttes afro-américaines guident le fil conducteur de l'auteur, qui brosse un portrait de l'histoire afro-canadienne sous un prisme blanc et libéral<sup>8</sup>. L'historien reconnaît l'existence du racisme mais selon lui, il n'est pas possible d'affirmer que les communautés afro-canadiennes répondent « positivement » à cette exclusion, malgré le développement d'organisations communautaires et d'initiatives parallèle pour pallier aux structures dominantes responsables de la marginalisation des personnes noires<sup>9</sup>.

Bien que l'émancipation des cloisonnements chronologiques et analytiques posés par Robin W. Winks soit souhaitée par ses contemporain·e·s<sup>10</sup>, certain·e·s historien·ne·s sont en mesure de soulever la spécificité des expériences afro-canadiennes tout en usant d'un cadre chronologique propre aux États-Unis. Dans son analyse des efforts transnationaux des activistes afro-canadien·ne·s auprès de leurs communautés locales dans la période d'après-guerre jusqu'au milieu des années 1960, Rosanne Waters justifie l'usage d'un cadre étasunien en raison de l'importante couverture médiatique des mouvements des droits civiques au Canada. L'historienne situe cette visibilité médiatique comme canalisatrice pour l'émergence d'une conscience solidaire transnationale entre les États-Unis et le Canada<sup>11</sup>.

---

<sup>8</sup> David C. Este, « Black Canadian Historical Writing (1970-2006). An Assessment », *Journal of Black Studies*, vol.38, n.3, 2008, p.391.

<sup>9</sup> Robin W. Winks, *The Blacks in Canada*, p.337.

<sup>10</sup> Peggy Bristow, « Introduction » dans Peggy Bristow (dir.), *We're Rooted Here and They Can't Pull Us Up*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, p.3.

<sup>11</sup> Rosanne Waters, « African Canadian Anti-Discrimination Activism and the Transnational Civil Rights Movement, 1945-1965 », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol.24, no.2,2013, p.390.

Waters n'est pas la seule à user de balises chronologiques étasuniennes pour témoigner des connexions entre le Canada et les États-Unis. L'historien Sean Mills va plus loin dans son ouvrage *Contester l'empire: Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal* en inscrivant les bouleversements politiques survenus à Montréal dans les années 1960 dans un cadre transnational. À travers l'usage de ces balises, Mills est en mesure de situer les interactions entre divers groupes et mouvements militants dans un processus plus large de développement intellectuel et idéologique<sup>12</sup>. Pour ce faire, il se penche entre autres sur l'émergence du militantisme afro-montréalais, caractérisé par la mise en place d'idéaux de solidarité et par l'établissement de réseaux transnationaux dans les années 1960-1970, avec la tenue d'événements tels que le Congrès des écrivains noirs et l'affaire Sir George Williams. Mills souligne le caractère international de ces revendications afro-montréalaises, qu'il insère dans le mouvement plus large du Black Power<sup>13</sup>.

Tout comme Montréal, Toronto baigne dans un climat social en pleine effervescence : la ville est marquée par la création d'associations étudiantes progressistes, féministes et noires, qui s'articulent autour d'une nouvelle forme d'activisme transnational. Dans une perspective analytique similaire à celle de Mills, Peter Graham observe les transformations de la métropole anglophone à travers des balises chronologiques qui s'inscrivent dans un cadre transnational. Dans son ouvrage *Radical Ambition: The New Left in Toronto*, l'auteur se penche sur les mouvements de gauche entre 1950 et 1980, caractérisés par l'émergence de mouvements qui mettent l'accent sur la solidarité et la libération nationale<sup>14</sup>. Dans son chapitre consacré au Black Power, Graham souligne le caractère transnational de la Afro-American Progressive Association, qui est bel et bien canadienne malgré son titre en référence aux Afro-américain·e·s. Fondée le même jour que l'assassinat de Malcolm X, l'organisation torontoise rejette les stratégies pacifiques de Martin Luther King, adopte une idéologie marxiste et promeut la littérature de Malcolm X et de Frantz Fanon<sup>15</sup>. Ultimement, Graham est en mesure de démontrer les

---

<sup>12</sup> Sean Mills, *Contester l'empire : Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963 à 1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, p.20.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.157.

<sup>14</sup> Peter Graham, *Radical Ambition: The New Left in Toronto*, Toronto, Between the Lines, 2019, p.2.

<sup>15</sup> Peter Graham, *Radical Ambition: The New Left in Toronto*, p.141-142.

liens idéologiques tirés du Black Power qui unissent les organisations afrodescendantes torontoises, sans pour autant diminuer leur spécificité dans le contexte canadien. Ces lectures du militantisme noir canadien diffèrent de celle de Winks, qui critique l'inaction des Afro-Canadien·ne·s face à la discrimination, et souligne même leur manque d'« historical awareness »<sup>16</sup>.

Il est donc possible de s'inscrire dans une lecture comparative des transformations globales au tournant des années 1970 de l'expérience afro-américaine et de l'expérience afro-canadienne, comme le démontrent les travaux réalisés par Waters, Mills et Graham. Les trois historien·ne·s se distinguent par leur désir de démontrer la réactivité des personnes noires face aux transformations globales et continentales qui caractérisent la seconde moitié du vingtième siècle. Graham et Mills mentionnent toutefois les limites de l'impact des organisations et des événements qui ponctuent les communautés afrodescendantes au sein de la société canadienne. Bien que le racisme soit reconnu par les médias torontois, ces derniers font souvent des comparaisons entre les événements qui surviennent dans métropole ontarienne et les États-Unis, ce qui entraîne la banalisation du racisme à Toronto<sup>17</sup>. Un constat similaire peut être établi à Montréal : Mills souligne que les événements qui concernent la communauté noire montréalaise ont peu de répercussions hors des milieux afro-montréalais, malgré l'appropriation d'idéaux du Black Power certains groupes féministes montréalais, tels que le Front de Libération des Femmes<sup>18</sup>. Bien que les idéaux du Black Power caractérisent la lecture de certain·e·s historien·ne·s au sujet du militantisme afro-canadien, les sources utilisées dans ce mémoire, qui seront décrites un peu plus loin, ne font pas clairement référence à ces idéologies.

### 1.1.2 Histoire afro-montréalaise dans la seconde moitié du vingtième siècle

Malgré les multiples critiques à l'égard de l'analyse et des interprétations de Winks au sein de son ouvrage *The Blacks in Canada*, l'historien pose les bases d'une méthodologie propre à l'historiographie afro-canadienne, qui se caractérise par le croisement de sources orales et manuscrites. Cette approche ponctue plusieurs études

---

<sup>16</sup> Robin W. Winks, *The Blacks in Canada.*, p.472.

<sup>17</sup> Peter Graham, *Radical Ambition: The New Left in Toronto*, p.291.

<sup>18</sup> Sean Mills, *Contester l'empire*, p.158.

sur l'histoire afro-montréalaise, principalement celles qui tentent de démentir les représentations essentialisantes à l'égard des personnes noires dans un contexte où ces individus se retrouvent en minorité dans une société majoritairement blanche. L'étude qualitative et quantitative de Dorothy W. Williams *Les Noirs à Montréal: Essai de démographie urbaine*, traduite en français en 1998, se penche sur la présence noire au Québec entre 1628 et 1960. À travers l'usage d'entrevues orales et de données rassemblées auprès de rapports de recherches et de statistiques<sup>19</sup>, Williams démontre l'évolution et la consolidation de la présence noire à Montréal malgré l'existence de procédés d'immigration discriminatoires. Dans son second livre, *The Road to Now: A History of Blacks in Montreal*, Williams continue de mettre de l'avant les communautés afrodescendantes, exclues des livres d'histoire. Tandis que *Les Noirs à Montréal* se penche sur les conséquences de la discrimination raciale à travers une étude quantitative de la répartition des personnes noires dans Montréal, *The Road to Now* démontre que le racisme et la discrimination entravent les possibilités résidentielles et professionnelles des personnes noires<sup>20</sup>. Contrairement à Mills, Waters et Graham, qui livrent une lecture idéologique de la résistance noire, les ouvrages de Dorothy W. Williams démontrent plutôt comment la résistance menée par les communautés afrodescendantes pour pallier le racisme vécu dans la métropole s'incarne au sein des structures institutionnelles, syndicales et communautaires.

Le milieu communautaire, central dans ce mémoire, est un espace primé par les communautés afrodescendantes pour se rassembler, se mobiliser, et revendiquer. Cependant, d'autres espaces éphémères, créés par et pour les communautés noires sont également utilisés pour articuler des revendications variées. Toutefois, ces espaces sont réprimés par l'État, qui ne voit pas d'un bon œil le rassemblement de plusieurs personnes noires : c'est une agentivité qui effraie. L'historien David Austin s'est penché sur des événements clés qui évoquent la formulation d'une diaspora noire à Montréal qui caractérise les années 1960. Dans son ouvrage *Fear of a Black Nation: Race, Sex, and Security in Sixties Montreal*, il observe les significations et les

---

<sup>19</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de Démographie Urbaine*, Montréal, VLB éditeur, 1998, p.11.

<sup>20</sup> Dorothy W. Williams, *The Road to Now: A History of Blacks in Montreal*, Montréal, Vehicule Press, 1997, p.14-15.

implications de la présence noire dans les années 1960 à travers la réaction des représentant·e·s de l'État aux militant·e·s du Black Power. À l'aide du croisement entre entrevues orales et sources manuscrites, David Austin est en mesure de décortiquer les pratiques de sécurité nationale, ses motifs, et ultimement, les rouages de l'exclusion raciale à Montréal et au Canada<sup>21</sup>. Le livre souligne également les enjeux de classe qui sous-tendent les relations entre personnes blanches et personnes noires. Selon l'auteur, il n'est pas possible d'évacuer le fait que le passé esclavagiste joue un rôle central dans la mise en place d'une économie globale et capitaliste<sup>22</sup>. Ce constat est repris par certain·e·s des individus de ce mémoire, dont les prises de position laissent sous-entendre une conscience accrue des enjeux de classe, et de la façon dont ces derniers sont visibles dans une société capitaliste<sup>23</sup>. Ainsi, David Austin déconstruit l'idée selon laquelle les personnes noires sont passives face à l'exclusion et la surveillance vécue par les militant·e·s noir·e·s à Montréal : un exemple de réactivité de ces dernier·ère·s face aux représentant·e·s étatiques.

Sean Mills s'est doté d'une approche similaire pour historiciser l'immigration haïtienne au Québec. Dans *Une place au soleil : Haïti, les Haïtiens et le Québec*, l'argumentation de l'historien porte sur les revendications des Haïtien·ne·s dans la province québécoise, qui est aux prises avec des transformations structurelles et idéologiques profondes<sup>24</sup>. À travers la déconstruction des perceptions infantilisantes de la société québécoise à l'égard des Haïtien·ne·s, l'historien souligne le renversement de la visualisation des Haïtien·ne·s sous la lentille de la famille à la suite de leur immigration entre les années 1960 et 1980<sup>25</sup>. Ainsi, Sean Mills s'inscrit dans une tangente historiographique transnationale pour historiciser l'expérience des Haïtien·ne·s, en soulignant que leurs connexions influencent leur compréhension et leur réaction face aux enjeux structurels,

---

<sup>21</sup> David Austin, *Fear of a Black Nation: Race, Sex and Security in Sixties Montreal*, Toronto, Between the Lines, 2013, p.6-7.

<sup>22</sup> David Austin, *Fear of a Black Nation: Race, Sex and Security in Sixties Montreal*, p.185.

<sup>23</sup> Rella Braithwaite, « Mrs. Juanita Chambers » dans *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 082, Concordia University Library, Special Collections, 28 mars 1975 ; Charles Tardieu-Dehoux et Esmeralda Thornhill, *Mémoire sur le Livre Vert*, Le Groupe de travail sur l'éducation de la communauté noire, Montréal-Québec, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 040, Concordia University Library, Special Collections, avril 1978, p.4.

<sup>24</sup> Sean Mills, *Une place au soleil : Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2016, p.16.

<sup>25</sup> *Ibid.*

linguistiques et identitaires qui caractérisent le Québec et le Canada.

### 1.1.3 Histoire des femmes afro-canadiennes

Dans les années 1990, un groupe d'historiennes afro-canadiennes soulignent un angle mort au sein de l'ouvrage de Winks : le manque de considération du genre dans ses analyses<sup>26</sup>. L'émergence de l'historiographie de l'histoire des femmes afro-canadiennes ne se fait pas qu'en réaction aux ouvrages en histoire afro-canadienne qui évacuent l'expérience féminine. Alors qu'une littérature grandissante se penche sur les mouvances sociétales entraînées par la seconde vague de féminisme, des historiennes soulignent l'invisibilisation des femmes autochtones, racisées et noires au sein des initiatives documentées. L'historiographie des femmes afro-canadiennes naît donc du désir de mettre de l'avant l'agentivité des femmes noires dans l'histoire à travers la démonstration de balises méthodologiques qui peuvent être utilisées pour remédier à leur invisibilisation.

En combinant une méthodologie originale incluant des archives communautaires, des périodiques et des entrevues orales, l'ouvrage collectif dirigé par Peggy Bristow, *We're Rooted Here and They Can't Pull Us Up*, est l'un des premiers livres qui documente l'histoire des femmes noires au Canada, du XVIIe siècle à la période d'après-guerre. Bristow reconnaît les limites du système d'éducation canadien, qui perpétue la perception commune que les personnes noires sont non existantes dans l'histoire du développement au Canada, et que leur contribution débute à la suite des migrations caribéennes et africaines<sup>27</sup>. L'historienne rapporte la légitimation de la présence noire aux États-Unis, qui, par le fait même, valide l'existence d'une histoire noire. Or, au moment de l'écriture de l'ouvrage en 1994, la présence noire au Canada ne bénéficie pas de la même visibilité<sup>28</sup>. Le livre met en évidence l'apport des femmes noires au sein d'événements reconnus dans l'histoire afro-canadienne et dans l'histoire des femmes. Il est entre autres question du rôle des femmes noires en Nouvelle-Écosse durant la période de l'esclavagisme canadien et leur contribution lors des trois migrations au sein de l'espace maritime, la vie des Afro-canadiennes dans les colonies

---

<sup>26</sup> Peggy Bristow, « Introduction », p.3.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p.3.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p.8.

ontariennes, et l'expérience des travailleuses noires au Canada entre les deux premières guerres mondiales. Les répercussions de l'ouvrage de Bristow et ses collègues sont sans équivoques. Elles ouvrent la voie pour le développement d'une historiographie des femmes afro-canadiennes, qui possède ses propres référents chronologiques et ses propres cadres méthodologiques.

En 2019, Karen Flynn et Funké Aladejebi co-signent un chapitre de livre portant sur les enjeux entourant l'écriture de l'histoire des femmes afro-canadiennes. Elles soulignent entre autres l'importance d'éviter l'inclinaison vers certains récits qui mettent de l'avant les femmes caribéennes comme uniques représentantes des femmes noires canadiennes, la nécessité de s'éloigner de narratifs qui centrent l'Ontario comme unique espace géographique des communautés noires, et finalement, le besoin de reconnaître que l'anglais n'est pas la langue d'expression de toutes les femmes afrodescendantes. Afin de remédier à ces enclaves, les historiennes conseillent de démontrer l'attachement et l'enracinement de ces femmes dans les espaces au sein desquels elles évoluent, plutôt que de les représenter selon leur statut migratoire<sup>29</sup>. L'ouvrage de Funké Aladejebi est un bon exemple de l'application de ces conseils malgré le fait qu'il porte sur les femmes noires ontariennes.

En s'inscrivant dans une tendance analytique similaire à Bristow et ses collaboratrices, Funké Aladejebi explore la vie professionnelle des femmes éducatrices en Ontario entre les années 1940 et 1980 dans son ouvrage *Schooling the System : A History of Black Women Teachers*. L'autrice reconnaît que l'expérience des femmes noires dans les écoles canadiennes est constamment en mouvement et basée sur les subjectivités des féminités noires ; seul l'usage des sources orales et des écritures personnelles des enseignantes ontariennes permet de saisir les subtilités de cette expérience<sup>30</sup>. L'étude n'est pas seulement utile pour documenter l'expérience des femmes noires ontariennes en tant qu'enseignantes ; l'autrice est également en mesure d'analyser les narratifs de genre, de citoyenneté et d'éducation afin de comprendre comment la race, le lieu de

---

<sup>29</sup> Funké Aladejebi et Karen Flynn, « Writing Black Canadian Women's History: Where We Have Been and Where We Are Going », *Reading Canadian Women's and Gender History*, Toronto, University of Toronto Press, 2019, p.71-72.

<sup>30</sup> Funké Aladejebi, *Schooling the System: A History of Black Women Teachers*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2021, p.7.



naissance et le langage structurent l'identité des femmes au sein des écoles<sup>31</sup>. Ainsi, l'ouvrage de Funké Aladejebi permet également de saisir la nature du système scolaire ontarien, tout comme la présente recherche permettra de déceler les limites des structures scolaires québécoises et comment les organisations communautaires répondent à ces enjeux.

L'historicisation de l'expérience des femmes noires canadiennes se fait également à travers l'analyse de leur implication communautaire. Plusieurs études en histoire afro-canadienne analysent l'articulation d'une pensée militante féminine noire en réaction à l'invisibilisation de l'expérience des femmes afrodescendantes dans la société canadienne et dans les organisations féminines blanches. La sociologue Jennifer Mills documente ce phénomène dans son article intitulé *Conferencing as a Site for the Mobilization of Black Feminist Identities in the Congress of Black Women in Canada, 1973-1983*. En se penchant sur les six conférences organisées par le National Congress of Black Women (CBWC), l'auteurice est en mesure de documenter l'émergence d'une pensée féministe noire lors des congrès à travers les réflexions des femmes noires au sujet de diverses thématiques sociétales<sup>32</sup>. À travers le recensement des six conférences du CBWC et leurs thématiques, Mills lève le voile sur le solidarisme féminin et noir au sein de l'organisation et les principales prises de position du CBWC au sujet de l'égalité salariale, du profilage racial, et du racisme institutionnel.

L'historienne Amanda Ricci s'inscrit dans une pratique similaire dans sa thèse de doctorat *There's No Place Like Home: Feminist Communities, Social Citizenship and (Un) belonging in Montreal's Long Women's Movement, 1952-1992*. L'auteurice argumente que l'activisme des femmes noires, autochtones et racisées ne se déroule pas uniquement dans des espaces non mixtes, contrairement aux grandes organisations féministes blanches<sup>33</sup>. Elle dédie d'ailleurs un chapitre sur l'émergence des revendications des femmes noires dans le contexte montréalais et démontre l'influence

---

<sup>31</sup> Funké Aladejebi, *Schooling the System: A History of Black Women Teachers*, p.7.

<sup>32</sup> Jennifer Mills, « Conferencing as a Site for the Mobilization of Black Feminist Identities in the Congress of Black Women in Canada, 1973-1983 », *Journal of Black Studies*, vol.46, no.4, 2015, pp.415-441.

<sup>33</sup> Amanda Ricci, *There's No Place Like Home: Feminist Communities, Social Citizenship and (Un) belonging in Montreal's Long Women's Movement, 1952-1992*, Thèse de Ph.D, Département d'histoire, McGill University, 2016, p.6.

du panafricanisme dans l'articulation des stratégies de ces femmes<sup>34</sup>. Dans une optique de documentation similaire de l'activisme féministe dans des espaces non mixtes, l'autrice Alexandra Pierre s'est penchée sur les expériences de plusieurs femmes noires, autochtones et racisées au Québec<sup>35</sup>. Tout comme ses collègues en histoire afro-canadienne, la méthodologie de Pierre s'articule autour d'entretiens oraux et de sources secondaires, dans le but de mettre de l'avant les idéaux d'émancipation et les traditions de résistance propres aux femmes noires, autochtones et racisées<sup>36</sup>. Les récits historiques au sujet des femmes noires et de leur activisme sont variés : certains parlent de féminisme, d'autre non. Bien que les femmes noires développent une pensée militante noire propre, il serait anachronique de considérer qu'elles se revendiquent comme féministes, alors que les documents laissés ne font pas mention de Black Feminism.

#### 1.1.4 Histoire des stratégies de scolarisation et d'éducation des communautés noires au Canada

Quelques écrits traitant des stratégies de scolarisation et d'éducation des communautés noires à Montréal et au Canada ont été publiés. Bien que ces recherches ne soient pas nécessairement écrites avec une méthodologie propre aux études en histoire, elles historicisent l'émergence d'initiatives communautaires de scolarisation et d'éducation des communautés noires. Ces études se distinguent également par leur désir de mettre de l'avant l'agentivité des communautés noires face aux enjeux rencontrés dans les instances scolaires.

Dans son ouvrage sur les Haïtiens au Québec en 1978, Paul Dejean recense une variété de données afin de documenter les origines de l'immigration haïtienne au Québec et son évolution<sup>37</sup>. L'auteur se penche également sur l'apport des Haïtiens à la société québécoise : une perspective reprise par Sean Mills dans *Une place au soleil*. Rédigé en collaboration avec le Bureau de la Communauté Haïtienne, l'ouvrage de Dejean

---

<sup>34</sup> Amanda Ricci, *There's No Place Like Home: Feminist Communities, Social Citizenship and (Un) belonging in Montreal's Long Women's Movement, 1952-1992*, p.88-89.

<sup>35</sup> Alexandra Pierre, *Empreintes de résistance : Filiations et récits de femmes autochtones, noires et racisées*, Montréal, Les Éditions du Remue-Ménage, 2021, 336p.

<sup>36</sup> Alexandra Pierre, *Empreintes de résistance : Filiations et récits de femmes autochtones, noires et racisées*, p.23.

<sup>37</sup> Paul Dejean, *Les Haïtiens au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1978, p.19.

consacre une partie entière à l'éducation et à la scolarité des jeunes haïtiens au Québec. Les problèmes soulevés sont nombreux : il est entre autres question de la différence entre les systèmes scolaires haïtien et québécois, les tests de classement dans les écoles, les classes d'accueil et les enjeux linguistiques, ainsi que le choc culturel des enfants haïtiens une fois leur intégration dans les écoles québécoises. Dejean propose des solutions variées qui s'articulent autour du support des organisations communautaires et la mise en place de matériel adapté pour ces jeunes<sup>38</sup>.

Les communautés afrodescendantes anglophones se mobilisent dès le début du vingtième siècle pour assurer l'éducation et la scolarisation de leurs jeunes. Dans sa thèse publiée en 1982, June Bertley se penche sur les initiatives de scolarisation et d'éducation articulées par la Union United Church (UUC), la Universal Negro Improvment Association (UNIA) et le Negro Community Centre (NCC) entre 1910 et 1940. En plus de traiter du rôle de la communauté noire, Bertley souligne l'apport du Révérend Este en tant que leader communautaire, actif au sein de ces trois organisations<sup>39</sup>. Les stratégies de la UUC cherchent à encourager « les membres de la communauté à travailler avec diligence, en exploitant toutes les ressources à sa disposition pour vivre une vie fructueuse et digne d'intérêt »<sup>40</sup>. Les enseignements de la UNIA se structurent autour de l'héritage historique des communautés noires, l'auto-identification des jeunes noirs et le développement de l'estime de soi de ces derniers. Le NCC se distingue par ses programmes de développement économique et de défenses des droits de la personne, en plus de fournir des opportunités à ses membres de développer des liens avec les communautés noires de façon plus large, afin de favoriser l'union de ces dernières pour leur bénéfice mutuel. Ultimement, Bertley rapporte que ces stratégies ont pour but de supporter la communauté noire dans ses aspirations sociétales d'autosuffisance, à une époque où ces aspirations ne semblaient pas toujours réalisables<sup>41</sup>. Le présent mémoire s'inscrit dans la continuité des travaux de Bertley :

---

<sup>38</sup> Paul Dejean, *Les Haïtiens au Québec*, p.124-152.

<sup>39</sup> June Bertley, *The Role of the Black Community in Educating Black in Montreal from 1910 to 1940, with special reference to Reverend Dr. Charles Humphrey Este*, Mémoire de maîtrise, Département d'éducation. Université McGill, Mars 1982, p.v.

<sup>40</sup> June Bertley, *The Role of the Black Community in Educating Black in Montreal from 1910 to 1940, with special reference to Reverend Dr. Charles Humphrey Este*, p.152.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p.152-154.

c'est pourquoi il se penche sur les organismes nés à la fin des années 1960 dans la foulée des transformations démographiques qui suivent les vagues de migration des années 1960-1970.

La chercheuse Désirée Rochat s'est également penchée sur ces stratégies auprès de la communauté haïtienne avec un corpus de sources qui remonte aux années 1970. Sa thèse porte sur les composantes de l'activisme diasporique des communautés noires. Pour ce faire, elle s'est penchée sur un projet d'archivage de l'organisation communautaire La Maison d'Haïti. Désirée Rochat introduit l'éducation communautaire comme une forme d'activisme qui repose sur le partage de savoirs, de compétences, d'identités et de convictions. L'autrice révèle les quatre vocations de l'éducation communautaire. Il y a la vocation pédagogique, à travers le partage de connaissances et de compétences et la vocation culturelle, caractérisée par des références partagées. Les acteurs communautaires de ce mémoire établissent des stratégies de scolarisation qui s'appuient sur un héritage culturel partagé noir, africain et caribéen. Elle relève également la vocation sociale de l'éducation communautaire, à travers une identité partagée et un sentiment d'appartenance. Les organisations communautaires établissent des programmes qui touchent les jeunes noir·e·s qui fréquentent majoritairement des personnes blanches dans les structures scolaires, mais également les enfants noirs qui sont adoptés dans des familles blanches. Finalement, Désirée Rochat identifie la vocation politique de l'éducation communautaire à travers des convictions politiques partagées et un sens d'efficacité collectif<sup>42</sup>. Or, les organisations communautaires présentées au sein du présent mémoire ne sont pas toutes alignées idéologiquement, malgré les prétentions d'homogénéité qui leurs sont attribuées par les instances gouvernementales officielles. Une discussion à ce propos sera présentée dans le chapitre 3 .

#### 1.1.5 Représentations des communautés afrodescendantes dans les cursus scolaires québécois et canadien

---

<sup>42</sup> Désirée Rochat, *Archiving Black diasporic activism: How the shared praxis of Haitian activists at La Maison d'Haïti built a community*, Thèse de doctorat, Department of Integrated Studies in Education, Faculty of Education, McGill University, 12 avril 2021, p.298-299.

Alors que les historien·ne·s en histoire afro-canadienne souhaitent déconstruire la diffusion de ces récits, les travaux portant sur les représentations des personnes noires dans les manuels scolaires démontrent que les enseignements dispensés aux étudiant·e·s québécois·e·s sont porteurs de biais importants. Cependant, les personnes noires sont illustrées comme étant dépourvues d'agentivité et adoptant une attitude davantage passive que réactive.

Les membres des organisations communautaires du présent mémoire se mobilisent en réaction aux représentations essentialisantes de leurs communautés dans les manuels scolaires québécois. L'absence de représentations picturales de personnes noires dans les manuels scolaires peut expliquer l'absence de reconnaissance de leur expérience dans les structures éducatives. Le livre de l'historienne Catherine Larochelle, *L'école du racisme : La construction de l'altérité à l'école québécoise se penche sur le rapport à l'Autre dans la société canadienne-française au XIXe siècle à travers le dépouillement de 87 manuels scolaires édités au Québec ou au Canada*<sup>43</sup>. Larochelle affirme que les personnes noires, autochtones, et racisées sont « réifié[e]s, objectivé[e]s, animalisé[e]s et effacé[e]s » au sein de ces manuels, dans un processus qu'elle appelle la déshumanisation constitutive de l'Occident<sup>44</sup>.

Similairement, Adèle Clapperton-Richard recense les représentations de l'agentivité des figures historiques au sein de 32 manuels parus entre 1954 et 1980. Clapperton-Richard est en mesure de souligner que les figures autochtones et noires sont beaucoup moins présentes dans les manuels que les figures blanches, et lorsqu'elles le sont, c'est sous une lecture raciste et altérisante<sup>45</sup>. Ces représentations sont d'ailleurs reconnues et dénoncées par les organisations communautaires noires anglophones montréalaises. L'étude sociologique de Danielle Altidor, publiée en 2021, observe la représentation des personnes noires dans le système éducatif à travers les manuels d'histoire et d'éducation à la citoyenneté dans l'enseignement secondaire au Québec entre 2007 et

---

<sup>43</sup> Catherine Larochelle, *L'école du racisme : la construction de l'altérité à l'école québécoise (1830-1915)*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2021, p.18.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p.355.

<sup>45</sup> Adèle Clapperton-Richard, *Reconnue, altérisée, occultée : l'agentivité des figures historiques dans les manuels québécois d'histoire nationale, 1954-1980*, Mémoire de maîtrise, Département d'histoire du Québec à Montréal, avril 2020, p.178-179.

2010. L'autrice confirme que plus les Noir·e·s sont absent·e·s des manuels scolaires, plus les rapports de domination et d'exclusion se manifestent dans la société québécoise<sup>46</sup>. Elle souligne également que la dimension raciale est présentée dans les volumes « en fonction de l'image de soi qu'elle renvoie au groupe dominant, et ce particulièrement dans l'histoire du Québec »<sup>47</sup>.

Pourtant, ce ne sont pas les ressources qui manquent pour guider le corps professoral lorsqu'il est question d'enseigner l'histoire afro-canadienne. Un guide d'apprentissage est publié en 1980 par l'historien James W. St. G Walker, professeur au département d'histoire de l'Université de Waterloo, en Ontario. Précis d'histoire sur les Canadiens de race noire : Sources et guide d'enseignement, publié sous la bannière du ministre d'État Multiculturalisme, se penche sur plus de 300 livres, thèses, articles et recueils publics qui traitent de l'histoire des Noir·e·s canadien·ne·s, et ce depuis le dix-huitième siècle<sup>48</sup>. L'auteur souligne que « l'étude de l'histoire des Noirs canadiens se porte bien », mais que « malheureusement, cet important sujet est réservé à un petit groupe d'historiens de métier et à certaines personnes qui manifestent pour lui un intérêt bien particulier »<sup>49</sup>. Il note que les personnes noires ont toujours lutté contre leur désavantage sociétal à travers des stratégies intellectuelles, économiques, juridiques et sociales, mais que celles-ci ont été ignorées par la société majoritaire. Walker constate également que la barrière raciale continuera d'exister tant et aussi longtemps que les Canadien·ne·s de race blanche considèrent que les réclamations des personnes noires sont injustifiées, ou qu'elles sont perçues comme américaines ou antillaises. Ce constat fait écho à certaines barrières historiographiques rapportées par Aladejebi et Flynn<sup>50</sup>. Il souligne également que l'expérience des personnes noires peut être intégrée et observée sous une loupe internationale, à travers des études comparatives entre le Canada et les États-Unis<sup>54</sup> : une tactique employée par Waters, Mills et Graham.

---

<sup>46</sup> Danielle Altidor, *La représentation des Noirs dans le système éducatif : le cas des manuels d'histoire et éducation à la citoyenneté dans l'enseignement secondaire au Québec*, Thèse de Doctorat, Département de Sociologie, Université du Québec à Montréal, juin 2021 p.398.

<sup>47</sup> Danielle Altidor, *La représentation des Noirs dans le système éducatif : le cas des manuels d'histoire et éducation à la citoyenneté dans l'enseignement secondaire au Québec*, p.398.

<sup>48</sup> James W. St. G. Walker, *Précis d'histoire sur les Canadiens de race noire. Sources et guide d'enseignement*, Hull, Centre d'édition du gouvernement du Canada 1980, p.4.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p.4.

<sup>50</sup> Funké Aladejebi et Karen Flynn, « Writing Black Canadian Women's History: Where We Have Been and Where We Are Going », p.71-72.

Un guide similaire existe au Québec mais sa mission diffère de celui de Walker. En 2012, l'historien Arnaud Bessière, spécialiste de l'histoire de la Nouvelle-France<sup>51</sup>, est mandaté par la Direction des services aux communautés culturelles du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour publier un ouvrage sur la contribution des Noirs au Québec. L'étude de Bessière brosse le portrait de la présence des communautés afrodescendantes au Québec sur plus de quatre siècles. Cependant, le livre évacue la création de certaines organisations communautaires afrodescendantes et par le fait même, leurs critiques à l'égard du système québécois. Plutôt que de recenser l'agentivité et la réactivité des communautés noires face aux barrières systémiques rencontrées au Québec, l'ouvrage de Bessière souligne la représentation et la participation des personnes noires aux débats qui caractérisent le Québec<sup>52</sup>. Bien que l'ouvrage reconnaisse la contribution des personnes noires dans la société québécoise, l'auteur présente une lecture intégrationniste de l'expérience noire au Québec. Il n'est pas mentionné des luttes communautaires qui sont menées parallèlement au développement de la société québécoise, autant par les communautés noires anglophones que francophones.

## 1.2 Problématique

Ce mémoire désire s'inscrire dans la continuité des travaux entamés par ses prédécesseurs, à travers la reconnaissance de l'agentivité des personnes noires face aux enjeux rencontrés par les familles afrodescendantes dans les structures scolaires. La présente étude démontrera, à l'aide de documents produits par les organisations communautaires afrodescendantes, que les membres des communautés noires peuvent être considérés comme des vecteurs légitimes de savoirs. Malgré la reconnaissance tardive de leurs connaissances au sein des rapports du Conseil supérieur de l'Éducation, les membres des communautés noires anglophones se mobilisent dès le début des années 1970 pour mettre en place des stratégies et des programmes qui touchent à la fois la jeunesse noire, les femmes noires, et la famille noire. Ces stratégies témoignent

---

<sup>51</sup> Arnaud Bessière, *La contribution des Noirs au Québec. Quatre siècles d'une histoire partagée*, Québec, Les Publications du Québec, 2012, p.7.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p.146.

du mouvement plus grand d'autodétermination des communautés afro-canadiennes dans le secteur de l'éducation et auprès de la famille. Ce mouvement peut également être observé à Toronto. L'autodétermination transparaît dans les stratégies articulées en réaction aux difficultés d'adaptation des jeunes noir·e·s et des parents, nouvellement immigrés au Canada, face aux structures scolaires canadiennes. Cette exclusion est définie à la fois par l'absence de reconnaissance de l'héritage culturel et identitaire afrodescendant dans les savoirs enseignés en classe, mais également par l'omission de figures noires dans le corps professoral et administratif des écoles.

Les rapports ministériels en éducation posent leurs propres caractéristiques identitaires pour définir le type d'élèves qui fréquente leurs institutions. Ces caractéristiques ne sont pas choisies au hasard. Elles reflètent les principaux débats qui ponctuent la société québécoise pendant les années 1960 et 1970, soit les enjeux de déconfessionnalisation du système d'éducation, et les problématiques liées à la langue d'enseignement versus la langue maternelle des élèves. La présente étude argumente qu'à travers les revendications énoncées face aux limites institutionnelles et pédagogiques du système scolaire québécoise, les communautés afrodescendantes se sont mobilisées face aux débats qui définissent la société québécoise et montréalaise des années 1970. En réaction aux défis rencontrés par les élèves et les parents dans les structures éducatives, les organisations communautaires articulent des stratégies qui s'inscrivent dans un désir de reconnaissance de l'héritage culturel noir des élèves, tout en prenant en considération les balises identitaires posées par l'État québécois.

### 1.2.1 Cadre temporel et spatial

Ce mémoire s'inscrit dans un exercice méthodologique similaire aux historien·ne·s qui se sont penché·e·s sur le militantisme des Afro-Canadien·ne·s. Les organisations ciblées dans ce mémoire sont situées à Montréal, mais la portée de leurs revendications transcende l'espace montréalais et trouve écho en Ontario, à Québec, et à Toronto. Ce mémoire permet d'observer comment certaines idées qui circulent autant dans les espaces ontariens sont adaptées et appliquées dans le contexte montréalais dans les années 1970. Le nombre élevé d'immigrant·e·s caribéen·ne·s qui choisissent Montréal entraîne néanmoins une surreprésentation culturelle de l'expérience



caribéenne dans la production de savoirs des organisations communautaires présentées dans ce mémoire. Ces organisations se définissent toutefois à travers l'appellation plus large de « communauté noire », qui recoupe l'héritage culturel noir, l'identité noire, et l'expérience noire.

### 1.3 Sources et méthodologie

Le corpus d'archives utilisé au sein de ce mémoire regroupe trois types de documents : communautaires, périodiques et officielles. À travers une analyse croisée de ces trois types d'archives, il sera possible de brosser un portrait des stratégies d'éducation et de scolarisation des organisations communautaires noires. Tout comme Larochelle au sein de son livre<sup>53</sup>, ce mémoire utilise une analyse sociocritique des ancrages idéologiques et sociaux des organisations communautaires, ainsi qu'une analyse interdiscursive. Ces analyses privilégient l'étude des réseaux de discours polysémiques de la communauté noire.

#### 1.3.1 Archives communautaires

Karen Flynn et Funké Aladejebi soulignent la complexité de situer l'histoire des femmes noires dans un narratif national plus large, caractérisé par ses structures d'exclusion et son déni du racisme genré<sup>54</sup>. L'une des façons de remédier à cet enjeu est l'usage de l'histoire orale comme façon d'aborder les femmes en tant que sujets et non comme des objets, et de les considérer comme productrices de connaissances et d'agentes de changement social. Elles recommandent également l'usage d'une variété de sources originales, telles que des mémoires et des autobiographies<sup>55</sup> au sein de recherches qui utilisent une structure féministe qui reconnaît l'intersection des femmes noires dans l'histoire<sup>56</sup>. Pour poursuivre la tradition entamée par ses prédécesseur·e·s, le présent mémoire se base principalement sur des périodiques et des archives d'organisations communautaires afin d'illustrer les efforts des communautés

---

<sup>53</sup> Catherine Larochelle, *L'école du racisme : la construction de l'altérité à l'école québécoise (1830-1915)* p.18.

<sup>54</sup> Funké Aladejebi et Karen Flynn, « Writing Black Canadian Women's History : Where We have Been And Where We Are Going », p.64.

<sup>55</sup> *Ibid.*, 79-80.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p.64.

afrodescendantes dans le domaine de l'éducation. Cependant, la nature fragmentaire des archives communautaires fait en sorte que certaines activités et programmes décrits dans le présent mémoire sont cités au sein de documents épars, qui n'ont parfois pas de lien direct les uns avec les autres. Il est donc difficile de témoigner de la pérennité de certaines des initiatives soulignées.

Ainsi, dans un désir de mettre de l'avant des archives communautaires peu reconnues par l'historiographie francophone afro-canadienne, le présent mémoire utilise majoritairement des documents dépouillés au sein du Black Studies Centre fonds, archivé aux Special Collections de l'Université Concordia. Le fonds comporte des documents qui relatent les activités du Black Studies Centre (BSC), de ses débuts en 1973 jusqu'en 2014, tels que des procès-verbaux, des rapports de recherche, des états financiers ainsi que des notes variées sur l'organisation. Les archives dans ce fonds, qui sont majoritairement en anglais, documentent également le rôle du centre de recherche au sein des communautés noires montréalaises, ainsi que les relations qu'entretient le BSC auprès d'organisations communautaires montréalaises et canadiennes<sup>57</sup>, à travers la présence de correspondances variées qui mobilisent le directeur du BSC, Clarence Bayne, avec d'autres membres de la communauté. La diversité des matériaux est sans équivoque. Photographies, poèmes, chansons, enregistrements sonores et dessins : les archives originales contenues dans le fonds du BSC représentent un éventail de possibilités pour documenter l'activisme communautaire afro-montréalais.

Un second fonds d'archive fut consulté pour le présent mémoire : le Negro Community Centre (NCC) fonds, également archivé aux Special Collections de l'Université Concordia. Le Negro Community Centre fonds comporte une variété de documents qui datent de la fondation de l'organisation et de ses activités jusqu'à la fin des années 1980 : procès-verbaux, pamphlets qui témoignent des activités organisées par le centre, états financiers et correspondances. Le NCC fonds témoigne également de ses liens avec d'autres organisations communautaires basées à Montréal. Ces liens sont visibles

---

<sup>57</sup> Université Concordia. « Fonds F035 – Black Studies Centre Fonds », *Concordia University Records Management & Archives and Library's Special Collections*, sans date , <https://concordia.accesstomemory.org/black-studies-centre-fonds>

à travers la présence de documents variées qui ont été rédigés par plusieurs organisations qui seront mentionnées dans ce mémoire, dont le Quebec Board of Black Educators (QBBE), la National Black Coalition (NBCC) et le Coloured Women's Club of Montreal (CWC)<sup>58</sup>. Des documents d'organisations communautaires féminines, telles que le National Congress of Black Women (CBWC) et le Canadian Negro Women's Association (CANEWA), proviennent du fonds d'archive digital Rise Up ! dont le but est de documenter l'activisme féminisme au Canada entre les années 1970 et 1990. Grâce à la présence d'archives qui documentent les mouvements anti-oppressions et les revendications féministes, tels que des pamphlets publicitaires et militants, des affiches promouvant plusieurs activités, ainsi que des rapports d'activités, Rise Up! considère avoir changé radicalement le paysage politique et genre des archives<sup>59</sup>.

Dans un désir de suivre les recommandations formulées par Funké Aladejebi et Karen Flynn au sujet de l'usage d'autobiographies et de mémoires pour honorer l'expérience des femmes noires au Canada, le présent mémoire utilise deux ouvrages originaux. D'abord, *Women of Vision : The Story of the Canadian Negro Women's Association*, un ouvrage commémoratif au sujet du CANEWA. L'auteur du livre, Lawrence Hill, rapporte des témoignages de femmes actives au sein de l'association, des photos, et des extraits de discours prononcés par les fondatrices du CBWC<sup>60</sup>. Un document autobiographique est également utilisé. *Women of Our Times*, rédigé par Rella Braithwaite et Enid F. D'Oyley regroupe plus d'une vingtaine de notices biographiques complètes sur plusieurs femmes noires influentes qui proviennent des quatre coins du Canada<sup>61</sup>.

### 1.3.2 La presse comme source de force communautaire

Robin W. Winks reconnaît que la presse noire est l'une des sources de « force » des

---

<sup>58</sup> Université Concordia. « Fonds F013 – Negro Community Centre Fonds », *Concordia University Records Management & Archives and Library's Special Collections*, sans date, <https://concordia.accesstomemory.org/negro-community-centre-charles-h-este-cultural-centre-fonds>

<sup>59</sup> « About Rise Up! », *Rise Up!* sans date, <https://riseupfeministarchive.ca>

<sup>60</sup> Lawrence Hill, *Women of Vision: The Story of the Canadian Negro Women's Association*, 1951- 1976, Toronto, Umbrella Press, 1996, 95p.

<sup>61</sup> Rella Braithwaite et Enid F. D'Oyley, « *Women of Our Times* », *The Canadian Negro's Women Association for the National Congress of Black Women*, Sheppard & Sears, Toronto, 1973, 40p.

communautés afro-canadiennes. En effet, les journaux noirs incarnent un attachement associatif et communautaire malgré leur caractère éphémère dû à la compétition entraînée par les journaux américains<sup>62</sup>. Winks recense plus de 200 publications de périodiques « ethniques » dans l'histoire du Canada, dont 23 journaux noirs<sup>63</sup>. Ce nombre est réfuté par l'historienne Dorothy W. Williams : elle identifie plus de 196 périodiques destinés aux Noir·e·s, uniquement dans la région métropolitaine québécoise. Dans sa thèse de doctorat portant sur la presse noire montréalaise entre 1934 et 2006, Dorothy W. Williams souligne pourquoi ces périodiques sont inconnus des personnes noires au Québec. Quatre facteurs peuvent être relevés pour expliquer cette absence, qui témoignent de la pluralité d'identités qui ponctuent la diaspora noire québécoise : la langue, l'ethnicité, l'oralité interne dans la communauté et le traitement des documents<sup>64</sup>.

L'un des objectifs de la présente recherche est de démontrer l'existence de la circulation d'idées entre l'espace montréalais et l'espace torontois. Cette perspective analytique naît d'une découverte faite pendant le processus de dépouillement d'archives : la présence du journal torontois *Contrast*, au sein de plusieurs boîtes du Black Studies Centre fonds. À la lecture de plusieurs des numéros, il est possible d'affirmer que non seulement le BSC garde un œil sur l'actualité noire torontoise, mais que le journal fait de même avec le reste du Canada. Fondé en 1969 par Al Hamilton, le journal *Contrast* est dédié à servir la communauté caribéenne torontoise et canadienne. Se définissant comme les oreilles, les yeux et la voix de la communauté noire<sup>65</sup>, le journal est publié hebdomadairement à partir de l'année 1972. Les enjeux couverts par *Contrast* sont variés : les publications portent entre autres sur le racisme, sur l'immigration, sur l'éducation, sur les droits civiques, et l'histoire des personnes noir·e·s<sup>66</sup>. Le journal cesse ses activités en 1991 en raison de la récession économique qui cause l'aliénation sociale de son équipe. Selon Dorothy W. Williams, la presse

---

<sup>62</sup> Robin W. Winks, *The Blacks in Canada*, p.402.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 390.

<sup>64</sup> Dorothy W. Williams, *Sankofa: Recovering Montreal's Heterogeneous Black Print Serials*, Thèse de doctorat, Département des sciences de l'information, McGill University, Montréal, 2006, p.v.

<sup>65</sup> « Lectures will honour Contrast founder », The Caribbean Camera Inc., 24 mars 2016, <https://thecaribbeancamera.com/lectures-will-honour-contrast-founder/>

<sup>66</sup> Patrick Martin, « Reflections on the Black Press », *Review of Journalism*, 1er avril 1993, <https://trj.ca/reflections-on-the-black-press/>

noire cherche à transformer les représentations hiérarchiques et négatives qui ponctuent la société canadienne, représentations qui sont supportées et encouragées par les médias grand public<sup>67</sup>. Le périodique se positionne au sujet d'enjeux, tels que les débats linguistiques, qui touchent l'espace montréalais, et souligne les réactions des organisations communautaires noires et leurs membres face à ces transformations. Ainsi, l'usage de Contrast dans le présent mémoire permet de faire dialoguer les deux sources manuscrites qui sont priorisées par les recherches de l'historiographie afro-canadienne : la presse, et les archives communautaires.

Un journal afro-montréalais est utilisé dans ce mémoire afin de souligner certaines dissensions idéologiques qui caractérisent les communautés afrodescendantes anglophones montréalaises. Le journal UHURU (liberté en swahili), est créé au lendemain de l'affaire Sir-George Williams, dont les retombées seront expliquées dans le chapitre 2 du mémoire. Ce journal est considéré comme controversé en raison de ses idéaux qui sont tirés du Black Power<sup>68</sup>.

Les journaux The Gazette, The Ottawa Citizen et The Montreal Star occupent une place minimale dans ce mémoire. Ces journaux sont utilisés pour illustrer l'opinion du lectorat anglophone, autre qu'afrodescendant.

### 1.3.3 Sources officielles

Le but du présent mémoire n'est pas de présenter un portrait exhaustif des engrenages institutionnels qui ponctuent le système scolaire québécois. Toutefois, afin de témoigner des changements occasionnés par le militantisme des communautés noires au sein des structures ministérielles, il est tout de même nécessaire de brosser un bref portrait des principaux rapports gouvernementaux qui seront utilisés au sein de ce mémoire. Ces rapports touchent les deux grandes thématiques de la présente recherche, soit le système d'éducation québécois et la condition de la famille noire, plus spécifiquement la femme noire, au sein de ces structures.

---

<sup>67</sup> Dorothy W. Williams, *Sankofa: Recovering Montreal's Heterogeneous Black Print Serials*, p.16.

<sup>68</sup> Sean Mills, *Contester l'empire : Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963 à 1972*, p.110.

La Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec est créée en 1961 par le gouvernement libéral de Jean Lesage. Cette commission cherche à remédier à certains enjeux qui ponctuent le système d'éducation québécois : le sous-financement de l'éducation, la sous-scolarisation des francophones catholiques, et l'absence d'une autorité politique unifiée sur l'éducation, absence qui entraîne l'éclatement et l'éparpillement du système d'éducation<sup>69</sup>. De cette commission naît le Rapport Parent composé de cinq volumes qui totalisent plus de 1485 pages, et qui comportent 576 recommandations<sup>70</sup>. C'est au sein du rapport que s'articulent les principes fondateurs de l'éducation québécoise : la démocratisation, l'accessibilité, la polyvalence et les paliers variés d'éducation du Rapport Parent. Le rapport n'occupe pas une grande place dans ce mémoire : il est néanmoins utilisé pour illustrer certaines dynamiques linguistiques qui ponctuent l'intégration des personnes immigrantes dans la commission scolaire.

L'une des résolutions du Rapport Parent est la mise en place d'un Conseil supérieur de l'Éducation (CSE). Le CSE se doit d'apporter des points de vue neufs sur les politiques scolaires, procurer une vue d'ensemble du système scolaire, proposer des suggestions dites hardies et émettre des critiques à l'égard des structures en place. C'est le Conseil supérieur de l'Éducation qui a la responsabilité « maintenir le système d'éducation en contact avec l'évolution de la société », tout en indiquant les changements à mettre en place. L'une des responsabilités du Conseil est de préparer un rapport annuel sur l'état et les besoins de l'enseignement dans la province<sup>71</sup>. Les rapports du CSE témoignent de l'évolution de la reconnaissance de l'expérience des personnes issues des communautés culturelles dans les structures scolaires québécoises. Ce mémoire utilise les rapports du CSE de l'année 1966 à 1979. L'année 1966 représente la publication du premier rapport sur l'état et les besoins de l'éducation du CSE, tandis que l'année 1979 concorde avec la parution du rapport « L'école et les enfants de divers groupes

---

<sup>69</sup> Claude Corbo, *L'éducation pour tous. Une anthologie du Rapport Parent*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2018, p.11-15.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p.85.

<sup>71</sup> Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, « *Troisième partie ou Tome III. L'administration de l'enseignement. Diversité religieuse, culturelle, et unité de l'administration* » Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec », Gouvernement du Québec, 1966, p.133-135.

ethniques et religieux », le premier qui reconnaît pleinement l'expérience des enfants afrodescendants dans les écoles québécoises. Le Livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire au Québec est également mobilisé au sein de ce mémoire, bien qu'il s'agisse d'une publication ministérielle plutôt que du CSE. Le document se penche sur les méthodes et les orientations de l'école publiques<sup>72</sup>. Les rapports sont utilisés pour témoigner de la transformation du discours gouvernemental lorsqu'il est question de l'expérience des enfants noirs, autochtones et racisés dans les écoles. Ils sont également mobilisés pour illustrer l'absence de dialogue entre les structures ministérielles et les organisations communautaires.

Afin d'historiciser correctement les revendications des organisations qui sont présentées, ce mémoire reste fidèle aux désignations choisies par les membres des organisations communautaires pour se représenter. Les individus se désignent majoritairement comme noirs ou de descendance africaine, d'où l'usage du terme parapluie afrodescendants.

---

<sup>72</sup> Gouvernement du Québec, *L'enseignement primaire et secondaire au Québec. Livre vert*, ministère de l'Éducation du Québec, Québec, 1977, p.25.

## CHAPITRE II

### MONTRÉAL AFRODESCENDANT : SA POPULATION, SES ORGANISATIONS, SES REVENDICATIONS

En 1975, un article sur la résistance des francophones face aux politiques de multiculturalisme dans les écoles montréalaises paraît au sein du journal *Contrast*. L'article souligne que Montréal se situe dans une période de transformations démographiques du fait de la suburbanisation. Le vide laissé par ces familles est rapidement comblé par les familles immigrantes qui arrivent au Canada, ce qui cause l'augmentation du nombre de groupes ethniques dans la métropole québécoise<sup>73</sup>. La situation est similaire à Toronto. En effet, la fin des années 1960 est marquée par l'important afflux d'immigrant·e·s en provenance des Caraïbes entraîne le développement de plusieurs organisations communautaires dont le but est de servir la population noire torontoise<sup>74</sup>. Alors que les écoles torontoises s'ajustent tant bien que mal aux transformations démographiques entraînées par les enfants caribéens qui rejoignent leurs parents<sup>75</sup>, plusieurs organisations communautaires afrodescendantes sont créés à Montréal et à Toronto.

Malgré cette vague migratoire qui transforme le portrait démographique de la société montréalaise et qui entraîne la mobilisation des communautés noires, les instances scolaires officielles ne reconnaissent pas la spécificité de l'expérience des personnes afrodescendantes au sein du système d'éducation québécois. En effet, les rapports du CSE soulignent les spécificités confessionnelles des élèves dans les écoles québécoises. Néanmoins, l'expérience des enfants noirs est reconnue tardivement par le CSE, en plus d'être homogénéisée, malgré la diversité de l'immigration noire à Montréal. . Les

---

<sup>73</sup> « French resist multiculturalism in Montreal's schools », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 25 avril 1975, p.6

<sup>74</sup> « Black Education Project: if you don't know, learn, if you don't learn, teach! », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections, 18 octobre 1974, p.8-9.

<sup>75</sup> Frances Henry, "The West Indian Domestic Scheme in Canada." *Social and Economic Studies*, vol. 17, no. 1, 1968, p.83.



immigrant·e·s noir·e·s sont représenté·e·s comme un tout harmonieux qui se positionne similairement sur les enjeux qui touchent la scolarisation et l'éducation des familles noires et de leurs enfants. Néanmoins, les archives démontrent que les organisations ont des visions différentes de l'autodétermination des communautés afrodescendantes dans le secteur de l'éducation

## 2.1 Portrait de la présence noire à Montréal entre les années 1950 et 1980

Dans son étude démographique, Dorothy W. Williams souligne les limites des études quantitatives en histoire afro-canadienne. Les données recensées par les chercheur·e·s sont souvent inexactes et divergentes, ce qui rend difficile l'estimation de la population noire au Québec<sup>76</sup>. La présente recherche n'échappe pas à ces difficultés, alors que les données recensées au sein des archives communautaires diffèrent grandement de celles rapportées au sein de statistiques gouvernementales et d'études en histoire afro-canadienne. Tout comme Désirée Rochat au sein de sa thèse, cette recherche souhaite nuancer les représentations de l'activisme de la diaspora noire à Montréal<sup>77</sup>, afin que la présente étude s'émancipe des constructions monolithiques de l'expérience noire canadienne. La présence noire montréalaise se caractérise par l'immigration d'individus porteurs d'une pluralité d'idéologies et d'expériences, qui sont reflétées dans les stratégies mises en place par les organisations communautaires

### 2.1.1 Les domestiques caribéennes anglophones

La présence caribéenne anglophone augmente au Canada à partir des années 1955. Le gouvernement met en place le West Indian Domestic Scheme, un programme destiné à recruter des femmes caribéennes afin qu'elles viennent travailler au Canada en tant que domestiques. À la suite de la mise en place du programme, 280 femmes caribéennes entrent au pays chaque année entre 1955 et 1967. Les femmes doivent être âgées de 18 à 35 ans, elles sont contraintes de subir un examen médical et elles doivent

---

<sup>76</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de démographie urbaine*. Montréal, VLB éditeur, 1998, p.11.

<sup>77</sup> Désirée Rochat, *Archiving Black Diasporic Activism: How the Shared Praxis of Haitian Activists at La Maison d'Haïti Built a Community*, Thèse de doctorat, Department of Integrated Studies in Education, Faculty of Education, McGill University, 12 avril 2021, p.19.

avoir terminé au moins leur huitième année de scolarité. La grande majorité des Caribéennes s'établissent à Montréal ainsi qu'à Toronto. Une recherche réalisée par l'anthropologue Frances Henry démontre que la plupart de ces femmes prennent part au projet pour les perspectives d'avancement socio-économiques offertes par le Canada, et non pour être domestique à long terme. Une fois arrivées au Canada, leur mobilité sociale diminue : le métier de domestique est l'un des moins bien rémunérés<sup>78</sup>. Cela n'empêche pas ces femmes de faire les démarches nécessaires pour faire parrainer leurs familles afin qu'elles immigrerent au Canada. Bien que moins de 3000 femmes caribéennes entrent au Canada, des centaines de parents et d'amis suivent le pas, ce qui enclenche l'expansion des communautés noires à Montréal<sup>79</sup>. L'usage du schéma pour l'avancement social et économique de ces femmes, qui se solde par les réunifications familiales, démontre toute la débrouillardise et la solidarité de ces femmes, qui jouent un rôle important dans le développement des communautés noires à Montréal et à Toronto.

Il est complexe d'estimer la population noire au Québec au tournant des années 1960. Selon Dorothy W. Williams, « les données sont confuses et contradictoires, les chiffres trop faibles ou trop élevés »<sup>80</sup>. Le recensement canadien de 1961 rapporte que 90% des Noirs identifiés au Québec, donc 3841 sur 4287 Noirs, vivent sur l'île de Montréal. Cette donnée est réfutée par le service de la citoyenneté canadienne du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Leur estimation suggère qu'en 1961, plus de 7000 Noirs vivent à Montréal, estimation qui est corroborée par Dorothy W. Williams. L'historien David Austin enchaîne le pas et estime également que 7000 personnes noires vivent à Montréal en 1961. Toutefois, il souligne que le nombre aurait bondi à plus de 50 000 en 1968<sup>81</sup>, une surestimation, selon Dorothy W. Williams. Réalistiquement, il y aurait entre 10 000 et 15 000 personnes noires à Montréal au milieu des années 1960<sup>82</sup>. Afin d'identifier les groupes de personnes qui migrent à

---

<sup>78</sup> Frances Henry, « The West Indian Domestic Scheme in Canada. » *Social and Economic Studies*, vol. 17, no. 1, 1968, p.83-88.

<sup>79</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de démographie urbaine*, p.102.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> David Austin, « All Roads Led to Montreal: Black Power and the Black Radical Tradition in Canada », *The Journal of African American History*, vol.92, no.4, p.517.

<sup>82</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de démographie urbaine*, p.103.

Montréal, Dorothy W. Williams utilise les catégories des chercheurs Harold Potter et Daniel Hill, qui publient en 1966 une étude sur la communauté noire à Montréal<sup>83</sup>. Il est ainsi possible de recenser trois groupes d'individus qui immigrèrent à Montréal entre les années 1950 et 1969 : les Antillais·e·s anglophones, les étudiant·e·s et les Haïtien·ne·s.

### 2.1.2 Les Antillais·e·s anglophones

En 1962, le gouvernement canadien décide d'abolir les dernières mesures ouvertement racistes dans ses politiques d'immigration et instaure un système de points basé sur le niveau de scolarité et l'expérience des immigrant·e·s<sup>84</sup>. À la suite de la mise en place de ces critères de sélection, la population antillaise qui immigrera au Canada est majoritairement masculine et travaille dans les domaines des services, des loisirs, et des tâches administratives<sup>85</sup>. Ainsi, les immigrant·e·s en provenance des Caraïbes sont admis·e·s officiellement dans des conditions similaires aux Européen·ne·s, mais uniquement s'ils sont qualifié·e·s professionnellement et possèdent un niveau d'instruction jugé adéquat par le gouvernement<sup>86</sup>. À partir de 1967, des personnes instruit·e·s des Caraïbes font leur entrée au Canada, et plus spécifiquement, à Montréal. Leurs compétences au sein de secteurs hautement spécialisés sont demandées « en raison de la forte croissance des emplois dans le secteur public, le progrès technologique et le bouleversement démographique consécutif au baby-boom »<sup>87</sup>. Ces immigrant·e·s proviennent de Trinidad-et-Tobago, de la Jamaïque, de la Barbade, de Saint-Vincent. Le flux migratoire de ces 4 pays totalise 85% des immigrant·e·s caribéen·ne·s anglophones entré·e·s au Québec entre 1968 et 1977. Le Québec accueille donc environ 1500 immigrant·e·s caribéen·ne·s anglophones par année entre 1968 et 1977. Un sommet est atteint en 1969, avec 2473 immigrant·e·s – sommet de courte durée, car dès 1977, une baisse drastique est enregistrée, avec seulement 949

---

<sup>83</sup> Harold Potter, « Negroes in Canada », *The Journal of the Institute of Race Relations*, vol.3, no.1, 1961, pp.39-56.

<sup>84</sup> Micheline Labelle, Serge Larose et Victor Piché. « Politique d'immigration et immigration en provenance de la Caraïbe anglophone au Canada et au Québec, 1900-1979 », *Études Ethniques au Canada*, vol.15, no.2, 1983, p.10.

<sup>85</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de démographie urbaine*, p.103.

<sup>86</sup> Micheline Labelle et al. « Politique d'immigration et immigration en provenance de la Caraïbe anglophone au Canada et au Québec, 1900-1979 », p.11.

<sup>87</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal : Essai de démographie urbaine*, p.104.

immigrant·e·s<sup>88</sup>.

### 2.1.3 Les étudiant·e·s et les Haïtien·ne·s

Un autre groupe est présent à Montréal à partir de la seconde moitié des années 1960 : les étudiant·e·s noir·e·s, majoritairement de sexe masculin. Selon Dorothy W. Williams, plus de 3000 personnes noires étudient dans la métropole, mais restent cependant en marge de leurs pairs. Ils et elles sont Africain·e·s, Antillais·e·s, et d'Amérique du Sud. Les étudiant·e·s ne souhaitent pas fréquenter des domestiques, ainsi que des Noir·e·s canadien·ne·s, considéré·e·s comme « soumis, conciliants et conformistes »<sup>89</sup>. Le sentiment est réciproque : le reste de la population afrodescendante montréalaise considère ces étudiant·e·s insolent·e·s, du fait de leur tempérament radical<sup>90</sup>. Dorothy W. Williams souligne toutefois que la distance entre les étudiant·e·s et la communauté noire de Montréal se rétrécit alors que les répressions policières, particulièrement celles à la suite des événements à l'Université Sir George Williams en octobre 1968, entraînent la consternation de la population noire montréalaise.

En avril 1968, plusieurs étudiant·e·s afro-caribéen·e·s dénoncent le traitement différentiel qu'ils et elles subissent par l'un de leurs enseignants, Perry Anderson. Accusé de faire échouer ses étudiant·e·s de façon systématique, l'enseignant nie toute responsabilité. Le 29 janvier 1969, la situation atteint un nouveau pic, alors que deux cents étudiant·e·s occupent le neuvième étage du pavillon Henry F. Hall. Bien que cette occupation fût initiée par des étudiant·e·s de descendance africaine, plusieurs étudiant·e·s blanc·he·s, indien·ne·s et indo-caribéen·ne·s se joignent à eux. Deux semaines plus tard, la situation dégénère, alors que les étudiant·e·s réalisent que l'entente promise n'est qu'une fausse nouvelle. La police intervient et dans la confusion, un incendie éclate. En tout, plus de quatre-vingt-dix étudiant·e·s sont arrêté·e·s, dont quarante-et-un noir·e·s<sup>91</sup>. Malgré l'importante couverture médiatique nationale de l'affaire, le professeur est réinstallé dans ses fonctions, et plusieurs

---

<sup>88</sup> Micheline Labelle et al., « Politique d'immigration et immigration en provenance de la Caraïbe anglophone au Canada et au Québec, 1900-1979 », p.16.

<sup>89</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal : Essai de démographie urbaine*, p.104.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p.105.

<sup>91</sup> Barrington Walker. « The National Black Coalition of Canada, 'Race', and Social Equality in the Age of Multiculturalism », *The CLR James Journal*, vol.20, no.1, 2014, p.164.

étudiant·e·s caribéen·ne·s sont déporté·e·s dans leurs pays d'origine<sup>92</sup>. Selon l'historien David Austin, c'est l'affaire Sir George Williams, plus que n'importe quel autre événement qui incarne le militantisme des Afro-Canadien·ne·s envers le racisme blanc. Les répercussions sont internationales. En 1969, des protestations se déroulent en Trinité-et-Tobago, pays d'origine de plusieurs élèves déportés, en réaction à la visite du gouverneur général du Canada<sup>93</sup>.

Le troisième groupe se compose de la population haïtienne, dont la première vague d'immigration a lieu entre 1963 et 1972. 3539 professionnel·le·s haïtien·ne·s s'établissent à Montréal, et ces dernier·ère·s sont particulièrement fortuné·e·s. Ces professionnel·le·s s'intègrent socioéconomiquement dans la société québécoise, alors que la plupart d'entre eux·elles trouvent des emplois dans les institutions d'enseignement et dans les universités québécoises. Notons cependant que ces immigrant·e·s parlent français, et appartiennent à une classe sociale beaucoup plus aisée que les Noir·e·s anglophones<sup>94</sup>. Entre 1968 et 1976, plus de 14 539 Haïtien·ne·s francophones entrent au pays, tandis que 1502 Haïtien·ne·s bilingues s'installent au Québec. Seulement 349 Haïtien·ne·s anglophones, né·e·s ou transplanté·e·s aux États-Unis, s'installent au Québec entre 1968 et 1976<sup>95</sup>. Ces données rapportées par Dejean se basent sur des formulaires de demande de visa faisant mention des langues parlées, lues et écrites par les Haïtien·ne·s<sup>96</sup>

Cette croissance de la population noire au Québec entraîne la création d'organismes de défenses des droits des personnes noires qui représentent les revendications spécifiques de chaque groupe. Notons par exemple la création du Caribbean Conference Committee (CCC), un groupe formé par une élite étudiante intellectuelle noire en provenance des Caraïbes, qui vise l'élaboration « de nouvelles analyses du colonialisme et du néocolonialisme dans les Antilles et contribue ainsi à l'ébauche des opinions politiques des Noirs de Montréal »<sup>97</sup>. Ce petit groupe d'hommes et de femmes

---

<sup>92</sup> David Austin, «All Roads Led to Montreal: Black Power and the Black Radical Tradition in Canada », p.532.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p.533.

<sup>94</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de démographie urbaine*, p.105.

<sup>95</sup> Paul Dejean, *Les Haïtiens au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université Québec, 1978, p.30.

<sup>96</sup> *Ibid.*, p.31.

<sup>97</sup> Sean Mills, *Contester l'empire : Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963 à*

centralise les travaux du théoricien et historien marxiste C.L.R James : il sera d'ailleurs l'invité d'honneur lors de la seconde conférence du CCC, en plus de devenir le mentor politique de l'organisation. Le CCC est le premier groupe noir basé au Canada qui revendique ouvertement son penchant idéologique socialiste.

Des organisations haïtiennes voient également le jour à Montréal : la maison d'Haïti et le Bureau de la Communauté Chrétienne en 1972 et le Centre N A Rive en 1973. Désirée Rochat souligne que ces organisations représentent la diversité d'expériences et de sous-communautés au sein de la population immigrante haïtienne<sup>98</sup>. Puisque ce mémoire se penche sur les stratégies de scolarisation et d'éducation des organismes communautaires noirs qui sont articulées par et pour la population caribéenne montréalaise, les organisations présentées sont celles dont les rapports et activités reconnaissent la spécificité de l'expérience migratoire caribéenne anglophone à Montréal. Toutefois, il serait faux de penser que les organisations communautaires naissent seulement à la suite de l'immigration caribéenne des années 1960. Comme démontré dans le premier chapitre, plusieurs initiatives naissent au début du vingtième siècle en réaction au développement de la présence noire dans la métropole. Les organisations mentionnées ci-dessous s'inscrivent dans une tradition plus longue de l'activisme afrodescendant à Montréal.

## 2.2 Travailler loin des feux de la rampe : les organisations féminines afrodescendantes

Selon Peggy Bristow, le système d'éducation canadien perpétue la perception que les personnes noires, et plus spécifiquement les femmes noires, sont absentes dans l'histoire du développement du Canada. Lorsque l'historiographie reconnaît leur apport, c'est à la suite de l'immigration dite « contemporaine » des Caraïbes et de l'Afrique<sup>99</sup>. L'absence de considération historiographique des organisations noires avant le début des années 1970 peut expliquer pourquoi les recherches récentes se

---

1972, Montréal, Hurtubise, 2011, p.114.

<sup>98</sup> Désirée Rochat, *Archiving Black Diasporic Activism: How the Shared Praxis of Haitian Activists at La Maison d'Haïti Built a Community*, p.89.

<sup>99</sup> Peggy Bristow. « Introduction » dans Peggy Bristow (dir.), *We're Rooted Here and They Can't Pull Us Up*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, p.3.

penchent uniquement sur les initiatives nées de la conjoncture des multiples vagues d'immigration<sup>112</sup>. Pourtant, l'existence d'organisations féminines noires, dont la création remonte bien avant les vagues d'immigration énoncées ci-dessus, démontre l'établissement d'une pensée militante qui prend en considération les enjeux de genre et de race. Ces instances sont également la preuve d'un mouvement de mobilisation national axé autour de la reconnaissance de l'expérience et de l'identité noire.

### 2.2.1 The Canadian Negro's Women Association

Dans le livre commémoratif à l'égard du Canadian Negro Women's Association (CANEWA), l'auteur, l'écrivain Lawrence Hill mentionne que le CANEWA demeure majoritairement inconnu auprès de la population, car l'organisation « was too busy helping other people to promote itself »<sup>100</sup>. Cette phrase décrit bien le type d'activités du CANEWA, fondé en 1951 à Toronto par Kay Livingstone, Aileen Williams et Audrey Grayson<sup>101</sup>. Le CANEWA centre ses activités autour de l'éducation publique, l'accompagnement de membres de communautés afrodescendantes ontariennes, et la sensibilisation des communautés blanches face aux enjeux rencontrés par les personnes noires au Canada<sup>102</sup>. En plus d'avoir développé des programmes de bourses d'études qui seront décrites dans le chapitre trois, l'organisation s'est distinguée internationalement auprès de l'UNESCO à travers des collectes de fonds variées pour les enfants au Ghana, au Biafra, en Afrique du Sud et en Grèce. Certains enjeux internes du CANEWA démontrent la portée des luttes pour l'autodétermination noire qui touche les États-Unis. Les femmes impliquées ont organisé des campagnes de levée de fonds pour supporter des groupes américains pour l'avancée des droits civiques. Par son rayonnement international, national et le local, les activités du CANEWA reflètent la solidarité et la réactivité des femmes noires actives dans l'association envers les populations vulnérables de la société, et ce en dépit de leur emplacement géographique.

### 2.2.2 The National Congress of Black Women of Canada

---

<sup>100</sup> Lawrence Hill, *Women of Vision. The Story of The Canadian Negro Women's Association, 1951-1976*, Toronto, Umbrella Press, p.14.

<sup>101</sup> The Canadian Negro Women's Association, « National Congress of Black Women. April 6<sup>th</sup>-8<sup>th</sup> 1973, Westbury Hotel », *Rise Up! A Digital Feminist Archive*, Toronto, 1973, p.1.

<sup>102</sup> *Ibid.*

Les connexions créées par les femmes du CANEWA entraînent la mise en place d'une initiative créée par et pour les femmes, le National Congress of Black Women of Canada (CBWC). Accompagnée d'Aileen Williams, de Verda Cook et d'Eugenie Rose-Allen, Kay Livingstone se mobilise et contacte des femmes du Canada, des Caraïbes et de l'Afrique qui agissent à titre de représentantes. Cette mobilisation internationale se solde par la première conférence instiguée par le CANEWA, à Toronto en 1973, à laquelle plus de 200 femmes afro-canadiennes participeront. De cette première conférence naît le National Congress of Black Women of Canada (CBWC)<sup>103</sup>. Le CBWC souhaite unifier les femmes noires du Canada à travers la création de réseaux de solidarités dans tout le pays. Les membres souhaitent également entretenir un climat sain et sécuritaire pour les femmes noires où elles peuvent discuter ouvertement d'enjeux qui les affectent elles et leurs familles<sup>104</sup>.

Les objectifs du CBWC sont multiples : l'implantation d'un programme de services dédié à remédier aux besoins des femmes noires au Canada, ainsi que la coopération entre le CBWC et des organisations locales, nationales, et internationales. Finalement, le dernier objectif du CBWC est de tenir un forum pour les femmes noires du Canada, afin de discuter des enjeux qui caractérisent l'expérience des femmes noires au Canada, et qu'elles soient en mesure de développer des solutions pour mettre en œuvre des changements constructifs<sup>105</sup>. Malgré le désir de rassembler toutes les femmes noires au Canada pour échanger sur les enjeux qui les touchent, le Premier congrès du CBWC est teinté d'une ambiance tendue qui témoigne de certaines scissions idéologiques au sein des femmes noires qui sont en faveur d'une posture plus inclusive envers toutes les femmes afrodescendantes et ce, peu importe leur statut social. Anne Cools, membre fondatrice du Caribbean Conference Committee (CCC) arrive au congrès accompagné de plusieurs jeunes Montréalaises qui n'ont pas de réservations pour l'hôtel au sein duquel le congrès se déroule. L'intention d'Anne Cools était de démontrer aux jeunes l'effervescence d'idées qui ponctue la communauté noire canadienne, et ainsi, remédier

---

<sup>103</sup> Lawrence Hill, *Women of Vision. The Story of The Canadian Negro Women's Association, 1951-1976.*, p.62-63

<sup>104</sup> The National Congress of Black Women of Canada, « The Constitution », sans date, Negro Community Centre Fonds (F013), Boîte HA4224, Dossier 44, Concordia University Library, Special Collections, p.1.

<sup>105</sup> *Ibid.*



au décrochage scolaire. Une confrontation éclate entre Verda Cook et Anne Cools, et cette dernière accuse le CBWC d'être bourgeois. Selon Lawrence Hill, Cools justifie cet imprévu en mentionnant aux organisatrices que

Your daughters are there (at the conference), and everyone who's in the club has daughters there, and they are not the ones who need this conference, because they have you guys. I'm talking about the kids who are out on the street, and their parents are nowhere to be found, or separate<sup>106</sup>.

Malgré ce pépin, les participantes parviennent à un consensus et le congrès se solde positivement sur plusieurs résolutions dans le domaine de l'éducation et de l'immigration. Ces décisions démontrent la réactivité des femmes noires et leur désir de poser des actions concrètes face aux enjeux qui caractérisent leur expérience dans divers domaines de la société canadienne. Il est d'abord question de l'immigration, et de la nécessité de réformer les politiques d'immigration actuelles afin d'ajuster le ratio d'hommes et de femmes noir·e·s au Canada. Ensuite, il est souligné que les principes de sélection sont discriminatoires et limitent l'immigration en provenance des « Black and Third World countries ». Cette proposition reconnaît également que les tests d'alphabétisation et l'évaluation des acquis scolaires sont une pratique arbitraire et discriminatoire. Afin de remédier à ces difficultés, il est nécessaire que le CBWC mette de l'avant le principe d'égalité des chances et d'accessibilité pour tous les postulant·e·s qui souhaitent migrer au Canada, et que leur application soit évaluée selon la date de postulation et les recommandations personnelles<sup>107</sup>.

### 2.2.3 The Coloured Women's Club et les retombées du Second Congrès des femmes noires

D'abord initié comme club social en 1900 durant la Guerre des Boers, le Coloured Women's Club (CWC) devient une organisation formelle en 1902, à une époque où peu d'organisations communautaires et sociales existent pour venir en aide à la

---

<sup>106</sup> Lawrence Hill, *Women of Vision. The Story of The Canadian Negro Women's Association, 1951-1976*, p.64.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p.65.

population canadienne autre que blanche. Le but du CWC est de supporter les personnes noires qui résident à Montréal, en réaction aux vagues d'immigration caribéenne<sup>108</sup>. Conscientes que la plupart de ces migrant·e·s ne sont pas équipé·e·s adéquatement pour les hivers canadiens, les membres du CWC s'assurent de leur fournir des vêtements chauds et de les accueillir adéquatement au sein de la communauté noire montréalaise<sup>109</sup>. Au fil du temps, le CWC crée des liens avec des organisations communautaires féminines et des organisations communautaires noires situées à Montréal, tels que le Negro Community Centre, le National Black Coalition, le Union United Church et le Montreal Council of Women<sup>110</sup>. Grâce à sa collaboration avec ces instances, le CWC est en mesure de développer des mesures de support financier pour les étudiant·e·s noir·e·s et de fournir des livres axés sur l'héritage culturel noir pour la librairie du Negro Community Centre. Le CWC s'implique également sur le plan national : une délégation est envoyée à Toronto lors du Premier congrès des femmes noires de 1973<sup>111</sup>. À la suite de cette expérience, le CWC décide d'accueillir le Second Congrès des femmes noires sur le sol montréalais, du 8 au 11 novembre 1974.

Le Second Congrès des femmes noires accueille plus de 500 femmes des quatre coins du Canada, avec une proportion importante de femmes provenant de Toronto et des Maritimes<sup>112</sup>. Le Second Congrès rencontre également un succès international en accueillant des femmes des États-Unis et d'Afrique<sup>113</sup>. L'une des conférences données pendant le congrès porte sur la triple répression des femmes noires dans la société canadienne. Cette triple répression est définie comme la combinaison du genre, de la couleur de peau, et de la précarité économique des femmes noires. Ainsi, cette prise de

---

<sup>108</sup> The Coloured Women's Club, « Coloured Women's Club Inc. 80 Years of Service and Still Serving », Negro Community Centre /Charles H. Este Cultural Centre fonds (F013), Boîte HA-0423, Document 048, Concordia University Library, Special Collections 28 mai 1983, p.26.

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women. The Black Woman and her Family*, Negro Community Centre /Charles H. Este Cultural Centre fonds (F013), Boîte 009, Dossier 18, Concordia University Library, Special Collections, p.1.

<sup>111</sup> The Coloured Women's Club, « Coloured Women's Club Inc. 80 Years of Service and Still Serving », p.26.

<sup>112</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women. The Black Woman and her Family*, p.1.

<sup>113</sup> The Coloured Women's Club, « Coloured Women's Club Inc. 80 Years of Service and Still Serving », p.27.

conscience de la situation particulière des femmes noires, causée par l'intersection de diverses composantes identitaires, dévoile l'existence d'une pensée militante propre à la réalité des femmes noires canadiennes dans les années 1970. Les participantes du panel sur la triple répression des femmes noires soulignent également certaines représentations essentialisantes qui ponctuent la manière dont elles sont perçues dans la société canadienne et montréalaise. Il est entre autres mentionné que la plupart des centres communautaires noirs perçoivent encore les femmes comme des ménagères, et qu'elles possèdent des habiletés considérées comme « sans importance » par leurs comparses masculins.

Les participantes du panel s'inquiètent du cloisonnement systématique de la part des organismes communautaires afrodescendants des femmes noires dans ces rôles traditionnels et stéréotypés. Elles soulignent la nécessité pour les organisations communautaires noires d'élargir leurs programmes en incluant des initiatives de croissance et d'autodétermination pour les femmes noires<sup>114</sup>. À la lumière des résolutions adoptées à l'issue du panel sur la triple répression des femmes noires, qui témoigne de la réactivité des participantes face aux représentations auxquelles elles sont confrontées, et par la présence de femmes afrodescendantes en provenance de deux continents, il est possible d'inscrire le Second Congrès comme événement montréalais incarnant la formation d'une conscience solidaire féminine noire internationale. Le succès du Second Congrès est témoigné par la création du chapitre montréalais du National Congress of Black Women<sup>115</sup>.

Nous continuerons de voir dans les prochains chapitres comment les organisations et leurs événements, en particulier le Second Congrès des femmes noires, démontrent l'émergence d'une pensée militante propre aux femmes afrodescendantes, pensée qui s'articule autour de leur expérience en tant que femmes et en tant que noires dans la société québécoise, et plus largement, canadienne.

### 2.3 Osmose locale, présence nationale : le Quebec Board of Black Educators, le

---

<sup>114</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women. The Black Woman and her Family*, p.7.

<sup>115</sup> The Coloured Women's Club, « Coloured Women's Club Inc. 80 Years of Service and Still Serving », p.27.

## National Black Coalition et le Black Studies Centre

Robin W. Winks stipule que les Afro-Canadien·ne·s doivent s'inspirer des tactiques mises en place par les Afro-Américain·e·s pour s'efforcer de s'intégrer dans la société canadienne<sup>116</sup>. Selon l'historien, les personnes noires au Canada n'ont pas utilisé les opportunités offertes à elles pour avoir de meilleures conditions dans diverses sphères de la société. La réalité est toute autre. Des organisations communautaires naissent en réaction à l'absence de considération de l'expérience noire au sein d'institutions qui sont régies par les structures gouvernementales. Winks souligne qu'il est nécessaire que les Noir·e·s au Canada s'identifient selon une norme continentale afin de posséder une forme de pouvoir politique, économique ou social<sup>117</sup>. Or, les organisations portent leurs propres revendications et s'identifient à travers des pans idéologiques multiples : cela ne diminue pas leur impact auprès de leurs pairs, ou auprès des structures gouvernementales.

### 2.3.1 Le Quebec Board of Black Educators

Le Quebec Board of Black Educators, un organisme à but non lucratif, est fondé en 1969, en réaction à l'immigration caribéenne qui touche le Québec et qui transforme la démographie des écoles québécoises. En effet, de nombreux enfants intègrent le système scolaire québécois, qui est peu équipé pour répondre aux besoins culturels et scolaires des jeunes immigrants noirs anglophones. Alarmé·e·s par l'absence d'étudiant·e·s noir·e·s poursuivant études supérieures au Québec et aux prises avec un « malaise endémique »<sup>118</sup> à l'égard de l'expérience d'enfants noirs dans les structures scolaires québécoises, un petit nombre d'éducateurs et d'éducatrices noir·e·s, majoritairement en provenance des Caraïbes, se mobilisent pour créer le QBBE.

Les objectifs du QBBE sont multiples. D'abord, il est stipulé que le QBBE souhaite permettre « l'atteinte d'opportunités éducatives pour la communauté noire à tous les niveaux d'éducation »<sup>119</sup>. Le but de l'organisation est également de créer des cours de

---

<sup>116</sup> David C. Este, «Black Canadian Historical Writing (1970-2006). An Assessment », p.391.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p.480-481.

<sup>118</sup> Quebec Board of Black Educators, « History. Since 1968 », 2021. Page consultée le 6 mars 2023, <https://qbbe.ca/history/>

<sup>119</sup> « Aims of the QBBE », *Quebec Board of Black Educators*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Document F020, Concordia University Library, Special Collections, 1980, p.1.

rattrapage par et pour des personnes afrodescendantes, dans le but d'améliorer le rendement académique des étudiant·e·s noir·e·s, et de pallier le manque de compétences résultant des enjeux systémiques vécus dans le système d'éducation et dans la communauté noire montréalaise. Le QBBE aspire également à générer des programmes scolaires à l'intérieur des structures scolaires formelles, mais également à l'extérieur de ces structures. Ces programmes se doivent d'être appropriés au sujet de l'expérience noire. Finalement, le QBBE souhaite supporter les initiatives de réforme éducative, conçues pour rendre l'éducation plus efficace et réactive aux besoins des personnes noires<sup>142</sup>. Afin de parvenir à remplir pleinement son mandat, le QBBE se donne le devoir de s'associer avec des organisations noires, dont la mission est similaire à la leur.

Les réalisations du QBBE trouvent écho auprès de représentant·e·s de diverses associations noires, telles que la National Black Coalition of Canada (NBC). En 1971, un article publié par *Contrast* mentionne la reconnaissance de Dorothy Green Wills, secrétaire de la NBC, envers plusieurs projets mandatés par des personnes. Cette dernière souligne le succès du DaCosta Hall Summer Project, une initiative du QBBE, dont les retombées seront décrites dans le troisième chapitre<sup>120</sup>. Employée du collège Vanier, Dorothy G. Wills est très active dans la communauté noire montréalaise. Entrée les années 1968 et 1971, elle occupe le rôle de secrétaire administrative auprès de la NBC<sup>121</sup>. Son nom apparaît également à plusieurs reprises dans le rapport du Second congrès des femmes noires, entre autres en tant que personne ressource pour le panel mené par les jeunes<sup>122</sup>. C'est également l'une des membres du groupe de travail de la communauté noire. Il s'agit du groupe qui interviendra au sein des rapports du Conseil Supérieur de l'Éducation, dont la portée sera expliquée un peu plus tard dans ce chapitre. Notons d'ailleurs que Paul Dejean, auteur du livre *Les Haïtiens au Québec*,

---

<sup>120</sup> « Work of Black Project Praised », *Contrast*, vol.2, no.17, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections, 15-30 novembre 1970, p.1.

<sup>121</sup> Rella Braithwaite et Enid F. D'Oyley, « Mrs. Dorothy Green Wills » dans *Women of Our Times*, The Canadian Negro's Women Association for the National Congress of Black Women, Sheppard & Sears, Toronto, 1973, p.17.

<sup>122</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women. The Black Woman and her Family*, Negro Community Centre /Charles H. Este Cultural Centre fonds (F013), Boîte 009, Dossier 18, Concordia University Library, Special Collections, p.20.

est également membre du groupe de travail<sup>123</sup>.

### 2.3.2 La National Black Coalition of Canada

La National Black Coalition est fondée à la suite des retombées de l'occupation du pavillon Henry F. Hall de l'Université Sir George Williams. En s'inscrivant dans une lecture de l'événement similaire à celle de l'historienne Dorothy W. Williams, Barrington Walker, historien, suggère que l'affaire Sir George Williams n'affecte pas uniquement les étudiant·e·s impliqué·e·s lors de l'occupation : une conscience solidaire et militante émerge chez plusieurs membres de communautés afrodescendantes au Canada<sup>124</sup>. L'idée tangible de créer une association canadienne de défense des droits des Noir·e·s est formulée lors d'un caucus afrodescendant torontois en octobre 1969. La constitution de la NBC est rédigée l'année suivante.

Toutefois, la NBC rencontre plusieurs obstacles en son sein, dont l'existence de deux pans idéologiques au cœur de la direction de l'association. Les membres du chapitre québécois dénoncent le manque de « système de prestation de services » par la NBC : un manque attribué à l'emphase excessive de l'association sur les enjeux de racisme et de droits humains. La section montréalaise souhaite injecter des rhétoriques et des pratiques tirées du travail social dans l'approche de la NBC. Cependant, plusieurs membres fondateur·ice·s de la NBC sont en désaccord avec cette requête, déclarant que la NBC est principalement destinée à faire du lobbying auprès du gouvernement pour l'équité civile, et que l'organisation n'est pas un « club de bien-être social ». Ce pan idéologique est attribué à Dorothy G. Wills, l'une des figures clés du chapitre québécois. Étant donné son affiliation avec le Negro Community Centre, dont elle fut directrice entre les années 1967 et 1969, ainsi que son parcours académique en travail social, l'influence de Dorothy G. Wills transparaît au sein de l'organisation par un membre de la coalition<sup>125</sup>. Ces tensions internes sont documentées par le journal torontois *Contrast*, qui mentionne que Dorothy G. Wills est « under attack » par ses

---

<sup>123</sup> Conseil supérieur de l'Éducation. *L'école et les enfants de divers groupes ethniques et religieux*, Gouvernement du Québec, août 1979, p.2.

<sup>124</sup> Barrington Walker, « The National Black Coalition of Canada, "Race", and Social Equality in the Age of Multiculturalism », p.165; Dorothy W. Williams, *The Road to Now: A History of Blacks in Montreal*, Montréal, Vehicule Press, 1997, p.118.

<sup>125</sup> Barrington Walker, « The National Black Coalition of Canada, "Race", and Social Equality in the Age of Multiculturalism », p.164-165.

comparses. Le traitement réservé à Wills par ses pairs démontre la marginalisation des femmes noires au sein des organisations militantes noires au tournant des années 1970.

La NBC n'est pas la seule instance qui procure un traitement différentiel envers les femmes noires. En 1968, le Congrès des écrivains noirs se déroule à l'Université McGill et rassemble des figures de proue du militantisme africain, caribéen et afro-américain. Le congrès est organisé par d'anciens membres du Caribbean Conference Committee, dissous depuis 1967<sup>126</sup>, qui se positionnent en faveur d'une posture plus radicale chez les militant·e·s noir·e·s. Plusieurs participant·e·s voyagent de Toronto afin de se rendre au Congrès. Toutefois, des tensions internes émergent lors du Congrès des écrivains noirs. Certains organisateurs souhaitent exclure les personnes blanches tandis que d'autres veulent les intégrer. Ces scissions idéologiques sont rapportées par certains journaux, qui instrumentalisent ces débats pour discréditer l'impact du congrès dans la sphère militante montréalaise, et plus largement, québécoise.

Le Congrès des écrivains noirs est également teinté d'un certain machisme. Aucune femme n'est invitée à se prononcer lors des quatre journées de conférence, et celles présentes restent dans l'ombre de leurs comparses masculins. L'historien David Austin reprend les mots de la militante américaine Kathleen Cleaver en mentionnant que l'exclusion des femmes noires lors du Congrès reflète la prévalence des hommes dans la société, mais également l'invisibilisation des femmes noires en tant que vectrices de savoir<sup>127</sup>: une exclusion qui s'apparente au traitement reçu par Dorothy G. Wills au sein de la NBC. Contrairement à David Austin, qui décrit brièvement ces tensions, la sociologue Agnes Calliste articule une analyse plus poussée de l'exclusion des femmes au sein du Congrès. En effet, elle souligne que plusieurs hommes noirs sont convaincus que le racisme demeure la plus importante des oppressions des personnes noires au Canada, et que les discussions entourant le sexisme divisent la communauté noire<sup>128</sup>. Malgré ces débats internes et publics, l'événement demeure un franc succès et marque

---

<sup>126</sup> David Austin, « All Roads Led to Montreal: Black Power and the Black Radical Tradition in Canada », p.521.

<sup>127</sup> David Austin, *Fear of a Black Nation*, p.100-122.

<sup>128</sup> Agnes Calliste, « The Influence of the Civil Rights in Canada and Black Power Movement in Canada », *Race, Gender & Class*, vol.2, no.3, 1995, p.131.

l'imaginaire du militantisme afro-montréalais, comme le démontre son historicisation dans plusieurs ouvrages sur l'histoire afro-canadienne. L'événement est également documenté de fond en comble par l'historien David Austin dans sa monographie *Moving Against the System: The 1968 Congress of Black Writers and the Making of Global Consciousness*, qui comporte entre autres des discours inédits de figures marquantes du congrès, tel que C.L.R James, Walter Rodney et Stokely Carmichael<sup>129</sup>.

Ultimement, la NBC retrouve les bonnes grâces du journal *Contrast* à la suite de l'élection de Clarence Bayne comme nouveau président de l'organisation : « a man of tremendous academic achievement and a man who has had the opportunity to work closely with both of his predecessors »<sup>130</sup>. Au moment de son élection comme président, Bayne est étudiant au doctorat à l'université McGill en économie<sup>131</sup>. Bayne reste en poste pendant une année durant laquelle il reconnaît les craintes de la communauté noire québécoise à l'égard du nationalisme québécois, ainsi que les difficultés entre anglophones et francophones. La NBC s'est d'ailleurs prononcée en faveur d'une participation active de tous les groupes issus de la diversité culturelle au Québec, surtout les personnes noires, lors de prises de décisions variées dans la province, et ce, peu importe l'appartenance linguistique<sup>132</sup>. La présidence de Bayne démontre un souci réel de la part de la NBC de se positionner au sein de débats qui ponctuent la société québécoise, en plus de défendre les intérêts des personnes noires au sein de ces débats.

#### 2.3.4 Le Black Studies Centre

Un article publié en septembre 1972 par *Contrast* mentionne que le président de l'organisation, Clarence Bayne, ne postulera pas de nouveau pour être élu<sup>133</sup>. Dans une

---

<sup>129</sup> David Austin, *Moving Against the System: The 1968 Congress of Black Writers and the Making of Global Consciousness*, Toronto, Between the Lines, 2018, 304p.

<sup>130</sup> « Editorial. The Challenges that face NBC », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections, 18 octobre 1971, p.6.

<sup>131</sup> Black Studies Centre, « Clarence Bayne », *Biographies: Board of Directors*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 002, Dossier F035, Document 07, Concordia University Library, Special Collections 1971.

<sup>132</sup> « NBC to Elect New Head in Montreal », *Contrast*, vol.4, no.21, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 082 Concordia University Library, Special Collections, 29 septembre 1972, p.4.

<sup>133</sup> « NBC to Elect New Head in Montreal », *Contrast*, p.6.



lettre d'opinion publiée au sein du même numéro, Clarence Bayne souligne l'un des plus grands développements de la NBC : la création d'un institut de recherche au Québec<sup>134</sup>, le Black Studies Centre (BSC). Officiellement constitué en janvier 1973, le BSC s'engage à créer du contenu éducatif en réaction aux besoins et aux requêtes des individus et des organisations communautaires issus des communautés afrodescendantes montréalaises<sup>135</sup>. Dans un document descriptif de l'organisation, le BSC souligne que ces besoins proviennent de l'héritage historique canadien au sein duquel les personnes noires sont désavantagées, dépossédées, négativement représentées dans la société canadienne. Le centre reconnaît toutefois que cette situation est aggravée par plusieurs facteurs. D'abord, par la hausse importante de la population noire au Canada à travers l'augmentation du taux de natalité et la hausse du nombre d'immigrant·e·s noir·e·s au Canada<sup>136</sup>. Ces transformations complexifient la capacité d'organismes communautaires noirs, tels que le BSC, à répondre adéquatement aux besoins de la population. Il est d'ailleurs souligné que les organisations communautaires noires ont une histoire de sous-financement et de désavantage important dans la société canadienne. Toutefois, à l'aide de l'adoption d'un programme scientifique axé sur le renforcement communautaire, le BSC s'engage à mettre en place des stratégies d'éducation et de scolarisation afin de supporter le développement des communautés afrodescendantes. Selon le BSC, leur développement est impossible sans la bonne volonté des institutions publiques et privée, et il nécessite l'appui d'individus issus de communautés autres qu'afrodescendantes. Ce support est appui qui passe par la reconnaissance d'une « définition plus large de l'identité canadienne »<sup>161</sup>.

Les activités du BSC comportent plusieurs objectifs. L'élaboration de programmes éducatifs pour les enfants et les adultes noirs est primordial pour l'organisme, qui

---

<sup>134</sup> Clarence Bayne, « Function and Role of The Institute for Black Research », *Contrast*, vol.4, no.21, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 082, Concordia University Library, Special Collections, 29 septembre 1972, p.6.

<sup>135</sup> The Black Studies Centre, « The Black Studies Centre (Quebec) Inc. », Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 001, Dossier F01, Concordia University Library, Special Collections, 197-?.

<sup>136</sup> The Black Studies Centre, *The Black Studies Centre: its programmes, its achievements, its plans and its management*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 001, Dossier F07, Document 01, Concordia University Library, Special Collections, 1974, p.3.

souhaite également diffuser de l'information sur des services offerts spécifiquement pour la communauté noire. Pour ce faire, le BSC s'engage à développer des méthodes efficaces de communication afin de faciliter le développement communautaire à travers la dissémination de résultats de recherches qui peuvent être considérés comme pertinentes pour supporter le développement d'initiatives communautaires noires. La diffusion artistique est également un enjeu important pour le BSC, qui présente des expositions axées sur des moyens d'expressions artistiques noirs, tels que la sculpture, la musique, la peinture, la littérature, et le théâtre. Un autre objectif du BSC est d'organiser des séminaires sur l'expérience noire afin de favoriser l'avancement et l'enrichissement de membres de la communauté noire. Finalement, le BSC veut offrir des programmes de formation pour les personnes qui œuvrent dans le domaine communautaire, en plus de collaborer avec les écoles de travail social dans les universités<sup>137</sup>.

Les réalisations du BSC, telles que la mise en place de programmes de scolarisation et d'éducation de la jeunesse noire, seront détaillées dans le chapitre trois. L'organisation, qui agit comme centre de service pour la communauté noire, reconnaît toutefois que sa structure est insuffisante pour représenter l'ensemble de la communauté noire montréalaise, qui, selon le BSC, comporte plus de 50 000 membres en 1974. Ce nombre élevé explique pourquoi le centre s'affilie à plusieurs organisations « sœurs » de la communauté noire, telles que le Quebec Board of Black Educators et le Open Door Society of Montreal<sup>138</sup>, dont les activités seront décrites dans le quatrième chapitre. Le fondateur du BSC, Clarence Bayne, participe également au Second Congrès des femmes noires, organisé par le CBWC et le Coloured Women's Club. Il y livre une allocution sur la culture et l'identité dans le processus d'éducation de l'étudiant·e noir·e<sup>164</sup>.

Les communautés afrodescendantes sont donc bien établies à Montréal au tournant des années 1970. Elles sont caractérisées par la diversité de leurs membres, qui sont étudiant·e·s, domestiques et professionnel·le·s. Ces groupes utilisent leur statut

---

<sup>137</sup> The Black Studies Centre, *The Black Studies Centre: its programmes, its achievements, its plans and its management*, p.4-5.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p.2.

migratoire pour permettre la réunification de leurs familles : c'est ainsi que plusieurs enfants rejoignent leurs parents, déjà immigrés au Canada. Ces enfants, éduqués dans leur pays d'origine, sont confrontés à un mode de vie différent du leur une fois au Canada. Est-ce que les instances scolaires officielles reconnaissent l'expérience des enfants afrodescendants dans les écoles ? Selon les mobilisations des organismes communautaires énoncés ci-dessus, pas vraiment.

#### 2.4 L'enfant noir dans le système d'éducation québécois : entre flou identitaire et savoir expérientiel

Dans son chapitre publié au sein de l'ouvrage collectif dédié à l'histoire afro-canadienne, *Unsettling the Great White North*, Carl E. James souligne que le large afflux d'immigrant·e·s noir·e·s dans le système éducatif torontois inquiète les autorités scolaires qui tentent de trouver des façons de répondre aux enjeux éducatifs et sociaux qui émergent à la suite de leur arrivée dans le système<sup>139</sup>. Au Québec, malgré l'existence des organisations communautaires afrodescendantes depuis le tournant des années 1970, la reconnaissance de l'expérience des enfants noirs au sein des rapports du Conseil supérieur de l'Éducation arrive tardivement. Il faut attendre que le CSE mandate des membres issus de la communauté noire pour se pencher sur les problématiques rencontrées par les enfants immigrants noirs. Formé en septembre 1977<sup>140</sup>, le groupe de travail de la communauté noire est l'instance qui représente la communauté noire québécoise auprès du CSE. Le groupe est composé de Esmeralda Thornhill, présidente du groupe, Maryse Alcindor-Jeanty, Sylvia Cheltenham, Cyril E. Dickson, Wladimir Jeanty, Manuel Lima, Charles-Pierre Jacques, Alwin Spence, Charles Tardieu-Dehoux, Winston Williams, Paul Dejean, Ashton Lewis et Dorothy Wills<sup>167</sup>.

Malgré le fait que les rapports du Conseil supérieur de l'Éducation reconnaissent la diversité culturelle au sein de la société québécoise, cette dernière n'est pas considérée

---

<sup>139</sup> Carl E. James, « ‘ We have to strive for the best’ : The High Aspirations of Black Caribbean Canadian Youth of the 1970s and 1980s », dans Michele A. Johnson et Funké Aladejebi, *Unsettling the Great White North: Black Canadian history*, p.368.

<sup>140</sup> Charles Tardieu-Dehoux et Esmeralda Thornhill, *Mémoire sur le Livre Vert*, Le Groupe de travail sur l'éducation de la communauté noire, Montréal-Québec, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 040, Concordia University Library, Special Collections, avril 1978, p.1.

comme une identité propre. Les identités soulignées dans les rapports sont répertoriées selon le prisme religieux ou la langue d'expression, et ce depuis le premier rapport du Conseil supérieur de l'Éducation, en 1966. Selon le Conseil, il existe deux groupes ethniques et religieux : protestants et catholiques<sup>141</sup>. Toutefois, l'expérience des enfants noirs reste peu abordée dans les rapports, jusqu'à ce que le savoir expérientiel de membres de la communauté soit sollicité à la suite de la formation du groupe de travail de la communauté noire. À travers un survol des rapports du Conseil, il est possible d'observer comment les structures scolaires perçoivent les minorités culturelles, linguistiques et religieuses, mais également comment ces dernières réagissent aux transformations législatives qui ponctuent le système d'éducation.

### 2.3.3 Identité linguistique

Le troisième rapport du Conseil supérieur de l'Éducation, publié en 1968, est marqué par les tensions sociétales qui émergent à la suite du dépôt du projet de loi 85 en 1968, le premier projet de loi linguistique. Celui-ci prévoit le libre choix de l'école française ou anglaise pour toutes, y compris les personnes immigrantes<sup>142</sup>. Les retombées sont importantes. Les parents francophones s'insurgent contre les classes bilingues, alors que les parents d'origine immigrante, tels que les Italiens, appuyés par les communautés anglophones de Montréal, font pression sur les commissions scolaires pour la promotion de la langue anglaise<sup>143</sup>. Le Conseil reconnaît pour la première fois que la majorité possède des droits linguistiques, mais également des responsabilités vis-à-vis « des autres groupes ethniques et des individus » et vice-versa, et que ces droits sont à définir<sup>144</sup>. Parallèlement, le QBBE est créé afin de remédier aux droits des enfants noirs dans les structures scolaires montréalaises ; or, il n'y a aucune mention de cette organisation à vocation éducative dans les rapports du Conseil.

Le quatrième rapport, publié en 1971, se caractérise par l'absence de mention du fait

---

<sup>141</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *La participation au plan scolaire. Rapport annuel 1964/1965*, Québec, mars 1966, p.10.

<sup>142</sup> « Opposition circonstancielle », *Encyclopédie du parlementarisme Québécois*, Assemblée nationale du Québec, 1<sup>er</sup> avril 2014.

<sup>143</sup> Yvan Gastaut. « La crise de Saint-Léonard ou l'identité québécoise en question (1967-1968) », *Migrance*, no.34, 2009, p.97.

<sup>144</sup> Conseil supérieur de l'éducation, *Rapport d'activité du Conseil supérieur de l'éducation, Rapport 1967/68, 1968/69*, Sainte-Foy, juin 1968, p.269.

culturel et de l'expérience des minorités culturelles. La parution de ce rapport coïncide avec la mise en place de la politique de multiculturalisme au fédéral, politique qui, selon le journal *Contrast*, rencontre une résistance profonde au sein de la société québécoise. L'article relate d'ailleurs que la société québécoise est unique pour son approche « à double articulation ». En effet, l'article soulève que l'organisation sociale au Québec est toujours perçue à travers deux lentilles : la lentille linguistique, donc francophone et anglophone, et la lentille confessionnelle, catholique ou protestante. Selon l'article, il faut remonter jusqu'aux batailles des plaines d'Abraham pour expliquer cette double identité. En effet, la chronique explique que les compromis sociopolitiques entre les Franco-catholiques et les Anglo-saxons protestant·e·s, articulés à la suite de la bataille, occupent une place importante dans la montée du nationalisme québécois francophone et persistent à travers la perception d'une vision bifocale de la société québécoise<sup>145</sup>. Les rapports du Conseil supérieur adoptent cette vision, alors que les minorités sont séparées selon leur confession religieuse ou leur langue<sup>146</sup>.

#### 2.3.4 Identité confessionnelle

Selon le Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, plus de la moitié des québécois·e·s qui parlent anglais n'ont aucun attachement culturel ou littéraire à la culture québécoise<sup>147</sup>. C'est pourtant une majorité d'enfants immigrant·e·s qui fréquentent ces écoles. En effet l'historien Miguel Simão Andrade note que dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, le repli identitaire des francophones empêche « l'émergence d'un véritable projet d'intégration » (dans le système scolaire), et que « l'écrasante majorité des immigrants choisissent de s'intégrer à la communauté anglophone (protestante ou catholique) pour des raisons de mobilité sociale et économique »<sup>148</sup>. Un constat similaire est émis dans le Rapport Parent en

---

<sup>145</sup> « French resist multiculturalism in Montreal's schools », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 25 avril 1975, p.6

<sup>146</sup> Conseil supérieur de l'éducation, *Rapport d'activité du Conseil supérieur de l'éducation, Rapport 1969/70*, Sainte-Foy, mars 1971, p.131.

<sup>147</sup> Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, « *Troisième partie ou Tome III. L'administration de l'enseignement. Diversité religieuse, culturelle, et unité de l'administration* » Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec », Gouvernement du Québec, 1966, p.126.

<sup>148</sup> Miguel Simão Andrade, « La CECM et l'intégration scolaire des immigrantes : entre la foi et la langue

1966. Les écoles françaises et anglaises de la Commission des écoles catholiques de Montréal bénéficient toutefois d'un tableau au sein du rapport qui répartit les enfants selon leur origine ethnique dans leurs structures, pour les années 1962 et 1963. Toutefois, il n'y a pas de mention d'enfants caribéens, africains, ou même noirs ; seulement une catégorie « Autre »<sup>149</sup>.

Un sondage effectué par le Black Studies Centre, dont les résultats seront présentés dans le prochain chapitre, recense le nombre d'enfants noirs dans les commissions scolaires montréalaises. Considérant qu'un grand nombre d'immigrant·e·s noir·e·s proviennent des Caraïbes anglophones, il est possible de supposer qu'ils et elles sont reconnu·e·s comme étant membres de la minorité linguistique anglophone du Québec.

### 2.3.5 Immigration antillaise francophone : ajustements de la part du Conseil

Alors que l'immigration caribéenne anglophone et francophone bat son plein, le rapport du CSE de 1975/76 introduit une séparation nette entre minorités confessionnelles et minorités culturelles, qui reconnaît que les attentes sur le plan moral et religieux diffèrent des attentes sur le plan culturel. En effet, la section comportant sur les attentes sur le plan culturel est brève, mais parlante. Des témoignages recueillis par le CSE dévoilent que les groupes minoritaires ne se sentent pas reconnus dans le milieu scolaire québécois comme groupes culturels distincts et que l'école n'aurait pas joué un rôle suffisamment positif et dynamique. Le rapport mentionne que les groupes consultés ne souhaitent pas se confiner dans des ghettos scolaires, et qu'ils désirent participer activement à l'évolution de la société québécoise, tout en respectant certaines de leurs valeurs<sup>150</sup>.

Comment expliquer que le CSE n'homogénéise plus l'identité religieuse à l'identité culturelle ? Dès le début des années 1970, plusieurs îles des Antilles, dont Haïti, voient leur population instruite, composée de gestionnaires et professionnel·le·s, quitter leur pays pour s'établir au Canada, un phénomène qualifié comme « fuite des cerveaux »<sup>151</sup>.

---

(1947-1967) », *Migrance*, no.34, 2009, p.77.

<sup>149</sup> Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, *ibid.*, p.122-127.

<sup>150</sup> Conseil supérieur de l'éducation. *L'état et les besoins de l'éducation, Rapport 1975/76*, Sainte-Foy, 1976, p.17.

<sup>151</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal : Essai de démographie urbaine*, p.122.

Certain·e·s de ces Haïtien·ne·s participent activement aux débats qui animent la province et considèrent même le Québec comme lieu d'enracinement de leur production politique et culturelle. L'appui d'Haïtien·ne·s est important pour la cause souverainiste, alors que plusieurs se prononcent au sein d'articles de journaux et des textes d'opinion sur les débats qui animent la province. Par le fait même, les Haïtien·ne·s se prononcent également sur le racisme, la discrimination et la xénophobie vécue au Québec, mais ne l'associent pas de façon systématique au nationalisme québécois. Cependant, ce constat n'est pas représentatif de l'ensemble des Haïtien·ne·s : l'historien Sean Mills souligne que certaines personnes immigrantes haïtiennes se sont opposées au projet national pour des raisons économiques, ainsi que par crainte d'être exclu·e·s de la société québécoise une fois le projet national accompli<sup>152</sup>. La solidarité des Haïtien·ne·s à l'égard de la cause souverainiste peut impliquer que certains concepts, tels que le traitement différentiel en raison de la race ainsi que l'identité linguistique, circulent dans les espaces politiques et militants souverainistes et haïtiens francophones.

Le rapport de l'année 1976/77 est caractérisé par la mise en place d'une section entière sur les attentes des groupes minoritaires. Il est mentionné que depuis sa création en 1964, « le Conseil a été saisi à maintes reprises de la place accordée dans le système scolaire aux membres des groupes autres que catholiques et protestants »<sup>153</sup>. Cette affirmation n'est pas totalement vraie, alors que les identités confessionnelles, linguistiques et culturelles ne sont pas clairement décrites ni distinguées. Le rapport souligne que le CSE s'est entretenu auprès de deux communautés : la communauté juive et la communauté orthodoxe, qui sont considérées comme minoritaires dans la société québécoise. Il n'y a pas de mention de communautés autres, ce qui démontre que malgré une prétention à représenter les intérêts de groupes autres que catholiques et protestants, la confession religieuse reste le principal marqueur identitaire auprès du CSE. Toutefois, il est souligné que deux nouveaux groupes seront mandatés pour étudier le pluralisme culturel en milieu scolaire : le groupe de travail sur la communauté

---

<sup>152</sup> Sean Mills, *Une place au soleil : Haïti, les Haïtiens, et le Québec*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2016, p.172-175.

<sup>153</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1976-1977*, Sainte-Foy, 1977, p.69.

italienne, et le groupe de travail sur la communauté noire<sup>154</sup>. Le groupe de travail sur la communauté noire est composé d'individus francophones et anglophones œuvrant dans le secteur communautaire<sup>155</sup>.

### 2.3.6 L'implication active de la communauté noire québécoise dans les rapports ministériels

Lors du quatrième trimestre de l'année 1977, le ministère de l'Éducation du Québec publie le Livre vert de l'enseignement primaire et secondaire au Québec, qui se penche sur les orientations et les méthodes de l'école publique, et ce, dans le but de les améliorer. Le Livre vert s'articule autour de thématiques telles que le rôle des parents au sein de l'éducation de leur enfant, la décentralisation de la gestion scolaire et pédagogique, et propose une réflexion de fond sur le rôle de l'école, ses choix politiques et idéologiques, ses valeurs, et ses conceptions<sup>156</sup>. Le Conseil supérieur approche le groupe de travail sur l'éducation de la communauté noire afin que ses membres analysent le Livre vert, et soumettent leurs commentaires au Conseil. Le compte-rendu est loin d'être positif. Le groupe mentionne le manque de représentation « pictoriale » du Livre vert ; les seuls enfants présentés sur la page couverture sont blancs. Les structures élitistes et inégalitaires qui limitent l'insertion des élèves noirs dans les écoles primaires et secondaires et qui entraînent la dépersonnalisation de l'école à l'égard des enfants noirs sont également relevées par le Groupe<sup>157</sup>. En plus de critiquer les stéréotypes, l'intolérance culturelle et le racisme véhiculé par les écoles, le groupe de travail conteste la sincérité du Livre vert au sujet de valeurs d'inclusion qu'il souhaite prôner<sup>158</sup>. Le rapport du Conseil supérieur de l'Éducation de 1977/78 fait référence au mémoire du Livre vert du groupe de travail de la communauté noire, en mentionnant que ce mémoire sera analysé au cours de l'automne 1978 « dans leurs interrelations entre eux et avec les données du système scolaire »<sup>159</sup>.

---

<sup>154</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1976-1977*, p.69.

<sup>155</sup> Charles Tardieu-Dehoux et Esmeralda Thornhill, *Mémoire sur le Livre Vert*, Le Groupe de travail sur l'éducation de la communauté noire, Montréal-Québec, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 040, Concordia University Library, Special Collections, avril 1978, p.1.

<sup>156</sup> Ministère de l'Éducation du Québec, *L'enseignement primaire et secondaire au Québec. Livre Vert* Gouvernement du Québec, Québec, 1977, 147p.

<sup>157</sup> Charles Tardieu-Dehoux et Esmeralda Thornhill, *Mémoire sur le Livre Vert*, p.2-3.

<sup>158</sup> *Ibid.*, p.8.

<sup>159</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1977-1978*, Sainte-



En 1979 est publié le rapport « L'école et les enfants de divers groupes ethniques et religieux », le premier du genre qui combine les recommandations des quatre groupes de travail mandatés par le Conseil supérieur. Au sein de ce rapport d'une vingtaine de pages, une section entière est dédiée à l'école et à la diversité ethnique. La situation des Noirs au Québec est décrite, et plus spécifiquement, la situation des Caribéens. Le document rapporte que le groupe de travail s'est positionné sur l'homogénéité ethnique chez la communauté noire, homogénéité qui repose « plus sur le sentiment d'une ascendance commune que sur la perception d'une même identité culturelle »<sup>160</sup>.

Le document énumère les facteurs qui conditionnent l'adaptation des personnes en provenance des Caraïbes arrivant au Canada, afin de permettre au Conseil de mieux saisir les besoins, les valeurs, et les référents culturels de la population caribéenne. Il est d'abord question des modèles de socialisation, qui diffèrent en ce qui concerne le respect et les bonnes manières. Le groupe souligne que « la timidité et une réserve de bon aloi aux Caraïbes peuvent passer pour de la sournoiserie ou un manque d'intelligence au Canada »<sup>161</sup>. Le chapitre 4 du présent mémoire démontrera que des conséquences bien réelles attendent les enfants caribéens qui sont évalués avec les modèles de socialisation canadiens : ils se retrouvent placés dans des classes spéciales. Le groupe mentionne également que les conditions climatiques accentuent le problème d'adaptation, car elles façonnent le mode de vie des individus de façon différente, tout comme l'urbanisation. En effet, le passage d'un environnement rural à un environnement urbain entraîne un dépaysement important pour les immigrants. Une autre difficulté d'adaptation des immigrants caribéens dans la société québécoise passe par la transformation de leur statut de majorité à minorité, qui entraîne la transformation de leur statut socio-économique dans la société québécoise. Finalement, les activités récréatives et l'alimentation diffèrent et peuvent également causer des difficultés d'adaptation.

Le rapport poursuit avec une section sur les difficultés des personnes noires dans le

---

Foy, 1978, p.16.

<sup>160</sup> Conseil supérieur de l'Éducation. *L'école et les enfants de divers groupes ethniques et religieux*, Gouvernement du Québec, août 1979, p.9-10.

<sup>161</sup> *Ibid.*

milieu scolaire. Le groupe reconnaît que les difficultés varient en importance dépendamment de si les personnes ciblées sont nouvellement établies au Canada ou des « citoyens·ne·s de vieille souche »<sup>162</sup>. Toutefois, le groupe note que les difficultés rencontrées dans le système scolaire sont les mêmes pour les enfants de la plupart des minorités ethniques, bien que la couleur de peau représente un facteur de distinction important. Les difficultés présentées sont les suivantes : l'isolement de l'élève, causé par son statut de minorité dans sa classe, le manque de confiance en soi et de motivation des jeunes, ainsi que les difficultés d'apprentissage étant donné les barrières linguistiques et les différences pédagogiques d'un pays à un autre. La section portant sur la situation des personnes noires se solde par une recommandation : la création d'un bureau des services ethniques, qui serait rattaché administrativement au ministère de l'Éducation, bien que pourvu d'une certaine autonomie<sup>163</sup>. À la fin du rapport du CSE, des recommandations sont émises : ces dernières seront articulées en parallèle avec les initiatives des organismes communautaires noirs dans le chapitre suivant. Le rapport annuel de 1978/79 du Conseil supérieur de l'Éducation reprend mot pour mot la section de l'école et la diversité ethnique<sup>164</sup>.

Dans un contexte marqué par les tensions linguistiques, la question raciale n'est pas considérée par le gouvernement, qui réfère aux groupes minoritaires par leur identité confessionnelle ou linguistique. En réaction à cette invisibilisation, ainsi qu'à l'immigration caribéenne, plusieurs membres de la communauté noire montréalaise se mobilisent et créent des organisations pour défendre leurs droits dans le système scolaire, ainsi que dans la société canadienne et québécoise plus largement. Ces organisations sont toutefois anglophones, et leur documentation est produite en anglais. Alors que certains groupes naissent d'organisations nationales bien connues et représentées par les journaux quotidiens noirs, d'autres organisations sont entièrement locales et montréalaises. Il serait toutefois faux de penser que ces organisations sont accordées idéologiquement les unes avec les autres ; certaines scissions existent au sein des organismes, teintées d'un certain machisme envers les femmes noires. Ces dernières réagiront en créant leurs propres

---

<sup>162</sup> Conseil supérieur de l'Éducation. *L'école et les enfants de divers groupes ethniques et religieux*, p.11.

<sup>163</sup> *Ibid.*

<sup>164</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1978/79*, Gouvernement du Québec, Sainte-Foy, pp.265-294.

associations et en articulant leurs propres revendications, à la fois en harmonie et en dissension avec les enjeux soulevés par les autres organisations afrodescendantes, majoritairement masculines. Malgré la consultation de groupes communautaires noirs afin d'identifier les angles morts liés à l'expérience des enfants noirs dans les écoles, les rapports ne proposent pas de stratégies pour améliorer ces enjeux. Or, des solutions sont déjà en branle depuis le début des années 1970, des solutions qui sont pensées par et pour les membres des communautés afrodescendantes. En ignorant ces solutions, alors que certains membres du groupe de travail de la communauté noire sont également impliqués dans les organismes communautaires susmentionnés, le gouvernement ne considère pas le savoir de ces personnes comme légitime.

### CHAPITRE III

## AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE DE LA JEUNESSE NOIRE : STRATÉGIES DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES AFRODESCENDANTES MONTRÉALAISES ET PERSPECTIVES TORONTOISES

L'une des recommandations du CSE dans son rapport de 1970/71 est la tenue d'un recensement annuel pour connaître le nombre d'élèves inscrits dans les écoles catholiques et protestantes montréalaises. Cinq ans après cette recommandation, le Black Studies Centre (BSC) publie les résultats d'une recherche débutée en 1973 qui recense la présence d'enfants noirs, autochtones et racisés dans le système scolaire montréalais. Le questionnaire envoyé aux écoles est créé par Clarence Bayne, enseignant en méthodes quantitatives à l'université Sir George Williams au moment de la diffusion du sondage. En raison d'enjeux bureaucratiques et administratifs, les résultats du sondage sont limités aux écoles primaires et aux écoles secondaires<sup>165</sup>. Le BSC rencontre une certaine opposition de la part de la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal (CEPGM) : elle refuse de collaborer lors du démarrage du projet, en 1973. Une lettre salée rédigée par Clarence Bayne à l'égard du directeur général du CEPGM critique la réception du sondage par les structures protestantes. Selon les représentant·e·s du CEPGM, les personnes qui remplissent le sondage auront la tâche ardue, presque impossible, de déterminer les catégories raciales des élèves. D'après Clarence Bayne, cette résistance prouve que le CEPGM ne fait pas les efforts nécessaires pour développer une collaboration avec les organismes communautaires noirs, ce qui démontre leur manque de bonne volonté envers les élèves noir·e·s. Selon la CEPGM, plus de 1050 étudiant·e·s noir·e·s fréquentent les écoles primaires du

---

<sup>165</sup> Black Studies Centre. *Survey of Blacks and Other Non-White Students in the Montreal School System*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 003, Dossier F34, Concordia University Library, Special Collections, 1974/1973-1976, p.1

CEPGM, et entre 600-700 élèves noirs sont inscrits au secondaire<sup>166</sup>. Afin de récolter les données dans les écoles protestantes, le BSC a pu compter sur la collaboration d'enseignant·e·s noir·e·s. Plus d'une dizaine de questions sont relevées par le BSC dans leur sondage, questions auxquelles l'organisation souhaite répondre grâce au sondage. D'où viennent les étudiant·e·s noir·e·s ? Dans quels quartiers vivent-ils elles ? Quels sont les enjeux académiques pour les immigrant·e·s noir·e·s, comparément aux Afro-canadien·ne·s ? Quel est le nombre total d'étudiant·e·s noir·e·s à Montréal?

C'est plus de 2035 étudiant·e·s noir·e·s, autochtones et racisé·e·s qui sont inscrit·e·s dans 305 écoles du Grand Montréal : 1079 filles et 956 garçons<sup>167</sup>. Les résultats pour le CEPGM sont sans équivoque. C'est au total plus de 800 élèves noir·e·s qui sont inscrit·e·s dans les écoles primaires et secondaires protestantes ; un nombre qui serait probablement plus élevé si la collaboration du CEPGM avait été sans pépins. 9 étudiant·e·s métissé·e·s sont identifié·e·s dans les écoles protestantes. Le BSC reconnaît que les enfants noirs et métissés sont victimes des mêmes perceptions négatives que les enfants racisés. L'organisme justifie cette distinction pour contourner certains ressentis de la part de personnes noires qui sont catégorisées, contre leur gré, en tant que Noir·e·s par les personnes blanches<sup>168</sup>. Cette différenciation guidera certains programmes du BSC, qui prendront en considération l'expérience d'enfants qui sont métissé·e·s.

Nous avons démontré dans le chapitre précédent que le CSE ne reconnaît pas la spécificité culturelle de la population noire avant l'année 1977, année où elle mandate le groupe de travail de la communauté noire pour rédiger le mémoire sur le Livre vert. Les organisations présentées dans le chapitre précédent, soit le Quebec Board of Black Educators, le Black Studies Centre, le National Black Coalition et le National Congress of Black Women, font toutefois preuve d'agentivité en développant des stratégies pour améliorer la scolarisation et l'éducation de la jeunesse noire dans les structures

---

<sup>166</sup> Clarence Bayne, *Lettre envoyée à Mr. Dinsdale, Directeur général de la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal*, Montréal, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 023, Dossier 29, Concordia University Library, Special Collections, 1974, 4 avril 1974, p.2.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p.2-5

<sup>168</sup> Black Studies Centre. *Survey of Blacks and Other Non-White Students in the Montreal School System*, p.5

éducatives québécoises. Ce n'est pas un phénomène propre au Québec. Des initiatives torontoises, étasuniennes et africaines s'interrogent aussi sur l'éducation reçue par la jeunesse noire.

En effet, l'autodétermination noire ne se caractérise pas uniquement par l'émergence d'une conscience collective radicale et militante noire : l'idéologie s'incarne également dans la pratique éducative. Par exemple, à Toronto, c'est par la création du Black Education Project (BEP) que se matérialise le désir de la communauté noire de prendre en charge l'éducation de ses jeunes. Fondé en 1969, le BEP est un organisme à but non lucratif qui fournit des activités éducatives, culturelles et sociales pour les communautés noires torontoises, en plus de proposer des programmes en éducation et en développement communautaire<sup>169</sup>. Le BEP se mobilise également au sujet d'enjeux qui dépassent l'espace canadien, tels que les difficultés de l'autodétermination africaine ainsi que les activités de la Western Guard, un groupe néonazi<sup>170</sup>.

Par la circulation et la transmission de ces idées, il est possible de témoigner de l'émergence d'un mouvement d'autodétermination noire à travers la mise en place de programmes destinés à supporter l'éducation et la scolarisation de la jeunesse noire. Bien que les organismes communautaires noirs basés à Montréal fassent face à des enjeux sociétaux différents, entre autres du fait des débats sur la langue française et le manque de reconnaissance de la spécificité culturelle par le gouvernement québécois, leurs tactiques sont similaires à celles des organisations communautaires de Toronto. Les communautés afrodescendantes montréalaises et torontoises articulent des stratégies afin de remédier aux enjeux financiers qui caractérisent leurs démarches. Malgré ces obstacles, les organisations sont en mesure de proposer des programmes audacieux qui visent à la fois l'intégration scolaire et sociétale des jeunes noirs au Canada. Ces programmes s'articulent autour des limites rencontrées face aux institutions gouvernementales officielles : les barrières financières, les apprentissages qui ne reflètent pas l'expérience des enfants noirs dans une société majoritairement

---

<sup>169</sup> Black Education Project, « A Community Service », Toronto, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 019, Dossier F017, Concordia University Library, Special Collections, 1977, p.1.

<sup>170</sup> Agnes Calliste, « The Influence of the Civil Rights in Canada and Black Power Movement in Canada », *Race, Gender & Class*, vol.2, no.3, 1995, p.134.

blanche et les enseignements reçus par des professeur·e·s formé·e·s selon le cursus ministériel, qui est teinté de représentations essentialisantes et racistes à l'égard des immigrant·e·s et des enfants noirs. Considérant que le sondage du BSC vise les enfants au primaire et au secondaire, les stratégies présentées tout au long du chapitre cibleront surtout les jeunes âgées de 4 à 18 ans.

### 3.1 Le financement des organisations communautaires : attitudes paradoxales des gouvernements fédéral et provincial

Selon le recensement canadien de 1971, les conditions socio-économiques des enfants influencent leurs chances de succès à l'école. Les enfants pauvres sont grandement désavantagés, et plus de 33% des enfants issus d'une famille moins aisée ne se rendent pas à la neuvième année<sup>171</sup>. L'accès à l'éducation est un souci fondamental du CSE, qui publie un rapport intitulé *L'égalisation des chances en éducation* en 1980. Le principe d'égalité des chances s'articule autour du désir de préparer les individus à assumer des fonctions sociales dans la société, tout en assurant leur développement intégral. Il est d'ailleurs mentionné que le développement doit être rendu possible à tous les individus sans exception, « indépendamment de la race, du sexe, de la classe sociale, de la religion, de la langue, de la région »<sup>172</sup>. Le principe d'égalité des chances est mis de l'avant par le professeur de travail social Jim L. Torczyner. Dans son étude démographique dédiée aux dynamiques des communautés noires au Canada publiée en 1977, Torczyner reconnaît la nécessité de mettre en place le principe d'égalité des chances considérant la sous-représentation des Noir·e·s au sein des postes les mieux payés de la société<sup>173</sup>. Malgré ces recommandations de la part du CSE, le financement attribué aux communautés noires torontoises et québécoises pour leurs programmes scolaires est loin d'être suffisant. Toutefois, le gouvernement finance les activités dites « culturelles », financement accordé dans le cadre de la politique du multiculturalisme.

---

<sup>171</sup> Quebec Board of Black Educators, *Education Working Document*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier F028, Concordia University Library, Special Collections, 198-?..

<sup>172</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'égalisation des chances en éducation. Énoncé de principes adopté à la 233<sup>e</sup> réunion*, le 25 avril 1980, Sainte-Foy, p.8.

<sup>173</sup> Jim L. Torczyner, *Diversity, Mobility & Change. The Dynamics of Black Communities in Canada : sommaire de l'étude démographique*, Montréal, Consortium de McGill pour l'ethnicité et la planification sociale stratégique, 1977, p.3.

L'absence de financement envers les initiatives afrodescendantes pour la scolarisation de la jeunesse noire n'est pas un phénomène nouveau. Lors de la fondation du Canadian Negro Women's Association (CANEWA), le gouvernement n'octroyait pas de financement pour la création de bourses d'études pour les étudiant·e·s noir·e·s<sup>174</sup>. En 1971, le journal *Contrast* souligne que le programme de financement initié par le gouvernement fédéral, Opportunities for Youth (OFY), a négligé l'octroi de financement aux communautés noires du Québec, de l'Ontario, et de la Colombie-Britannique<sup>175</sup>. Ce même programme a décerné un financement de 12 550\$ à Clarence Bayne pour un projet intitulé Da Costa Mail Project 1971. Seize étudiant·e·s sont mandaté·e·s pour enseigner à des étudiant de niveau secondaire qui ont de la difficulté à atteindre les objectifs scolaires traditionnels en raison des inégalités dans le système d'éducation<sup>176</sup>. Un autre projet créé par une organisation afrodescendante est reconnu par le OFY. Le Negro Community Centre reçoit un montant de 7 310\$ afin de créer un camp de jour, dont le but est de fournir des services de nutrition, d'éducation et de santé pour les « coloured children » à Montréal<sup>177</sup>.

Dans le catalogue des projets financés en 1971 sous le OFY, plus de 70 pages sont dédiées au financement reçu par des projets québécois : seulement deux projets créés par des organisations communautaires noires pour la communauté noire sont financés<sup>178</sup>. Le peu de financement accordé aux organisations communautaires afrodescendantes est un enjeu sur lequel Clarence Bayne s'est penché durant son année de présidence à la National Black Coalition of Canada. Une enquête réalisée par Bayne démontre que lorsque qu'étalé à l'échelle de la population canadienne, le financement reçu par les personnes blanches représente environ 2\$ par habitant·e, tandis que les personnes noires reçoivent moins de 0,50\$ par habitant·e<sup>179</sup>. Les résultats de la recherche furent transmis aux autorités fédérales. En 1974, la NBC critique de nouveau

---

<sup>174</sup> Lawrence Hill, *Women of Vision: The Story of the Canadian Negro Women's Association*, p.17.

<sup>175</sup> « NBC to Elect New Head in Montreal », *Contrast*, vol.4, no.21, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 082 Concordia University Library, Special Collections, 29 septembre 1972, p.4

<sup>176</sup> Opportunities for Youth Program, *Catalogue of projects funded in 1971 under the Federal Government Opportunities for Youth Program*, Department of the Secretary of State, Canada, 1971, p.82.

<sup>177</sup> *Ibid.*, p.97.

<sup>178</sup> Opportunities for Youth Program, *Catalogue of projects funded in 1971 under the Federal Government Opportunities for Youth Program*, p.29-102.

<sup>179</sup> « NBC to Elect New Head in Montreal », *Contrast*, 29 septembre 1972



le gouvernement fédéral. En effet, l'organisation souligne que depuis des années, les instances fédérales fournissent des bourses aux étudiant·e·s blanc·he·s lorsqu'ils et elles souhaitent étudier au sein d'établissements scolaires blancs, en Europe et aux États-Unis. Ces mêmes étudiant·e·s blanc·he·s ont également l'opportunité d'aller en Afrique, en Amérique du Sud ou dans les Caraïbes, contrairement aux étudiant·e·s noir·e·s, qui ne sont pas considéré·e·s lors de l'octroi de bourses d'études pour étudier la culture noire dans les régions susmentionnées<sup>180</sup>.

Cependant, le gouvernement fédéral accorde du financement à certaines organisations locales montréalaises pour des initiatives qui mettent de l'avant la culture noire. Ceci correspond à l'un des objectifs mis en place par le gouvernement fédéral du fait de leur politique de multiculturalisme : aider les groupes culturels à conserver et à affirmer leur identité<sup>181</sup>. En 1974, le gouvernement fédéral accorde un financement à la Côte-des-Neiges Black Community Development Project of Montreal ainsi qu'à la Black Community Association of N.D.G of Montreal à travers le programme de financement qui naît de la politique fédérale de multiculturalisme. Ce programme souhaite « la sensibilisation des citoyens à la diversité culturelle du Canada » et « encourage[r] les Canadiens à partager leur patrimoine culturel avec leurs concitoyens »<sup>182</sup>. Le financement accordé à ces deux associations montréalaises est d'abord pour la mise en place de festivals afin de mettre de l'avant la culture, l'histoire et l'art des communautés noires du Canada. Un financement de 3000\$ est accordé à la Black Community Association of NDG en 1974, afin que le groupe organise le festival d'été de 1974. Celui-ci comporte des projections de films, des activités d'artisanat, des pièces de théâtre, de la poésie et des performances de musique afrodescendante<sup>183</sup>. En 1975, le même programme permet l'octroi de plus de 12 470\$ en financement pour deux projets communautaires. Le Negro Community Centre obtient 11 320\$ pour l'Afro-festival de

---

<sup>180</sup> National Black Coalition, *National Chairman's Programs. Where do we go? Basic objectives for N.B.C.C.*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 014, Dossier F051, Concordia University Library, Special Collections, 1975, p.1.

<sup>181</sup> Laurence Brosseau et Michael Dewing. « Le multiculturalisme canadien », *Bibliothèque du Parlement.*, Ottawa, mars 2018, p.3.

<sup>182</sup> « Two Montreal Groups Get Federal Grants », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081 Concordia University Library, Special Collections, 12 septembre 1975.

<sup>183</sup> « Government Grants to Montreal Group », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081 Concordia University Library, Special Collections 21 juin 1974

1975. Un projet de camp multiculturel a également reçu du financement ; la somme de 1 150\$ sert à financer la mise en place d'un camp d'une semaine pour les enfants âgés de 12 à 14 ans en provenance de trois écoles montréalaises différentes. Ce projet de camp implique des activités avec les élèves, les parents, les enseignant·e·s et des membres de la communauté qui ont participé à la mise en place du camp. Il y aura également un suivi durant l'année scolaire à la suite de la tenue du camp en été<sup>184</sup>.

Il est intéressant de souligner que le Black Education Project a refusé tout financement provenant de la part du gouvernement lors de la mise en place de son école d'été. Marlene Green, activiste torontoise et co-coordinatrice du BEP de Toronto, rapporte que l'argent provenant d'autorités établies ne peut que compromettre les efforts indépendants des communautés noires<sup>185</sup>. En refusant le financement du gouvernement, le BEP s'inscrit dans une démarche anticoloniale<sup>186</sup>, en s'assurant que sa pérennité ne dépend pas des instances officielles, pérennité pourrait être compromise si le financement est soudainement retiré.

À la lumière du financement accordé aux activités culturelles versus celui accordé aux activités scolaires, le gouvernement fédéral semble pencher pour l'attribution de fonds qui soulignent la culture noire. Paradoxalement, la politique de multiculturalisme souhaite également supporter les groupes culturels afin qu'ils soient en mesure de surmonter certaines barrières qui limitent leur participation à la société canadienne : « la politique du multiculturalisme préconisait la participation entière et équitable des minorités ethniques aux institutions centrales, sans leur nier le droit de s'identifier à certains éléments de leur passé culturel »<sup>187</sup>. La vocation scolaire du camp d'été témoigne d'un désir de fournir une structure indépendante aux écoles afin de permettre aux enfants noirs de bénéficier d'une éducation axée sur leur héritage culturel. Or, cette initiative ne reçoit pas le même appui de la part du gouvernement fédéral.

---

<sup>184</sup> « Two Montreal Groups Get Federal Grants », *Contrast*, 12 septembre 1975.

<sup>185</sup> « All-Week activities announced for community. Bumper Summer », *Contrast*, vol.4, no.11, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections, 27 mai 1972, p.2.

<sup>186</sup> Agnes Calliste, « The Influence of the Civil Rights in Canada and Black Power Movement in Canada », *Race, Gender & Class*, vol.2, no.3, 1995, p.134.

<sup>187</sup> Laurence Brosseau et Michael Dewing, « Le multiculturalisme canadien », p.3.

Le gouvernement provincial apparaît plus sévère lorsqu'il est question d'octroyer du financement aux communautés noires. L'affaire est documentée par le journal torontois *Contrast* au sein de la rubrique *Quebec Dateline*, qui souligne les événements marquants qui touchent les communautés noires sur le sol québécois. En 1974, le gouvernement du Québec demande aux communautés afrodescendantes de se coordonner et d'envoyer une demande de financement commune, plutôt que d'envoyer plusieurs demandes de financement par organisation. *Contrast* rapporte que le gouvernement qualifie cet enjeu de « problème de structure », et que cet « arrangement fait en sorte que les Noir·e·s reçoivent moins que ce qu'ils et elles devraient vraiment recevoir ». Les conséquences évoquées sont graves : les fonds alloués aux organisations communautaires diminueront considérablement s'il n'y a pas un seul organisme qui demande les fonds, ce qui éviterait la réception d'une multiplicité de demandes<sup>188</sup>. Cette attitude du gouvernement provincial concorde avec le changement de ton observé dans les rapports du CSE, qui incarne sa vision de la société québécoise minoritaire à travers la confession religieuse et/ou la langue d'expression. Il est faux de penser que toutes les organisations noires québécoises sont idéologiquement alignées, nous avons démontré dans le chapitre précédent que certaines d'entre elles adoptent une posture radicale, tandis que d'autres pratiquent le lobbyisme gouvernemental. Considérant le peu de financement à l'égard d'initiatives qui portent sur la scolarisation de la communauté noire québécoise et canadienne, ainsi que le maigre financement reçu pour un camp d'été, certaines organisations pancanadiennes réagissent en se dotant de leurs propres programmes de financement. C'est une stratégie qui est d'ailleurs soulignée et reconnue par Torczyner dans son étude démographique<sup>189</sup>.

### 3.1.1 Le programme de bourses du Canadian Negro Women's Association pour remédier au manque de support monétaire des étudiant·e·s noir·e·s

L'une des vocations du CANEWA est d'encourager les jeunes noir·e·s à recevoir une éducation complète et de lutter contre le décrochage scolaire. C'est pourquoi le CANEWA met en place un programme de bourses en 1951. Ce programme n'est pas

---

<sup>188</sup> « Quebec Dateline », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 19 avril 1974

<sup>189</sup> Jim L. Torczyner, *Diversity, Mobility & Change. The Dynamics of Black Communities in Canada : sommaire de l'étude démographique*, p.3

limité aux femmes noires, bien qu'initié par des femmes noires : tous et toutes peuvent appliquer pour recevoir une aide financière. Elles souhaitent financer des étudiant·e·s qui se distinguent par leur excellence scolaire, leur engagement, et leur mérite.

Afin de trouver des candidat·e·s, l'organisation envoie plusieurs lettres aux écoles secondaires torontoises et ontariennes afin de publiciser l'initiative. Les élèves qui s'illustrent reçoivent multiples accolades dans leurs milieux respectifs. L'une des récipiendaires, Joan Berry Waite, poursuit ses études aux États-Unis et à Paris grâce à la bourse, et fonde le African-American Education Centre en 1974, au New Jersey. Le lauréat Arthur Kirkwood s'est distingué pour son excellence académique et son implication sportive en tant que capitaine de basket-ball. En plus de le motiver « à prendre au sérieux ses études supérieures », cette reconnaissance permet à Kirkwood poursuivre ses études au Florida Agricultural and Mechanical College, à l'aide d'une bourse sport-étude.<sup>190</sup>

Les retombées des bourses du CANEWA ne se limitent pas à l'émancipation personnelle des lauréats. Waite et Kirkwood se sont illustrés auprès de leur communauté en s'impliquant auprès d'initiatives communautaires. La mobilité semble être encouragée par la CANEWA : les lauréat·e·s se sont distingué·e·s au sein de collèges étasuniens. Bien qu'il s'agisse de l'un des seuls programmes de bourses d'études créé par un organisme communautaire noir et repéré dans les archives, d'autres organisations, telles que la National Black Coalition, reconnaissent l'importance et la nécessité d'instaurer des programmes de bourses d'études pour la jeunesse noire. En effet, les membres des organisations communautaires afrodescendantes déplorent l'absence d'implication communautaire et scolaire des jeunes noir·e·s<sup>191</sup>.

### 3.2 Responsabiliser et impliquer la jeunesse noire : un enjeu souligné par les membres des organisations communautaires

Le CSE reconnaît les besoins particuliers des élèves issus de la diversité culturelle dans

---

<sup>190</sup> Lawrence Hill, *Women of Vision: The Story of the Canadian Negro Women's Association, 1951- 1976*, Toronto, Umbrella Press, 1996, p.53-56.

<sup>191</sup> National Black Coalition, *National Chairman's Programs. Where do we go? Basic objectives for N.B.C.C.*, 1975, p.2

les écoles primaires. Le rapport de 1975-1976 sur l'État et les besoins de l'éducation rapporte que selon certains témoignages, qui ne sont pas cités, « les groupes minoritaires ne se sentent pas reconnus en milieu scolaire comme des groupes culturels distincts dont les valeurs et les coutumes constituent un enrichissement pour la collectivité ». Le CSE reconnaît que l'école n'a pas joué un rôle suffisant dans la reconnaissance des spécificités culturelles des élèves, ce qui cause des difficultés graves d'identification et d'adaptation pour les enfants issus de minorités culturelles, qui sont « tirillés entre les valeurs véhiculées à l'école et celles vécues dans leur famille »<sup>192</sup>. Malgré ce constat, le rapport n'élabore pas solutions pour l'inclusion et le bien-être des enfants issus de minorités culturelles dans ses structures. Il faut attendre au rapport L'état et les besoins de l'éducation de 1977-1978 pour repérer un bref passage soulignant qu'il « revient au préscolaire un rôle important dans l'intégration des enfants d'ethnies différentes à l'école québécoise », et que « cette étape de la formation se prête bien à des échanges interculturels »<sup>193</sup>. Le système d'éducation souligne l'importance pour l'enfant noir/autochtone/racisé d'apprendre à se connaître lui-même, mais également d'apprendre à connaître sa propre culture et la culture québécoise. Pour l'enfant blanc, l'école doit l'encourager à déconstruire les stéréotypes qu'il peut tenir à l'égard de ses collègues de classe. Or, la formation personnelle et sociale offerte à l'élémentaire est répartie sur seulement 150 minutes par semaine, et comprend la connaissance du milieu, l'initiation pratique et expérimentale à la vie sociale et l'initiation à la sexualité. À moins que l'enseignant·e ne décide d'accorder une attention particulière au projet multiethnique, il est peu réalisable de réaliser cette formation dans le temps alloué par le ministère<sup>194</sup>.

Il fut démontré plus haut que les profils recherchés par les organismes communautaires noirs lors de l'octroi de bourses d'études s'articulent autour de l'excellence scolaire et de l'engagement au sein de la communauté ; des valeurs qui permettent de s'illustrer

---

<sup>192</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1975-1976*, Sainte-Foy, 1976, p.17

<sup>193</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1977-1978*, Sainte-Foy, 1978, p.159.

<sup>194</sup> Charles Tardieu-Dehoux et Esmeralda Thornhill, *Mémoire sur le Livre Vert*, Le Groupe de travail sur l'éducation de la communauté noire, Montréal-Québec, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier F040, Concordia University Library, Special Collections, avril 1978, p.1

dans la société et de briser le plafond de verre. Les communautés afrodescendantes anglophones montréalaises considèrent donc que la mobilisation des jeunes noirs au sein d'instances communautaires et scolaires est nécessaire afin d'encourager la scolarisation des élèves. Il est également important que les enfants afrodescendants soient en mesure de connecter avec leur culture d'origine, et ce, le plus tôt possible.

À la suite de l'élection de Clarence Bayne comme président de la National Black Coalition, un article est publié par *Contrast* afin de souligner les problématiques auxquelles Bayne fait face durant son mandat. L'une d'elles est le manque de crédibilité de la NBC étant donné le manque de jeunes activistes en son sein, qui rend la NBC peu représentative de la communauté noire, et « therefore, loses its relevance in the 1970 struggle of Blacks in Canada »<sup>195</sup>. Cette absence d'implication des jeunes peut être attribuée aux penchants idéologiques de la NBC. En effet, les jeunes, insatisfaits des politiques modérées de la NBC, développent des liens avec des mouvements anti-impériaux qui évoluent au sein de l'espace considéré comme le sud global. Ultimement, ces liens mènent à la création d'organisations qui adoptent des principes d'autosuffisance économique et culturelle, comme le Black Education Project<sup>196</sup>. Agnes Calliste tire une conclusion similaire lorsqu'il est question de documenter la polarisation au sein des communautés afro-canadiennes dans la seconde moitié du vingtième siècle. Cette polarisation est attribuée aux différences idéologiques qui existent entre « the older and middle-class liberals promoting reform » et les « young militants who wanted structural changes »<sup>197</sup>.

Le manque de motivation des jeunes dans les écoles est souligné par le National Congress of Black Women of Canada (CBWC) lors du Second Congrès des femmes noires, qui s'est tenu à Montréal entre le 8 et le 10 novembre 1974. Dans un panel dédié à l'éducation, les participantes du congrès ont reconnu le besoin de développer des programmes préscolaires pour enfants noirs, afin d'encourager la motivation à un jeune âge. Dans la même lignée, elles se sont également prononcées sur la possibilité de créer

---

<sup>195</sup> « The Challenge that faces NBCC », *Contrast*, vol.3, no.19, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections 18 octobre 1971, p.6.

<sup>196</sup> Agnes Calliste, « The Influence of the Civil Rights in Canada and Black Power Movement in Canada », p.134.

<sup>197</sup> *Ibid.*, p.124.

des organismes noirs professionnels, dont le but est de donner des conférences dans les écoles qui sont fréquentées par de jeunes noir·e·s, afin d'améliorer l'estime de soi des élèves, et ainsi, les motiver à s'épanouir au sein d'instances communautaires et scolaires<sup>198</sup>. À la lumière de ces constatations, trois enjeux ressortent : le besoin de recevoir une éducation qui encourage l'apprentissage de la culture québécoise et de la culture d'origine des élèves, la promotion de l'implication de la jeunesse noire dans les structures communautaires, et finalement, le besoin de renforcement positif auprès des jeunes noir·e·s pour les motiver dans leurs études. Ces résolutions démontrent que les participantes sont au fait des problématiques qui touchent la jeunesse noire dans les espaces scolaires et associatifs, et qu'elles souhaitent y remédier concrètement.

### 3.2.1 Le « Black Cultural Programme »

Afin de remédier aux enjeux d'estime de soi des jeunes, certains programmes sont mis en place afin de soutenir les enfants noirs qui vivent dans les communautés blanches et qui ne sont pas exposés à des représentations positives de la blackness<sup>199</sup>. Marlene Green abonde dans le même sens. Selon elle, les problèmes d'aliénation de « l'étudiant·e noir·e » existent toujours, principalement dans un contexte scolaire où les enseignements sont centrés autour de l'expérience des personnes blanches. La coordonnatrice du BEP souligne que ces problématiques entraînent un manque de confiance en soi, la dévalorisation de l'enfant envers sa propre culture, ainsi que le décrochage scolaire<sup>200</sup>.

C'est dans l'optique de remédier à l'essentialisation des personnes noires et de s'éloigner de stéréotypes leur étant attribués qu'est créé le Black Cultural Programme en 1972. Initié par le Black Studies Centre, ce programme permet aux enfants noirs d'améliorer leur estime personnelle et leur perception de la blackness ; des qualités nécessaires pour les aider à naviguer à travers les problématiques sociales, personnelles et politiques auxquelles ils et elles sont confrontés à l'intérieur des communautés

---

<sup>198</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women. The Black Woman and her Family*, Negro Community Centre /Charles H. Este Cultural Centre fonds (F013), Boîte 009, Dossier 18, Concordia University Library, Special Collections, p.20.

<sup>199</sup> *Blackness* est la reconnaissance de la singularité (-ness) d'être noir. Il est encore difficile de trouver une traduction fidèle en français pour cette expression.

<sup>200</sup> « Black Education Gets Better », *Contrast*, vol.4, no.19, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections, 15 septembre 1972, p.1

blanches. Le programme suggère des activités autour de techniques d'expression de soi, d'apprentissages culturels et historiques noirs, en plus d'encourager les interactions interpersonnelles entre enfants noirs et adultes noirs dans un environnement constructif. La première phase du Black Cultural Programme est lancée auprès de 35 enfants noirs en familles d'accueil blanches, ainsi qu'auprès d'enfants noirs dans des familles noires<sup>201</sup>.

Le psychologue R. Leighton Hutson, dont la thèse de doctorat porte sur les modèles psychologiques et familiaux qui causent la performance ou la sous-performance académique, est mandaté par le Black Studies Centre pour observer les effets du programme. Chaque samedi, c'est environ 29 enfants âgés de 5 à 13 ans qui se présentent aux séances du programme<sup>202</sup>. Lorsqu'interrogés, ces enfants, qui habitent tous dans des quartiers majoritairement blancs, expriment du mépris pour la culture noire, l'Afrique, et les personnes noires, et ont exprimé le désir d'être blancs<sup>203</sup>. En effet, les populations noires sont dispersées dans plusieurs quartiers de la métropole, et représentent une faible proportion de la démographie de ces quartiers<sup>204</sup>. Lorsqu'exposés à des situations mettant de l'avant des personnes noires ou la condition noire, les enfants noirs réagissent de façon négative.

La première phase du programme se déroule à l'aide du support de dix bénévoles qui ont démontré un intérêt marqué pour la responsabilisation sociale des enfants noirs auprès de la communauté noire. Alors que les contes africains et les marionnettes sont particulièrement populaires auprès des enfants âgés de 8 à 10 ans, ce sont les jeux de serpents et échelles qui retiennent l'attention des 5 à 7 ans. Les enfants âgés de 11 à 13 ans sont davantage intéressés par l'idée de former des relations sociales entre eux à l'aide de la danse et de la musique. Pour les trois groupes, le concept de blackness est présenté aux enfants de manière récréative plutôt que par l'entremise d'un adulte. Cette technique est priorisée en raison de la crainte des adultes d'adopter une attitude trop

---

<sup>201</sup> Black Studies Centre, *Black Cultural Programme*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 059, Dossier F068, Concordia University Library, Special Collections, 1974-1975, p.1.

<sup>202</sup> R. Leighton Hutson, *An Explanatory Study of Parents-Child Relationships and Academic Achievement*, Thèse de Doctorat, Faculté de Philosophie, Université de Montréal, 1969, p.4-6.

<sup>203</sup> Black Studies Centre, *Black Cultural Programme*, p.2.

<sup>204</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal*, p.131-154



directe, ou même aliénante, lors de l'apprentissage de ce concept aux enfants<sup>205</sup>. Les parents sont impliqués dans le programme : ils ont même été invités à échanger avec le personnel sur le programme en soi. Les activités du programme sont semblables à celles du Black Cultural School, une initiative du Black Education Project. La Black Cultural School se déroule chaque dimanche et offre une variété d'activités récréatives à des enfants âgés de 4 ans et plus, tels que de l'artisanat, de la danse, des cours d'histoire noire et des cours de musique<sup>206</sup>.

À l'issue de la première rencontre avec les parents, il fut décidé qu'une interprétation globale de la culture noire, qui s'articule à travers des apprentissages tirés de l'histoire africaine, autochtone et caribéenne, sera au cœur des activités du programme. C'est avec cette nouvelle structure d'apprentissage que fut lancée la seconde phase du projet, dont les résultats furent sensiblement similaires à la première, outre certains enjeux internes qui provoquent un roulement important de personnel<sup>207</sup>. Ce roulement crée de l'insatisfaction chez les parents, qui s'inquiètent du bien-être des enfants. Cela entraîne également de la frustration chez les jeunes, qui ne reconnaissent pas les adultes qu'ils et elles côtoient. Plusieurs recommandations sont émises à la fin de la seconde phase du projet, la plus substantielle étant la mise en place de ressources physiques pour les enfants et pour les travailleur·euse·s. Jeux éducatifs, films, essais et rapports annuels furent mis à la disposition des enfants et des bénévoles par le Black Studies Centre, qui recommande que les prochaines phases du programme incluent davantage de documentation scientifique<sup>208</sup>.

### 3.2.2 Les résolutions du Second Congrès des femmes noires pour supporter la jeunesse afrodescendante

Le sort de la jeunesse est au cœur des résolutions adoptées par les participantes du Second Congrès des femmes noires. Ces résolutions touchent de près ou de loin la

---

<sup>205</sup> R. Leighton Hutson, *An Explanatory Study of Parents-Child Relationships and Academic Achievement*, p.6.

<sup>206</sup> « Black Education Project: if you don't know, learn, if you don't learn, teach! », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections 18 octobre 1974, p.8-9

<sup>207</sup> R. Leighton Hutson, *An Explanatory Study of Parents-Child Relationships and Academic Achievement*, p.6.

<sup>208</sup> Black Studies Centre, *Black Cultural Programme*, p.7.

condition des jeunes : les relations entre hommes noirs et femmes blanches, l'histoire noire dans les écoles, les différences culturelles entre Noirs·e·s, les relations parents-enfants, et les doubles standards lors de l'éducation des garçons et des filles issus de la même famille. Le rapport du congrès mentionne que les présentations ont été bien reçues et suivies de discussions vives<sup>209</sup>. Un des panels, abordant spécifiquement la jeunesse noire, est initié par plusieurs jeunes femmes noires, qui se sont portées volontaires pour parler de certaines limites au sein de leurs communautés qui leur tiennent à cœur : une démonstration importante de l'agentivité de la jeunesse noire, mais également de la crédibilité qui leur est accordée par les organisatrices du congrès.

À la fin du panel, cinq résolutions furent adoptées par les participantes et les panélistes, puis présentées lors d'une séance plénière qui rassemblait les 500 participantes du congrès. D'abord, il fut proposé que le National Congress of Black Women of Canada approche la Commission scolaire des écoles protestantes du Grand Montréal (CEPGM) et la Commission scolaire des écoles catholiques de Montréal afin de demander la mise en place de cours crédités d'histoire noire. La seconde résolution mandate le CBWC de mettre en place des mesures de sensibilisation pour promouvoir une meilleure compréhension entre les hommes noirs et les femmes noires. La troisième proposition encourage le CBWC à communiquer avec les parents afin qu'ils s'impliquent davantage lors des prises de décisions variées en lien avec leur enfant. Cette proposition est établie pour favoriser la communication à la fois entre adultes, mais également entre adultes et enfants. Il fut également résolu que le CBWC organise des réunions pour sensibiliser les personnes noires aux différences interculturelles au sein de la communauté noire. La dernière suggestion concerne directement la jeunesse noire ; le CBWC doit créer une section nationale de la jeunesse noire, qui sera en conjonction avec le CBWC. Le rapport stipule que les jeunes prennent leurs responsabilités au sérieux à travers l'expression de leur « satisfaction at being able to participate and treat their concerns in their own workshop »<sup>210</sup>.

Ce sont d'ailleurs les jeunes présentes lors du congrès qui ont exprimé leur désir de former une section permanente du Coloured Women's Club. L'effervescence lors du

---

<sup>209</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women*, p.17.

<sup>210</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women*, p.18.

congrès pour la création de cette section était telle que les objectifs du futur National Black Youth Congress ont été listés dans le rapport du Second Congrès des femmes noires. Il est d'abord question de promouvoir une meilleure compréhension entre les jeunes noir·e·s du Canada entier à travers la tenue de programmes d'échanges et de visites : une résolution qui démontre un souci de créer des réseaux transnationaux entre jeunes afrodescendant·e·s. Il est également question de créer un espace ouvert de discussion au sujet des problèmes rencontrés par la jeunesse noire, tout en renforçant une meilleure prise de conscience politique, qui s'articulerait à travers la sensibilisation de la jeunesse noire aux problèmes rencontrés par les personnes noires du monde entier. Toutefois, aucune trace de cette organisation ne fut trouvée dans les archives qui soutiennent ce mémoire. Les résolutions adoptées à l'issue du Second Congrès des femmes noires démontrent à la fois le désir d'implication de la jeunesse noire au sein d'instances communautaires, mais également le besoin de connecter à plus grande échelle avec d'autres membres de la communauté noire, en échangeant sur des sujets qui les concernent. Ainsi, ces propositions démontrent l'agentivité des jeunes pour initier un mouvement de solidarité à l'échelle canadienne.

### 3.3 Le manque de représentation d'enseignant·e·s noir·e·s

Le Second Congrès des Femmes noires souhaite approcher le CEPGM pour mettre en place des cours d'histoire noire. Qui serait adéquatement formé pour enseigner ces cours ? Un passage du rapport de 1975 du Conseil de l'éducation supérieure fait mention qu'il est « normal que la plupart des membres du personnel administratif et enseignant d'une école partagent la culture du groupe d'enfants qui s'y trouve majoritaire »<sup>211</sup>. Lors d'un atelier du Quebec Board of Black Educators sur l'éducation, il est rapporté que les enfants noirs au Québec ont peu ou pas de modèle d'enseignant·e·s noir·e·s dans les écoles<sup>212</sup>. Cette déclaration est tirée du rapport sur la conférence en éducation, qui s'est tenue en 1975, et le rapport est rédigé par Ashton Lewis, qui est membre du groupe de travail de la communauté noire<sup>213</sup>. La CEPGM

---

<sup>211</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1975-1976*, p.17.

<sup>212</sup> Ashton Lewis, *Report on « Workshop on education » held on March 1975*, Quebec Board of Black Educators, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 027, Concordia University Library, Special Collections, May 13, 1975, p.6.

<sup>213</sup> Conseil supérieur de l'Éducation. *L'école et les enfants de divers groupes ethniques et religieux*, Sainte-Foy, Gouvernement du Québec, août 1979, p.4

tente de remédier à ce problème en instaurant une politique d'embauche « ethnique », qui révèle des tensions beaucoup plus profondes au sein des communautés immigrantes au Québec. Outre le manque de représentation, les enseignant·e·s issu·e·s de la majorité blanche ne sont pas formé·e·s adéquatement pour supporter les apprentissages des enfants noirs, en plus de manquer de sensibilité culturelle à l'égard des jeunes. Ce phénomène n'est pas isolé au Québec : plusieurs articles du journal *Contrast* dénoncent les attitudes de certain·e·s enseignant·e·s dans les écoles ontariennes et plus spécifiquement, torontoises.

### 3.3.1 Le « débat des pratiques ethniques »

En avril 1975, le conseil d'administration de la CEPGM se mobilise en publiant un rapport révisé sur les pratiques « ethniques » du personnel, qui sont définies par l'embauche « ethnique » du personnel enseignant au sein d'écoles qui accueillent une clientèle immigrante. Bien que novatrice, l'initiative est grandement contestée par plusieurs groupes issus des minorités culturelles, autres qu'afrodescendants, qui voient un risque de ghettoïsation dans ces pratiques. Ce conflit est nommé « débat des pratiques ethniques » par le quotidien montréalais *Montreal Star*, périodique reconnu pour son sensationnalisme, ses commentaires-chocs et ses attaques des administrations publiques. Le débat ne passe pas inaperçu pour les lecteur·ice·s du périodique. Alors que cette querelle démontre les tensions entre communautés ethniques, certaines opinions témoignent des préjugés qui existent à l'égard des communautés afrodescendantes, mais également de l'homogénéisation dont elles sont victimes. En effet, les personnes qui se prononcent au sein du *Montreal Star* craignent que le système scolaire se transforme à la suite de l'intégration d'enseignant·e·s noir·e·s. Selon eux et elles, l'essence même du système scolaire canadien, et par le fait même, de la société canadienne, est menacée par le concept d'embauche ethnique.

Le 11 avril 1975, le *Montreal Star* publie un premier article intitulé « School board ethnic hiring policies hit ». L'article rapporte le malaise de certains parents à la suite de la diffusion du rapport, qui considèrent que ces résolutions ne prennent pas en considération la spécificité de la communauté grecque<sup>214</sup>. Pourtant, selon le président de

---

<sup>214</sup> Margot Gibb-Clark, « School board ethnic hiring policies hit », *Montreal Star*, Black Studies Centre

la Hellenic Canadian Community of Montreal, « the Hellenic Community of Montreal has as much, if not more of an interest in the field of education »<sup>215</sup>. Pourquoi la communauté grecque serait-elle plus touchée que la communauté noire dans le système d'éducation québécois ? Plus de 9000 enfants grecs sont inscrits dans au sein des écoles du CEPGM<sup>216</sup>. C'est peut-être pourquoi la communauté grecque souligne prendre autant à cœur l'éducation de sa jeunesse. Cette déclaration laisse sous-entendre certaines tensions entre la communauté grecque et la communauté noire.

Un lecteur, Reuben Carin, condamne fermement l'interprétation médiatique du Star au sujet du rapport ; interprétation qui démoniserait les personnes qui ont voté contre l'adoption de la nouvelle politique d'embauche du CEPGM. Selon le lecteur, le Star devrait réfléchir aux conséquences de telles méthodes. Il donne comme exemple le principe de « busing » aux États-Unis. Le « busing » (terme qui n'est pas traduit en français), consiste à envoyer des élèves dans des écoles d'autres quartiers que le leur, afin de promouvoir la mixité raciale et la déségrégation des établissements scolaires. Or, cette technique favorisait la fréquentation d'écoles dans des quartiers majoritairement blancs, et par le fait même, le financement de ces dernières, au détriment d'écoles de quartiers avec une grande population afro-américaine<sup>217</sup>. En comparant la situation américaine à celle du CEPGM, Reuben Carin insinue que le périodique se positionne en faveur d'une forme de ségrégation, ce que le journal dénonce fermement. En effet, il souligne que le but est de présenter « hiring practices to bring into the system as qualified teachers and administrators for more members of minority groups and for improved communications and community relations with those groups »<sup>218</sup>. Tout comme Reuben Carin, Malcolm Stanley, membre du conseil d'administration du CEPGM, accuse les résolutions de promouvoir la ségrégation<sup>219</sup>. En associant systématiquement les pratiques d'embauches ethniques à une forme de ségrégation, ces individus ne prennent

---

Fonds (F035), Boîte 059, Dossier 27, Concordia University Library, Special Collections, 11 avril 1975.

<sup>215</sup> Margot Gibb-Clark, « School board ethnic hiring policies hit ».

<sup>216</sup> « French resist multiculturalism in Montreal's schools », *Contrast*, 25 avril 1975, p.6

<sup>217</sup> Matthew F. Delmont, *Why Busing Failed :Race, Media, and the National Resistance to School Desegregation*, Oakland, University of California Press, 2016, p.2.

<sup>218</sup> Reuben Carin, « School hiring and minorities », *The Montreal Star*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 059, Dossier 27, 26 avril 1975.

<sup>219</sup> Margot Gibb-Clark, « PSBGM report on ethnic hiring », *The Montreal Star*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 059, Dossier 27, Concordia University Library, Special Collections, 24 mai 1975, p. A-8

pas en considération que l'expérience noire des enfants afrodescendants dans les écoles canadiennes diffère de celle des enfants afro-américains. Cela démontre également l'impact des mouvements des droits civiques et principalement, les enjeux de déségrégation, sur l'imaginaire scolaire canadien.

Le 2 mai 1975, Gisaela Amarica, présidente du conseil scolaire de la Malcolm Campbell High School située à Cartierville, se prononce à son tour sur l'éditorial du *Montreal Star*. Elle reconnaît la nécessité d'améliorer la collaboration entre les communautés ciblées et les écoles, mais s'oppose au traitement équitable pour les élèves noirs et les élèves issus de l'immigration<sup>220</sup>. Pour Amarica, l'embauche ethnique est nuisible pour l'intégration des enfants dans la société canadienne ; elle sous-entend que les enseignant·e·s issu·e·s de la diversité perpétuent les mentalités de leur pays d'origine, ainsi que « its ghetto-like pattern of organization and relationships »<sup>221</sup>. La promotion de la canadienité dans les écoles primaires est au centre du raisonnement d'Amarica, une position partagée par une lectrice de la *Montreal Gazette*. Selon A.F. Nadet de Saint Jean-de-Matha, la fonction du système public scolaire est de canadianiser les enfants immigrants, en leur offrant une forme de prospérité économique et sociale. Afin d'implanter les valeurs canadiennes chez les enfants immigrants, il est donc nécessaire que les enseignant·e·s soient canadien·ne·s, et par le fait même, blanc·he·s<sup>222</sup>.

Ces prises de position émergent à la suite de la publication du rapport révisé sur les pratiques ethniques du CEPGM, qui met de l'avant le manque de représentativité d'enseignant·e·s issu·e·s de la communauté grecque et de la communauté noire. La publication initiale du rapport n'est pas passée sous silence : plus de 600 parents et étudiant·e·s se sont présenté·e·s à l'une des réunions du comité exécutif du CEPGM. Ce nombre record de participant·e·s est attribué aux déclarations de la communauté grecque montréalaise à la suite de la publication de la première version du rapport. Cette dernière craint que la mise en place de politiques d'embauche « ethniques » entraîne la

---

<sup>220</sup> Gisaela Amarica, « Hiring of teachers on any ethnic basis would slow process of student integration », *Montreal Star*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 059. Dossier 27, 2 mai 1975

<sup>221</sup> *Ibid.*

<sup>222</sup> A.F. Nadet, « Ethnic groups education », *The Gazette*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 059, Dossier 27, 22 mai 1975.

ghettoïsation des écoles<sup>223</sup>. Les résolutions du rapport révisé soulignent la nécessité d'embaucher davantage de personnel issu de la diversité et de concentrer ce personnel au sein d'écoles dont la clientèle est également issue de la minorité. Une recommandation similaire est émise à l'égard du personnel administratif qui œuvre au sein des écoles du CEPGM, qui doivent « refléter les communautés ethniques qu'ils et elles servent ». Cependant, l'une des commissaires du CEPGM, Micki Bregman, soulève que la plupart des employé·e·s issu·e·s de la diversité occupent des postes qui n'impliquent pas un contact direct avec l'enfant et qu'il est nécessaire de renforcer l'embauche d'enseignant·e·s issu·e·s de la diversité<sup>224</sup>.

Le rapport recommande également d'améliorer la communication entre les communautés ciblées par les nouvelles pratiques d'embauche, les comités scolaires et les leaders communautaires. Ultimement, une seule commissaire se positionne contre la consultation de structures communautaires lorsqu'il est question de la scolarisation de l'enfant ; seules les instances scolaires officielles doivent être impliquées dans l'éducation de l'enfant. Elle rejette également l'idée selon laquelle l'estime personnelle de l'enfant s'articulerait autour de sa fierté face à ses origines : une prise de position qui va à l'encontre de certains programmes instaurés par les organismes communautaires noirs, tel que le Black Cultural Programme.

L'existence de ce débat et la publicisation de ce dernier par le *Montreal Star* démontrent l'intérêt porté par le public sur les questions d'intégration culturelle et de représentation du corps professoral. Ceci démontre que le sort des jeunes est pris au sérieux autant par la communauté noire que par les autres communautés immigrantes. Cependant, malgré cet alignement commun, la communauté noire fait face à des critiques virulentes de la part de la communauté grecque et des officiel·le·s du CEPGM, qui craignent les conséquences d'une plus grande représentation noire dans leurs structures. Pourtant, il fut démontré par les organisations communautaires que les enseignant·e·s actuel·le·s ne sont pas adéquatement formé·e·s pour répondre aux besoins culturels et identitaires des enfants noirs dans les structures scolaires québécoises et plus largement,

---

<sup>223</sup> « Delay asked in hiring debate », *Montreal Star*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 059, Dossier 27, Concordia University Library, Special Collections, 23 avril 1975.

<sup>224</sup> Margot Gibb-Clark, « PSBGM report on ethnic hiring ».

canadiennes.

### 3.3.2 Le rôle du personnel enseignant dans la diffusion de savoirs auprès des élèves noirs et immigrants

Lors du premier congrès des femmes noires du CBWC, l'atelier sur l'éducation se solde par de nombreuses résolutions, dont l'une reconnaît le caractère multiculturel de la population canadienne, et par le fait même, la nécessité d'instaurer des formations pour les enseignant·e·s afin qu'ils et elles reconnaissent l'existence du racisme inhérent au sein de la société canadienne<sup>225</sup>. Cette résolution est adoptée de nouveau lors du Second Congrès des femmes noires, tenu à Montréal<sup>226</sup>. Dans un article publié par Shirley Small et Esmeralda Thornhill, présidente du groupe de travail de la communauté noire<sup>227</sup>, il est rapporté que les femmes noires honorent cette résolution. Au milieu des années 1980, la division québécoise du National Congress of Black Women of Canada confronte Camille Laurent, à ce moment ministre de l'Éducation au Québec, en le rendant responsable de l'approbation de matériel scolaire à connotation raciste dans le manuel La lecture sous toutes ses formes. Ultiment, les passages problématiques furent retirés du livre<sup>228</sup>. En plus de démontrer l'agentivité des femmes du CBWC face aux représentations discriminatoires dans les manuels scolaires québécois, cette victoire soulève un enjeu plus grand : la responsabilité des enseignant·e·s auprès de leurs élèves face à leur contexte culturel et social particulier. Cette problématique trouve également écho, à Toronto. Toutefois, les enjeux de représentativité ne se limitent pas aux modèles positifs d'enseignement : il est également question de la représentativité des savoirs des jeunes élèves noirs et immigrants dans leurs classes.

Lors de la tenue d'un forum de discussion sur les relations raciales à Toronto en 1976, une certaine hostilité est ressentie de la part des enseignant·e·s lorsque le sujet du racisme est abordé. Selon Marlene Green, les enseignant·e·s torontois·e·s évitent

---

<sup>225</sup> Lawrence Hill, *Women of Vision: The Story of the Canadian Negro Women's Association*, p.65.

<sup>226</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women. The Black Woman and her Family*, p.21.

<sup>227</sup> Conseil supérieur de l'Éducation. *L'école et les enfants de divers groupes ethniques et religieux*, p.iv.

<sup>228</sup> Shirley Small et Esmeralda M.A Thornhill, « Harambec! Quebec Black Women Pulling Together », *Journal of Black Studies*, vol.38, no.3, 2008, p.437.



délibérément le sujet de la discrimination dans leurs salles de classe<sup>229</sup>. Lors de ce même forum, Saran Handa, professeure dans une école primaire dans la ville de North York dans la banlieue de Toronto, se prononce sur l'ignorance des enseignant·e·s à propos des pays d'accueil de leurs élèves. Selon elle, le manque de connaissances du personnel à ce propos complexifie les interactions entre les enseignant·e·s et les parents des élèves, en plus d'avoir un impact direct sur le développement psychologique de l'enfant. Les ressources physiques à la portée de l'élève sont également limitées : peu de livres représentent positivement les pays d'origine des élèves immigrants dans les écoles.

Les manuels scolaires québécois ne sont pas exemptés de ces clichés qui ponctuent les représentations au sein de ces manuels depuis plus de deux siècles. Des exemples frappants sont présentés par l'historienne Catherine Larochelle dans son livre *L'école du racisme. La construction de l'altérité à l'école québécoise (1830-1915)*. La physionomie des personnes noires, décrite bien souvent de façon méprisante, est constamment mise de l'avant dans les manuels scolaires à travers l'altérisation corporelle des personnes noires<sup>230</sup>, la multiplication d'analogies entre personnes noires et animaux et l'absence de contenu pédagogique sur l'esclavagisme<sup>231</sup>. En plus d'affecter les enfants immigrants qui développent un rapport de honte à leur pays d'origine, les enfants blancs ne sont pas portés à percevoir favorablement leurs comparses<sup>232</sup>. Dans son mémoire portant sur la nature, la forme et les fonctions du récit présenté aux élèves du secondaire dans les manuels francophones d'histoire nationale entre 1954 et 1980<sup>233</sup>, Adèle Clapperton-Richard présente un portrait quantitatif sinistre de la présence de figures autres que blanches au sein de ces manuels. Elle recense plus de 75 139 figures blanches, 5126 figures autochtones, et seulement 53 figures noires entre 1954 et 1980. Entre 1954 et 1966, aucune femme noire n'est mentionnée dans les

---

<sup>229</sup> « Metro teachers avoid racial issues », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, 6 février 1976

<sup>230</sup> Catherine Larochelle, *L'école du racisme : la construction de l'altérité à l'école québécoise (1830-1915)*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2021, p.140.

<sup>231</sup> Catherine Larochelle, *L'école du racisme : la construction de l'altérité à l'école québécoise (1830-1915)*, p.142-147.

<sup>232</sup> « Metro teachers avoid racial issues », *Contrast*, 6 février 1976.

<sup>233</sup> Adèle Clapperton-Richard, *Reconnue, altérisée, occultée : l'agentivité des figures historiques dans les manuels québécois d'histoire nationale, 1954-1980*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Département d'histoire, avril 2020, p.4.

manuels scolaires, et seulement un homme noir est figuré. Entre 1967 et 1980, 44 représentations d'hommes noirs sont recensées, contre seulement 3 femmes noires<sup>234</sup>.

Une conclusion similaire émerge à la suite de la conférence des enseignant·e·s antillais·e·s, axée sur les problèmes rencontrés par les jeunes enfants noirs dans les écoles canadiennes. Selon les représentant·e·s d'associations guyanaises lors d'une conférence à Toronto, les livres d'école perpétuent des représentations essentialisantes à l'égard des Noir·e·s, en décrivant les personnes de descendance africaine comme culturellement et individuellement inférieures, mentionnant qu'elles n'ont rien à offrir au point de vue culturel, et que leur capital économique est inexistant<sup>235</sup>. Un exemple simple, mais évocateur, est donné, à travers l'usage d'un terme dérogatoire pour représenter les personnes africaines dans les manuels : « Europeans are always identified as Europeans, but Africans, becomes Negroes »<sup>236</sup>. Un constat identique émerge de la part des structures communautaires noires montréalaises à la suite d'un atelier-conférence donné par le Quebec Board of Black Educators, qui se penche sur l'éducation primaire, secondaire, et supérieure. Considérant les trois paliers d'éducation intrinsèquement liés les uns aux autres, les participant·e·s de la conférence considèrent que la mise en place d'un cours d'histoire noire et de développement culturel noir est essentielle pour la promotion d'une vision positive de la condition noire. Ce raisonnement est conséquent au positionnement du QBBE à l'égard de la provenance de l'héritage culturel noir : les membres s'entendent pour affirmer que la culture africaine est la racine de l'identité noire et que par le fait même, le développement d'une attitude positive à l'égard de la blackness s'atteint par la valorisation de l'Afrique<sup>237</sup>. La question de la représentation du corps professoral et administratif est donc mise de l'avant autant par les organismes communautaires noirs que par les instances scolaires officielles. La responsabilité des enseignant·e·s face à la culture de provenance de leurs élèves est également un point relevé par les acteur·ice·s communautaires et institutionnel·le·s. Or, la volonté individuelle n'est pas suffisante pour transformer le cursus scolaire imposé par le ministère de l'Éducation.

---

<sup>234</sup> *Ibid.*, p.183-186.

<sup>235</sup> « Call for more blacks in education », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, 11 juin 1975.

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> Ashton Lewis, *Report on « Workshop on education » held on March 1975*, p.12.

### 3.4 Consolidation des savoirs, une école d'été à la fois

Le Quebec Board of Black Educators et le Black Studies Centre se mobilisent pour créer leurs propres structures scolaires, indépendantes des structures gouvernementales, afin d'assurer la scolarisation et l'éducation de la jeunesse afrodescendante. C'est ainsi que deux initiatives voient le jour : le Da Costa Summer Project et la Bana Summer School. La formation de ces deux écoles d'été par le QBBE et le BSC permet de renforcer à la fois le désir de supporter et d'éduquer la jeunesse noire anglophone montréalaise, à travers la consolidation d'apprentissages qui mettent de l'avant les principes de blackness. Ces deux écoles ont plusieurs points en commun avec le Black Education Project. Les similarités entre ce projet, dont l'évolution est rapportée minutieusement par le journal *Contrast*, démontrent que la création des deux écoles s'inscrit dans un mouvement national plus large de mobilisation communautaire auprès de la jeunesse afrodescendante.

#### 3.4.1 Da Costa-Hall Summer Project

Le 30 juin 1970, un communiqué officiel de l'université McGill annonce le lancement d'une école d'été créée par Leo Berteley et Oswald Downes du Quebec Board of Black Educators. Le but de l'école est de scolariser des élèves noirs afin qu'ils soient en mesure de se rendre au niveau universitaire. Financé par l'université McGill et le CEPGM<sup>238</sup>, le Da Costa-Hall Summer Project, probablement nommé d'après l'explorateur africain Mathieu da Costa, permettra aux étudiant·e·s qui complètent l'école d'été de recevoir des bourses d'études pour leur entrée à l'université. En effet, l'université McGill s'est engagée à accueillir 20 étudiant·e·s de plus dans certains programmes, à condition qu'ils et elles se soient illustré·e·s au sein de l'école d'été. Plus d'une soixantaine d'étudiant·e·s sont attendu·e·s à l'école d'été, et plusieurs institutions anglophones, telles que le collège Loyola, le collège Marianopolis, l'Université Sir George Williams, et le collège Dawson, pour en nommer quelques-unes, sont également prêtes à recevoir les diplômé·e·s de l'école dans leurs

---

<sup>238</sup> Quebec Board of Black Educators, *Newsletter*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 23, 25 mai 1970, p.4.

programmes<sup>239</sup>.

Le projet est séparé en deux phases. La première phase souhaite remédier au décrochage scolaire des étudiant·e·s noir·e·s qui sont en onzième et douzième année à l'aide de cours de mathématiques, d'anglais, de français, de géographie, de chimie, de biologie, de physique, et d'histoire<sup>240</sup>. L'école cible également les élèves qui ont été placé·e·s dans des classes pour « apprenant·e·s lent·e·s » : l'école d'été permet à ces jeunes, souvent injustement placés, de pouvoir obtenir les mêmes chances que leurs comparses de classes régulières lors des périodes d'admission. Les cours d'histoire portent sur la présence noire au Canada, tandis que les cours d'anglais se penchent sur le travail d'auteur·ice·s noir·e·s. Toutes les enseignant·e·s sont noir·e·s, et sont toutes détenteur·ice·s d'un baccalauréat, en plus d'avoir de l'expérience en enseignement.

Lors de l'atelier sur l'éducation de mars 1975 du QBBE, le Da Costa-Hall Summer Project est présenté comme l'une des réalisations les plus importantes de l'organisation. En effet, il est mentionné que plus de 850 jeunes ont bénéficié de l'école d'été, et plus de 265 d'entre eux·elles, autant des décrocheur·euse·s que des étudiant·e·s modèles ont été recommandé·e·s aux universités et collèges susmentionnés. Même si certain·e·s d'entre eux·elles ont décroché lors de leur première année d'études supérieures, ils et elles ont été en mesure de reprendre et de compléter le cursus entamé<sup>241</sup>. Le Da Costa-Hall Summer Project est mentionné de nouveau dans le rapport annuel du QBBE en 1986. L'école d'été, auparavant autosuffisante, devient désormais payante : une compensation de 2\$ par élève est demandée pour l'inscription, et chaque cours devient coûteux. Cette mesure est instaurée afin de couvrir les frais d'exploitation du QBBE. Cependant, ce coût n'est pas assez pour couvrir l'entièreté des salaires des enseignant·e·s. C'est toutefois une réalité avec laquelle ils et elles sont prêt·e·s à pallier, considérant leur « committment to excellence in education for the youth »<sup>242</sup>. L'école perdure à travers le temps : 97 élèves participent à la dix-septième édition de l'école,

---

<sup>239</sup> McGill University, « Communiqué/Newsletter », McGill Funds Remedial Summer Program for Black Students, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 23, 30 juin 1970, p.1.

<sup>240</sup> Quebec Board of Black Educators, *Da Costa-Hall Summer Project 1970. Faculty (Full time)*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 23, 24 juin 1970, p.2-3

<sup>241</sup> Ashton Lewis, *Report on « Workshop on education » held on March 1975*, p. 2-3.

<sup>242</sup> Quebec Board of Black Educators, *Annual Review. Jan.31-1986 – Jan.30, 1987*, p.3.

qui se déroule du 2 juillet au 7 août 1986. Cette édition est un succès. En plus d'avoir un parcours plus individualisé, les enseignant·e·s ont même louangé les élèves pour leur attitude positive durant leurs études<sup>243</sup>. Selon le site internet du QBBE, l'école est toujours active aujourd'hui<sup>244</sup>.

En 1987, le QBBE reçoit un financement de 5000\$ du ministère de l'Éducation du Québec pour le Da Costa-Hall Summer Project : une preuve que le projet continue de s'illustrer auprès de la communauté noire, mais également auprès des instances gouvernementales. Un défi supplémentaire s'est présenté pour les enseignant·e·s lors de la dix-huitième édition : ils et elles ont eu le mandat de préparer et d'assister les étudiant·e·s lors de leurs examens du ministère de secondaire 4 et 5, en collaboration avec le CEPGM<sup>245</sup>. Ce nouvel ajout au programme, en plus d'attirer 92 jeunes de plus que l'édition de l'été 1986<sup>246</sup>, démontre la crédibilité qui est portée à l'école par la commission scolaire gagnée grâce au succès des élèves et à leur inscription dans les établissements d'études supérieures.

### 3.4.2 Bana I

Le Da Costa-Hall Summer Project n'est pas la seule école d'été offerte aux élèves des communautés afrodescendantes. Commanditée par le QBBE et le Côte-des-Neiges Project (CDNP) et financée par la CEPGM, et le collège Vanier, le Bana I est une initiative scolaire du QBBE qui combine activités éducatives et récréatives. Créée en 1968<sup>247</sup>, cette école d'été est financée dès 1972 par le gouvernement fédéral, et plus spécifiquement, par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration<sup>248</sup>. Ceci démontre que le gouvernement fédéral reconnaît les bienfaits de l'école pour la population immigrante afro-caribéenne. Un premier rapport est produit en 1972 à son sujet<sup>249</sup>.

---

<sup>243</sup> *Ibid.*, p.13.

<sup>244</sup> Quebec Board of Black Educators, « The Da Costa Hall Program », 2021, <https://qbbe.ca/the-dacosta-hall-program/>

<sup>245</sup> Quebec Board of Black Educators, *Annual Review. January 31, 1987, to January 31, 1988*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 29, p.3.

<sup>246</sup> Quebec Board of Black Educators, *Annual Review. Jan.31-1986 – Jan.30, 1987*, p.7.

<sup>247</sup> Quebec Board of Black Educators, « Le programme BANA », 2021, <https://qbbe.ca/fr/le-programme-bana/>

<sup>248</sup> Quebec Board of Black Educators, *Annual Review. Jan.31-1986 – Jan.30, 1987*, p.12.

<sup>249</sup> Garvin Jeffers, *Bana I. Report Submitted to The Annual General Meeting*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier F025, September 17, 1972, 9p.

Contrairement au Da Costa-Hall, le programme Bana I permet l'implication active des parents, des membres de la communauté, ainsi que des jeunes.

Le projet a deux objectifs : motiver académiquement les enfants noirs, et permettre à ces derniers d'être davantage confiants lors de leur rentrée scolaire en septembre. Ces objectifs ont été articulés à la suite de conclusions tirées par le QBBE. La première conclusion stipule que seulement les personnes noires peuvent sympathiser avec les difficultés rencontrées par des élèves noirs. La seconde conclusion rapporte que « rien d'autre qu'une période d'empathie soutenue ne pourrait soulager la situation difficile de l'enfant noir dans le système blanc »<sup>250</sup>. La dernière conclusion affirme étant qu'un enfant placé dans un environnement alternant travail sérieux et périodes de jeux pour une durée de six semaines sera porté à continuer de travailler sérieusement une fois le stimulus du plaisir retiré. Deux sections caractérisent le programme. La section académique est composée d'un·e coordonnateur·ice et six enseignant·e·s à temps plein, un·e enseignant·e à temps partiel, un·e secrétaire, toutes employé·e·s du QBBE et en consultation étroite avec le CEPGM. La section récréative est coordonnée par un·e employé·e du CDNP et douze travailleur·euse·s communautaires. Un comité de parents bénévoles est également créé.

La spécificité du Bana I repose sur la participation active de jeunes étudiant·e·s noir·e·s du secondaire, qui ont été employé·e·s comme conseiller·ère·s auprès des enfants noir·e·s. Il s'agit d'une façon de responsabiliser les jeunes envers leur communauté. Cependant, il est mentionné dans le rapport de 1972 que cet aspect du programme fut le plus faible. Les conseiller·ère·s n'ont pas reçu de formation adéquate pour remplir leur rôle, peu comprenaient la nature du programme et donc, leurs responsabilités. Toutefois, des solutions furent rapidement mises en place à la lumière de ces enjeux. Une formation est créée pour les conseiller·ère·s. Ces dernier·ère·s doivent écrire un programme d'une semaine pour les jeunes qu'ils et elles prendront en charge et un suivi doit être effectué auprès des adultes responsables afin que les conseiller·ère·s comprennent bien la nature de leur travail. Un code de conduite fut également mis en place. Si le tout n'est pas respecté, les mentors seront renvoyés du programme<sup>251</sup>. Le

---

<sup>250</sup> Garvin Jeffers, *Bana I. Report Submitted to The Annual General Meeting*, p.1.

<sup>251</sup> Garvin Jeffers, *Bana I. Report Submitted to The Annual General Meeting*, p.3.

rapport annuel du QBBE en 1986 fait état du Bana Elementary School, en mentionnant que l'école a permis de procurer du support « régulier et récréatif depuis plus d'une décennie »<sup>252</sup>.

La combinaison du programme académique, composé de cours de mathématiques, de langue, de français, et du programme récréatif, qui propose des activités artistiques et sportives, attire plus de 50 étudiant·e·s lors de l'été 1986. Les retombées de ce programme ne se limitent pas à la communauté noire : le Bana Elementary School a fait don de l'artisanat réalisé par les élèves à la Montreal School for the Blind<sup>253</sup>. En 1987, 78 étudiant·e·s participent à l'école d'été, qui s'est tenue à Côte-des-Neiges et à LaSalle. Dans les années 1980, la population noire de Côte-des-Neiges est évaluée à 20 000 personnes, dont 36% sont anglophones<sup>254</sup>, tandis que 20% des communautés noires anglophones de l'île de Montréal sont établies à LaSalle<sup>255</sup>. De toutes les initiatives d'éducation et de scolarisation évoquées ci-dessus, le Bana Elementary School est la structure qui s'apparente le plus au très prolifique Black Education Project : tout comme le Bana I, le projet combine des tactiques académiques et des tactiques récréatives, en plus de posséder un volet dédié au développement communautaire dans la métropole ontarienne<sup>256</sup>.

Les communautés afrodescendantes anglophones de Montréal sont en mesure de remédier aux barrières systémiques qui limitent l'intégration et la scolarisation des enfants noirs dans le système d'éducation québécois. À la lumière du sondage réalisé par Bayne au début des années 1970, les enfants noirs sont de plus en plus nombreux dans les structures scolaires québécoises. Pourtant, une résistance accrue provient de plusieurs groupes institutionnels qui ne reconnaissent pas la spécificité de leur expérience. Les instances gouvernementales fédérales et provinciales accordent difficilement du financement aux adolescent·e·s noir·e·s qui souhaitent poursuivre des études supérieures. Les organisations communautaires reçoivent également des

---

<sup>252</sup> Quebec Board of Black Educators, *Annual Review. Jan.31-1986 – Jan.30, 1987*, p.12.

<sup>253</sup> Quebec Board of Black Educators, *Annual Review. Jan.31-1986 – Jan.30, 1987*, p.12.

<sup>254</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de Démographie Urbaine*, Montréal, VLB éditeur, 1998, p.137.

<sup>255</sup> *Ibid.*, p.142.

<sup>256</sup> Black Education Project, « A Community Service ».

sommes déséquilibrées de financement pour leurs projets : les initiatives de scolarisation sont moins bien financées que les activités culturelles. Afin de remédier à ces limites, le CANEWA se mobilise afin de créer des bourses d'études, tandis que le Black Studies Centre documente ces inégalités économiques. Pour pallier le manque de représentation du corps professoral et administratif, mais également le manque de considération du fait culturel des élèves noirs dans les écoles québécoises, des programmes variés qui impliquent à la fois les travailleur·euse·s communautaires et la jeunesse noire voient le jour. Ces programmes, en plus de permettre aux enfants de connecter avec leur héritage culturel, permettent de remédier à l'absence d'enseignant·e·s noir·e·s au sein du CEPGM. Ce dernier tente bien que mal de se mobiliser pour promouvoir l'embauche ethnique, mais ces mesures entraînent la grogne du personnel du CEPGM ainsi que des particuliers, qui se positionnent en défaveur d'une telle politique. Ces opinions, teintées de représentations tirées des États-Unis, démontrent que l'expérience noire canadienne n'est ni reconnue ni comprise. Ce phénomène n'est pas limité au Québec : le Black Education Project, dont les activités ciblent également les jeunes enfants noirs qui viennent de migrer au Canada, souhaite remédier à ces enjeux. Les stratégies des organisations communautaires ne touchent pas uniquement les enfants noirs. Elles ciblent également les personnes qui gravitent autour d'eux dans la sphère privée : les parents, et plus spécifiquement, les mères.



## CHAPITRE IV

### SOUTENIR L'ÉPANOUISSEMENT DES MEMBRES DE LA FAMILLE NOIRE : LA SPÉCIFICITÉ DES STRATÉGIES PAR ET POUR LES COMMUNAUTÉS AFRODESCENDANTES

Lors de la dernière journée du Second Congrès des femmes noires, un discours est prononcé par la conférencière d'honneur, Juanita Chambers, directrice intérimaire du département de psychopédagogie de l'université d'Alberta. Originaire de Montréal, Dr. Chambers est directrice du Montreal Children's Hospital, professeure à l'université McGill et membre à vie du Negro Community Center. Elle est également mère de deux enfants<sup>257</sup>. C'est devant plus de 600 femmes que Dr. Chambers livre une conférence au sujet de sa tournée en Afrique, en Chine et en Inde<sup>258</sup>. Elle souligne avoir été impressionnée par le principe de famille étendue en Afrique et marquée par le modèle d'éducation en Chine : les enfants sont éduqués par tous les adultes de la communauté, et pas uniquement les parents. À la lumière de ces observations, Chambers souligne la décomposition de la famille nord-américaine, décomposition attribuée au caractère capitaliste du territoire nord-américain : « most parents worry about teaching children the value of money but let us not forget to teach them the value of being human »<sup>259</sup>. Cette critique de la famille nord-américaine sous-tend une problématique beaucoup plus grande qui occupe les communautés afrodescendantes torontoises et montréalaises ; la condition de la famille noire dans un contexte nord-américain, et plus spécifiquement, canadien.

En 1976, le journal *Contrast* publie une série de deux articles sur les « problèmes rencontrés par les parents de groupes minoritaires », rédigés par Rella Braithwaite. En

---

<sup>257</sup> Rella Braithwaite, « Mrs. Juanita Chambers » dans *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 082, Concordia University Library, Special Collections, 28 mars 1975.

<sup>258</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women. The Black Woman and her Family*, p.22.

<sup>259</sup> *Ibid.*

plus d'être une chroniqueuse régulière pour le journal *Contrast*, elle est responsable de la publication du pamphlet *Women of Our Times*, qui met de l'avant la contribution d'éminentes femmes noires dans la société canadienne<sup>260</sup>. Dans la première portion de la chronique « Problems of minority parents », Braithwaite se penche sur la situation de parents issus de groupes minoritaires dans la société nord-américaine, groupes tels que les Juif·ve·s, les Noir·e·s et les Premières Nations. Lorsqu'il est question de parents noirs, Braithwaite souligne l'héritage esclavagiste de la société nord-américaine, héritage caractérisé par l'annihilation du legs culturel africain. Elle soulève la responsabilité des parents noirs de promouvoir l'estime de soi chez leurs enfants, en plus de mentionner la nécessité d'inculquer l'héritage culturel africain afin que les jeunes soient en mesure de développer leur estime personnelle et leur identité<sup>261</sup>. Ultiment, le second article de Braithwaite conclut sur une recommandation de la part de l'autrice : il est de la responsabilité des parents d'accepter leur rôle en tant que modèle pour leurs enfants, et il est du devoir des parents de faire du monde un endroit où il fait bon vivre<sup>262</sup>. Qu'en est-il lorsque les parents sont dépourvus face aux instances d'un pays avec lequel ils viennent tout juste de s'acclimater ? Comment peuvent-ils responsabiliser leur enfant ?

Il fut démontré que les organisations communautaires afrodescendantes jouent un rôle important dans la scolarisation et l'éducation de la jeunesse noire montréalaise, à travers la mise en place de stratégies par et pour la communauté noire. Toutefois, l'expérience de la jeunesse noire au sein du système d'éducation montréalais n'est pas le seul enjeu ciblé à travers les programmes développés par les organismes susmentionnés. La famille noire, et plus spécifiquement les parents, est également au cœur des stratégies articulées par les communautés afrodescendantes montréalaises et torontoises, mais également par les familles blanches. Ces dernières sont particulièrement touchées par le sort des enfants noirs, autochtones et racisés laissés à eux-mêmes dans les structures d'adoption, qui sont peu fréquentées par les familles noires. Ce manque de fréquentation peut s'expliquer par les barrières économiques

---

<sup>260</sup> Rella Braithwaite et Enid F. D'Oyley, *Women of Our Times*, The Canadian Negro's Women Association for the National Congress of Black Women, Sheppard & Sears, Toronto, 1973, 40p.

<sup>261</sup> Rella Braithwaite, « Problems of minority parents », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 082, Concordia University Library, Special Collections, 30 septembre 1976, p.15.

<sup>262</sup> *Ibid.*

vécues par les familles noires, ainsi que par les violences subies par les femmes noires au sein des services d'aide sociale. Toutefois, les solutions proposées par les personnes blanches sont loin de faire l'unanimité auprès des communautés afrodescendantes.

Le manque d'implication des parents dans les structures scolaires est également une difficulté reconnue par les organisations communautaires afrodescendantes et par le CSE. Les solutions créées pour les familles noires ciblent l'intégration des parents, des femmes noires et des enfants dans la société canadienne et cherchent à responsabiliser les parents au sujet de l'éducation et de la scolarisation de leurs enfants. Cette responsabilisation se matérialise à travers la production de documents officiels par des organismes communautaire, tels que des pamphlets informatifs. Des articles de journaux spécifiquement dédiés aux parents ainsi qu'aux ménages sans enfants sont également publiés. Ces documents ciblent certains débats qui caractérisent la société québécoise, tels que le rapport à la langue, et le placement d'enfants dans des classes spéciales. Ainsi, les organisations communautaires font preuve de solidarisme à l'égard de la situation des parents, en leur proposant des ressources qui s'articulent autour de la préservation d'un héritage culturel africain, et par le fait même, la promotion d'une identité noire.

#### 4.1 Le rayonnement d'enfants noirs : un enjeu communautaire

Le journal torontois *Contrast* se caractérise par son souci de mettre de l'avant les jeunes noir·e·s. Au courant des années 1970, le journal publie hebdomadairement deux rubriques au sujet des enfants noirs. La première rubrique, « *Today's Child* », originalement publiée au sein du *Telegram*, un journal torontois, présente des enfants de toutes nationalités qui sont prêt·e·s à être adopté·e·s. Considérant que le lectorat de *Contrast* est majoritairement afrodescendant et que les enfants qui apparaissent dans la rubrique republiée sont presque tous et toutes noir·e·s, il est possible de supposer que le journal encourage l'adoption d'enfants noirs par des familles noires. La publication de ces deux rubriques par *Contrast* démontre un souci réel de la part du journal de sensibiliser son lectorat aux difficultés rencontrées par la jeunesse noire dans la sphère privée. En effet, plusieurs enfants afrodescendant·e·s restent longtemps en famille d'accueil ; ceux et celles adopté·e·s le sont par des familles blanches. Une initiative

similaire naît à Montréal, mais pas par les organismes noirs. Des familles blanches prennent en charge le sort des enfants afrodescendants qui ne sont pas adoptés. Cette situation est relayée par le journal *Contrast*. Afin de remédier au portrait peu encourageant de la jeunesse noire en situation d'adoption, *Contrast* conscientise ses lecteur·ice·s au potentiel des enfants noirs et par le fait même, encourage leur adoption au sein de familles noires. Cette conscientisation peut être perçue à travers la publication de la rubrique *Young Gifted and Black*, qui présente de jeunes enfants noirs qui rayonnent au sein de leur communauté, du fait de leur parcours exceptionnel, mais également par leur résilience face aux difficultés qu'ils et elles ont pu rencontrer dans leur vie.

#### 4.1.1 Adoption d'enfants noirs et métissés ; portrait montréalais et ontarien

##### 4.1.1.1 « Today's Child »

L'adoption est en baisse en Ontario au début des années 1970<sup>263</sup>. Durant ces mêmes années, un nombre considérable d'enfants sont pris en charge par l'État et placés dans des familles d'accueil<sup>264</sup>. La rubrique « Today's Child » tente de remédier à l'interventionnisme de l'État en matière d'adoption en présentant des enfants, toutes origines confondues, provenant des quatre coins de l'Ontario, en attente d'être adopté·e·s. Garçons, filles, bambin·e·s, adolescent·e·s : certain·e·s sont doué·e·s à l'école, d'autres souffrent de graves problèmes de santé. En revanche, un certain groupe d'enfants semblent avoir plus de difficultés que d'autres à se trouver une famille. En effet, un nombre important d'enfants noirs sont orphelin·e·s dans la métropole ontarienne. L'autrice de l'article, Helen Allen, une femme blanche<sup>265</sup>, souligne ce phénomène dans un article au titre évocateur : *Would you adopt a small bundle of black beauty*, une façon de responsabiliser le lectorat du journal au sort des enfants, laissé·e·s à eux·elles-mêmes<sup>266</sup>. Une photo d'un joyeux poupon accompagne l'article, ainsi que toutes les publications de la rubrique « Today's Child ». Ce phénomène est qualifié de

---

<sup>263</sup> Helen Allen, « Would you adopt a small bundle of black beauty? », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections, December 1, 1970.

<sup>264</sup> Magda Fahrni, *Of Kith and Kin. A History of Families in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 2022, p.188.

<sup>265</sup> «Senior bride "mother" thousands », *The Ottawa Citizen*, Newspapers.com, 21 avril 1980, p.58

<sup>266</sup> Helen Allen, « Would you adopt a small bundle of black beauty? ».

« sauvetage iconographique visuel » par l'historienne Laura Briggs, une stratégie employée pour détourner l'attention des soucis politiques, économiques, et structureaux de l'image présentée<sup>267</sup> Dans ce cas-ci, la représentation d'un·e adorable bambin·e pousse le lectorat à s'inquiéter du sort des enfants noirs, plutôt que des raisons qui sous-tendent leur présence répétée dans les structures d'adoption.

Auparavant, l'organe principal d'adoption d'enfants en Ontario, le Children's Aid Societies, s'assurait de placer des enfants au sein de familles aux traits physiques similaires, afin que l'enfant puisse s'identifier à sa famille d'accueil. Couleur de peau, des cheveux, et des yeux, corpulence ; plus l'enfant ressemble à sa famille d'adoption, mieux c'est. Ce constat est corroboré par l'historienne Karen Dubinsky, qui souligne que bien que des familles blanches considèrent l'adoption d'enfants noirs, racisés et autochtones pendant cette période, les parents ressentent une certaine anxiété face aux représentations raciales et culturelles au sein de leurs familles et de leurs communautés. Dubinsky souligne l'émergence d'une hiérarchisation raciale et préférentielle lors de l'adoption d'enfants : les enfants noirs se retrouvent au bas de l'échelle, alors que les enfants asiatiques ou autochtones sont favorisés, bien que ces données varient selon les régions d'adoption<sup>268</sup>.

Au moment de la publication de l'article d'Helen Allen, les organismes d'adoption priorisent les valeurs et le mode de vie des parents, puis leur assignent un enfant en fonction des besoins des parents. Par exemple, « a near-genius child would not be offered to a husband and wife with no interest in education »<sup>269</sup>. Selon Helen Allen, la rubrique « Today's Child » aide réellement les enfants à trouver une famille d'adoption, malgré certaines limites logistiques liées au processus d'adoption. En effet, l'intérêt marqué de plusieurs familles envers les enfants présentés au sein de la chronique provoque le rallongement des procédures d'adoption. Un enfant est adopté seulement 3 à 4 mois après son apparition dans la rubrique et intègre sa nouvelle famille dans un

---

<sup>267</sup> Laura Briggs, «Mother, Child, Race, Nation: The Visual Iconography of Rescue and the Politics of Transnational and Transracial Adoption », *Gender & History*, vol.15, no.2, 2003, p.180.

<sup>268</sup> Karen Dubinsky, « 'We adopted a Negro': Interracial adoption and the hybrid baby in 1960s Canada », *Creating Postwar Canada : Community, Diversity and Dissent, 1945-1975*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, p.275

<sup>269</sup> Helen Allen, « Would you adopt a small bundle of black beauty? ».

délai de huit mois à la suite de son adoption. En 1973, un total de 42 enfants autochtones, racisés et noirs sont adoptés en Ontario. Seulement 7 enfants noirs et 8 enfants d'un parent blanc et d'un parent noir sont adoptés à la suite de leur apparition dans la rubrique, contre 152 enfants de parents blancs adoptés à la suite de leur apparition dans la rubrique<sup>270</sup>. Ces données corroborent la hiérarchisation raciale soulignée par Dubinsky. Comment expliquer le nombre important d'enfants noirs dans les agences d'adoption, et comment expliquer leur faible taux d'adoption par des familles noires?

#### 4.1.1.2 Femmes noires et bien-être social

Une piste de réflexion est soulevée par la militante Anne Cools lors du Black People's Conference in Toronto, qui se déroule en février 1971. Cette conférence est organisée par des étudiant·e·s noir·e·s en réaction aux politiques modérées du National Black Coalition (NBC), afin de « replace the attitude of those who expect change to come from Ottawa »<sup>271</sup>. Dans son allocution, Cools souligne l'effort constant des femmes noires pour élever des enfants d'origine caucasienne, mais se questionne au sujet des enfants noirs : « while black women so diligently assisted white America to raise its children, who assisted her [sic] to raise her own black children ? »<sup>272</sup>. Selon Rosemary Brown, députée de la circonscription Vancouver-Burrard pour le Nouveau Parti Démocratique et première femme noire élue au sein de la législature canadienne<sup>273</sup>, personne. Lors d'une séance parlementaire, Brown se prononce sur l'expérience de la mère noire dans la société canadienne : « we have always extolled the virtues of motherhood. We congratulate mothers for their wonderful contribution to our society. Then when they are deserted by their spouse, we drive them onto the welfare system »<sup>274</sup>. Dans cet extrait, Brown souligne deux enjeux vécus par les mères noires au

---

<sup>270</sup> Helen Allen, « Save The Children. Round-Up », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections 11 janvier 1974.

<sup>271</sup> Agnes Calliste, « The Influence of the Civil Rights in Canada and Black Power Movement in Canada », *Race, Gender & Class*, vol.2, no.3, 1995, p.134.

<sup>272</sup> Anne Cools, « The Role of the Black Woman in the Black Liberation Struggle », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 020, Dossier F011, Concordia Library Special Collectio, 6 mars 1971, p.5.

<sup>273</sup> « Rosemary Brown attacks Green Paper », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 14 mars 1975.

<sup>274</sup> « Rosemary Brown Pleads Support for Mothers », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 22 mars 1974, p.3.

tournant des années 1970 : la désertion, ainsi que l'utilisation des services de bien-être social. La désertion est un phénomène fréquent à partir de la seconde moitié des années 1960. Plus de 60 000 personnes, dont un nombre important de femmes, désertent au Canada. Ces femmes sont incapables d'obtenir un divorce<sup>275</sup>. Cette réalité s'applique aux femmes noires : l'étude démographique de Torczyner souligne que la population noire canadienne comprend un plus haut pourcentage de familles monoparentales, dont la moitié sont pauvres<sup>276</sup>. D'ailleurs, un article de journal publié par *Contrast* au sujet de la femme noire et de son enfant (*Black Woman and her child*) relate un entretien réalisé par le ou la journaliste auprès d'une jeune femme noire, désertée par son mari, et bénéficiaire du système de bien-être social<sup>277</sup>. Le ou la journaliste emploie un ton plutôt condescendant à l'égard de la jeune mère :

« One case that I found extremely pitiful was one concerning a young mother whose mate had deserted her. I was over at her place, and she had just come home from a shopping spree. She proudly displayed to me a 3-piece suit she had bought for her 5-year-old son. Well Donald, she said to him. 'People will say that you don't have any father and you don't have anything much to eat. But I know everybody will be looking at your suit with envy...' The sister who made this statement is a welfare recipient. »<sup>278</sup>

À cet égard, Torczyner souligne la nécessité de renforcer les familles noires, renforcement qui passe par le besoin de « répondre aux besoins des enfants et des mères que la pauvreté menace et qui vivent dans une famille monoparentale »<sup>279</sup>. Ce constat résonne avec l'expérience de la jeune mère qui s'est entretenue avec *Contrast*. À la lumière de ces problématiques financières et personnelles, les femmes noires sont portées à se tourner vers les structures de bien-être social, processus observé par Rosemary Brown lors de son allocution.

---

<sup>275</sup> Christina Burr, « Letters to Mike: Personal Narrative and Divorce Reform in Canada in the 1960s », dans *Family Matters: Papers in Post-Confederation Canadian History*, Toronto, Canadian Scholars Press, 1998, p.400.

<sup>276</sup> Jim L. Torczyner, *Diversity, Mobility & Change. The Dynamics of Black Communities in Canada : sommaire de l'étude démographique*, Montréal, Consortium de McGill pour l'ethnicité et la planification sociale stratégique, 1977, p.2.

<sup>277</sup> « Black Woman and her child », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 31 mai 1974.

<sup>278</sup> « Black Woman and her child », *Contrast*, 31 mai 1974

<sup>279</sup> Jim L. Torczyner, *Diversity, Mobility & Change. The Dynamics of Black Communities in Canada : sommaire de l'étude démographique*, p.2.

La présence des femmes noires au sein des structures du bien-être social est reconnue par les organisations noires ; l'un des panels du Second Congrès des femmes noires est dédié à la santé et au bien-être social. Les résolutions s'articulent autour de la nécessité de développer des ressources par et pour la communauté noire : il est entre autres question d'indexer toutes les ressources en bien-être social et de les faire circuler dans la communauté noire. L'une des panélistes, la travailleuse sociale Madeleine Synott, livre une allocution sur la manière dont les services de bien-être sociaux affectent les personnes noires en quête de services<sup>280</sup>. C'est d'ailleurs un sujet qui a été abordé par Karen Dubinsky. L'historienne s'est penchée sur l'expérience des femmes noires au sein du système du bien-être social dans la moitié des années 1960. Elle souligne le caractère raciste et discriminatoire des rencontres entre les personnes œuvrant dans le secteur de la protection de la jeunesse et les mères noires ; mères qui sont perçues comme têtues, agressives, trop fières et défiants<sup>281</sup>. Selon Robyn Maynard, professeure d'études historiques et culturelles, le haut taux de pauvreté dans les familles noires est directement lié au haut taux d'appréhension des enfants noirs<sup>282</sup>.

Paradoxalement, les mères noires rencontrent une forme de résistance de la part des services d'adoption lorsqu'elles souhaitent entamer les procédures pour confier son enfant en adoption. En effet, les femmes noires enceintes sont encouragées à garder leur enfant par les personnes qui œuvrent dans le domaine du travail social. Les travailleurs·se·s social·e·s considèrent qu'un enfant noir n'aura pas de chance dans les agences d'adoption, et qu'il risque de rester dans ces structures durant une durée indéterminée. Selon Robyn Maynard, les personnes noires se méfient des structures d'adoption en raison d'un héritage historique raciste, caractérisé par la surveillance excessive des personnes noires conséquemment aux représentations essentialisantes à leur égard<sup>283</sup>. Cela peut justifier pourquoi la communauté noire se tient loin de ces instances. Cependant, cela n'empêche pas l'action individuelle de certains membres de

---

<sup>280</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women. The Black Woman and her Family*, Negro Community Centre /Charles H. Este Cultural Centre fonds (F013), Boîte 009, Dossier 18, Concordia University Library, Special Collections, p.13-14.

<sup>281</sup> Karen Dubinsky « 'We adopted a Negro': Interracial adoption and the hybrid baby in 1960s Canada », p.280.

<sup>282</sup> Robyn Maynard, *Policing Black Lives. State Violence in Canada from Slavery to the Present*, Halifax, Fernwood Publishing, 2017, p.197.

<sup>283</sup> *Ibid.*, p.186.



la communauté, qui créent leurs propres stratégies pour s'occuper des jeunes noir·e·s.

#### 4.1.1.3 Deux exemples de prise en charge d'enfants noirs à Montréal : la Open Door Society et Madame Edna Belle Tuitt

L'adoption d'enfants noirs, autochtones, ou racisés, est un enjeu qui trouve également écho à Montréal. D'abord, une rubrique similaire à « Today's Child » est publiée au sein du Montreal Star. Intitulée Wednesday's Child, la publication hebdomadaire présente cinq enfants d'origine autre que blanche en attente d'une famille. Toutefois, la rubrique provoque de vives critiques de la part de la communauté noire, qui accuse l'article de profiler les enfants avec un ton sirupeux et apitoyant. La Open Door Society émet des critiques similaires à l'égard de la publication<sup>284</sup>, et dénonce le même processus de « sauvetage iconographique visuel » susmentionné.

Outre l'expression d'un malaise évident face à la diffusion de rubriques pour encourager l'adoption, les agences d'adoption montréalaises se mobilisent pour pallier le délaissement des enfants noirs et métissés dans les agences d'adoption. En 1971, le journal Contrast publie un article qui met de l'avant un rapport sur la question de l'adoption d'enfants métissés réalisé par la Open Door Society. La fondation de cette agence remonte à quelques années avant la diffusion de sa mission dans le journal Contrast. En 1959, l'agence se rend compte d'un intérêt de plus en plus marqué de la part des familles blanches d'adopter des enfants « non-blancs »<sup>285</sup>. À la suite de rencontres avec des personnes travaillant dans le domaine du travail social, trois familles blanches, inquiètes pour le sort des enfants métissés sans familles, décident de fonder la Open Door Society. C'est grâce au financement d'un donneur anonyme et de fonds débloqués par le Children's Service Centre of Montreal que le projet voit le jour. En 1967, un programme spécial d'adoption d'enfants noirs par des familles blanches est mis en place par l'organisme en raison du taux bas d'adoptions d'enfants noirs, autochtones et racisés. Le programme est un franc succès. Plus de 300 enfants noirs, autochtones et racisés sont adoptés par des familles blanches montréalaises à la suite

---

<sup>284</sup> Karen Dubinsky, « 'We adopted a Negro': Interracial adoption and the hybrid baby in 1960s Canada », p.274.

<sup>285</sup> « White Homes », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections, 15 novembre 1971.

de sa mise en place<sup>286</sup>, malgré l'existence de biais évidents envers les enfants noirs, qui sont beaucoup moins adoptés que les enfants asiatiques et/ou autochtones<sup>287</sup>. D'ailleurs, un enfant d'une mère blanche et d'un père noir aura plus de chances d'être placé dans une famille blanche plutôt qu'une famille noire – une statistique qui est perçue comme une réussite par l'agence d'adoption de la Open Door Society<sup>288</sup>.

Cependant, ce programme ne fait pas l'unanimité auprès des communautés noires montréalaises. En 1970, le journal afro-centrique montréalais UHURU publie un article au titre évocateur « Do Black Parents Care? », au sein duquel les personnes noires qui collaborent avec le Open Door Society sont critiquées, considérées comme libérales et trop proches des personnes blanches<sup>289</sup>. Les commentaires relevés par UHURU avec les tensions idéologiques qui existent au sein d'organisations afrodescendantes telles que la NBC, critiquée pour son lobbyisme gouvernemental, et le CANEWA, pointé du doigt pour son élitisme. Les divisions quant à l'inclusion des personnes blanches démontrent la pluralité des idées qui circulent dans les espaces afrodescendants et les divers pans idéologiques qui existent dans les organisations communautaires. Alors que Robin W. Winks encourage la création d'organisations interraciales<sup>290</sup>, les tensions existantes au sein des organisations communautaires quant à la place à accorder aux personnes blanches démontrent que ce n'est pas un scénario envisageable pour tous et toutes.

Ce même article considère que l'adoption interr raciale est embarrassante, que les personnes noires ne font pas assez d'effort pour aider les enfants noirs qui sont dans le système d'adoption, et qu'il est nécessaire de créer une instance similaire au Children Service's Centre qui serait organisé par et pour des personnes noires<sup>291</sup>. Karen Dubinsky mentionne que la plupart des parents blancs imaginent « race as a kind of

---

<sup>286</sup> « White Homes », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 080, Concordia University Library, Special Collections, 15 novembre 1971.

<sup>287</sup> Karen Dubinsky, « 'We adopted a Negro': Interracial adoption and the hybrid baby in 1960s Canada », p.275.

<sup>288</sup> « White Homes », *Contrast*, 15 novembre 1971

<sup>289</sup> Karen Dubinsky, « 'We adopted a Negro': Interracial adoption and the hybrid baby in 1960s Canada », p.283.

<sup>290</sup> Robin W. Winks, *The Blacks in Canada*, Montréal, McGill - Queen's University Press, 1997, p.414.

<sup>291</sup> « Do Black Parents Care? », *UHURU*, 13 juillet 1970.

disability that could be overcome, perhaps even be made to disappear, with the love and care of good parents »<sup>292</sup>. Ainsi, il est possible que certains individus membres des communautés afrodescendantes s'organisent afin de remédier à l'effacement identitaire qui est créé par les parents blancs qui adoptent des enfants noirs. La création d'une agence d'adoption par des personnes noires pour des enfants noirs permet d'éviter la perpétuité de ces dynamiques. Cette initiative permet également d'éviter l'effacement identitaire dont les enfants noirs et métissés sont victimes lorsqu'ils intègrent des familles blanches. Cet effacement identitaire est bien réel, comme le démontre l'existence du Black Cultural Programme dans le chapitre précédent.

Bien que les agences d'adoption soient l'organe principal d'adoption pour enfants noirs dans les années 1970, des individus se démarquent par le souci accordé à la condition des enfants noirs dans les familles d'accueil. C'est le cas de Edna Belle Tuitt, célébrée dans *Women of Our Times*. Américaine de naissance, Tuitt déménage à Montréal et plus spécifiquement, dans le quartier Verdun, un quartier peu habité par les familles noires, outre celles qui y sont établies depuis plusieurs décennies<sup>293</sup>. Madame Tuitt est impliquée au sein du Coloured Women's Club et est enseignante pour l'école du dimanche pour la Union United Church. Notons d'ailleurs que la participation communautaire des communautés afrodescendantes se déroule également dans les églises : la première organisation noire institutionnalisée au Canada est une église<sup>294</sup>. Tuitt est approchée par un·e travailleur·euse social·e, qui lui demande si elle est intéressée à devenir une famille d'accueil pour les enfants noirs : « the social worker pointed out that they experienced great difficulty 'placing' black children »<sup>295</sup>. Il est possible que cette personne l'ait approchée en raison de son implication dans un quartier dénué d'associations ou de clubs noirs, et par le fait même, de communauté noire<sup>296</sup>. Bien qu'elle refuse en premier lieu, elle acquiert une grande propriété quelques années plus tard à Chambly, propriété avec suffisamment d'espace pour des enfants

---

<sup>292</sup> Karen Dubinsky, « 'We adopted a Negro': Interracial adoption and the hybrid baby in 1960s Canada », p. 275.

<sup>293</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de démographie urbaine*. Montréal, VLB éditeur, 1998, p.142.

<sup>294</sup> Robin W. Winks, *The Blacks in Canada*, p.339.

<sup>295</sup> Rella Braithwaite et Enid F. D'Oyley, *Women of Our Times*, p.30.

<sup>296</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de démographie urbaine.*, p.142.

autres que les siens. Il n'y a pas de données officielles sur le nombre d'enfants qu'elle a élevé, mais la notice biographique de Tuitt estime que plus de 50 enfants ont été accueillis chez la dame. Son implication est reconnue et célébrée par le Montreal Council of Social Work, ainsi que par le Montreal Canadian Pacific Railway Ladies Auxiliary, qui la désigne comme la mère de l'année. Ainsi, l'apparition de Edna Belle Tuitt dans l'ouvrage du CANEWA ainsi que ses reconnaissances symboliques démontre que l'implication de membres de la communauté noire auprès de la jeunesse noire est célébrée par la collectivité.

#### 4.1.2 « Young, Gifted and Black »

Bien que le projet de l'Open Door Society soit considéré comme une réussite et que les résultats à la suite de la publication de la rubrique « Today's Child » soient concluants, les deux cas témoignent tout de même d'un enjeu plus grand, rapporté entre autres par R. Leighton Hutson au sein du Black Cultural Programme. L'intégration d'enfants noirs au sein de familles blanches peut entraîner des problèmes d'estime de soi et du mépris pour la culture noire<sup>297</sup>. Est-ce que l'équipe éditoriale du journal *Contrast* est consciente de cet enjeu et souhaite y remédier à l'aide de rubriques qui encouragent les familles noires à adopter des enfants noirs ? Probablement, d'où l'existence de la chronique « Young, Gifted and Black », qui se distingue par son ton, contradictoire à l'objectivité journalistique prisée par l'équipe du journal. Hebdomadairement rédigée par Leila Heath, la chronique présente un·e jeune qui s'illustre à travers la célébration de son héritage culturel et son identité noire, en plus de se distinguer auprès de ses pairs. En effet, les jeunes mis de l'avant sont tous·tes impliqué·e·s auprès d'organisations communautaires afrodescendantes.

Dans le numéro du 29 mars 1974, c'est la jeune Deborah Gaskin qui reçoit les éloges, en étant décrite comme « an active, interesting and articulate young Black woman, with a lot to say for herself »<sup>298</sup>. Impliquée dans le Black Student Group du Riverdale Collegiate Institute situé à Toronto, Gaskin apprécie la cuisine et le travail ménager.

---

<sup>297</sup> Black Studies Centre, *Black Cultural Programme, Black Cultural Programme*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 059, Dossier F068, Concordia University Library, Special Collections, 1974-1975, p.1.

<sup>298</sup> Leila Heath, « Young, Gifted and Black », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 29 mars 1974.

Elle ne se maquille pas, et garde ses cheveux crépus : « she wears no makeup, has a smart looking closely cropped afro that enchances her well chizzled [sic] African features »<sup>299</sup> : une façon de connecter avec sa descendance africaine. Elle parle également de son arrivée au Canada, où elle y rejoint ses parents, à l'âge de 11 ans. Née à Trinité-et-Tobago, elle souligne que sa mère est l'une des femmes qu'elle admire le plus, et rapporte que si elle était établie ailleurs qu'au Canada, elle serait mère de cinq à sept enfants. Gaskin n'est pas la seule enfant présentée dans « Young, Gifted and Black » à admirer les femmes noires autour d'elle. Dianne Braithwaite, impliquée avec le National Congress of Black Women, mentionne qu'elle souhaite écrire un pamphlet avec d'autres femmes noires du Kids Can Press, une maison d'édition torontoise spécialisée dans les livres pour enfants, pour célébrer la contribution et l'expérience des femmes noires au Canada.<sup>300</sup>

L'implication communautaire n'est toutefois pas la seule forme d'engagement sociétal qui est mis de l'avant par la rubrique pour attirer l'attention sur le rayonnement des jeunes noir·e·s dans divers secteurs de la société. L'excellence académique est également soulignée. Il fut démontré dans le chapitre précédent que la mise en place de bourses d'études, afin de limiter le décrochage scolaire des étudiant·e·s, est l'une des initiatives mises en place par les organisations communautaires noires afin de soutenir la jeunesse noire. La chronique « Young, Gifted, and Black » utilise une pratique similaire en soulignant le cheminement académique de ses protagonistes. Par exemple, le jeune Lincoln Alexander Confucuis Smikle, arrivé au Canada en provenance de la Jamaïque avant ses dix-huit ans, est couvert d'éloges dans sa chronique. En effet, l'adolescent complète en trois mois ses cours de chimie et de mathématiques pour entrer dans le programme d'aviation qu'il convoite.<sup>301</sup>

L'excellence ne se limite pas aux résultats scolaires : Deborah Bristol, de Trinité-et-Tobago, est mise en vedette dans la chronique Young, Gifted, and Black, en tant que

---

<sup>299</sup> Leila Heath, « Young, Gifted and Black », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 29 mars 1974.

<sup>300</sup> Leila Heath, « Young, Gifted and Black », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 21 juin 1974.

<sup>301</sup> Leila Heath, « Young, Gifted and Black », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections 26 avril 1974.

« musicienne par excellence »<sup>302</sup>. Âgée de seulement 13 ans, elle est la seule fille noire de sa section à participer à des compétitions de piano. L'autrice souligne également l'implication de Deborah dans le Black Education Project ainsi que ses plans pour sa future carrière comme technicienne de laboratoire. Deborah mentionne qu'elle est « très consciente de subtils préjudices »<sup>303</sup> subis à son école. Or, ce constat est immédiatement suivi d'une affirmation selon laquelle l'implication de Deborah dans les équipes sportives de son école secondaire demeure malgré tout. La mention d'une forme de discrimination subie, rapidement écartée avec le rappel de l'engagement sportif conséquent de la jeune Deborah, démontre bien le but premier de la chronique « Young, Gifted and Black » : souligner de façon positive l'expérience de jeunes noir·e·s dans diverses sphères de leur vie.

En publiant régulièrement sur l'expérience des enfants noirs dans les agences d'adoption, l'équipe éditoriale du journal *Contrast* démontre un souci réel de remédier au sort de ces enfants en sensibilisant son lectorat à leur situation. Prendre soin d'enfants délaissés par le système et leurs parents est également une forme d'engagement qui est reconnue par les membres de la communauté noire, comme le démontre la notice biographique dédiée à Madame Tuitt. *Contrast* souligne également l'effort de parents blancs qui cherchent à encourager l'adoption de jeunes noir·e·s, autochtones et racisés. La publication d'un article sur l'organisme montréalais Open Door Society est un exemple de cette reconnaissance. Toutefois, l'allégeance de *Contrast* reste auprès des familles afrodescendantes. L'apparition de jeunes épanouis autant par leur engagement dans la communauté noire que leur excellence académique permet d'alléger le portrait sombre dressé par la rubrique « Today's Child », rédigé par une personne blanche. L'équipe éditoriale de *Contrast* réagit aux propos démoralisants relatés par Helen Allen en démontrant que les enfants noirs ont du potentiel, et ce potentiel peut être atteint par l'appui d'une famille noire aimante. Une résolution émise par les participantes du Second Congrès des femmes noires abonde dans le même sens : il est résolu que davantage de familles noires doivent répondre aux besoins des enfants

---

<sup>302</sup> Leila Heath, «Young, Gifted and Black», *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections 19 avril 1974.

<sup>303</sup> *Ibid.*

noirs en famille d'accueil<sup>304</sup>.

#### 4.2 La responsabilisation des parents noirs dans l'éducation et la scolarisation de leurs enfants

Le CSE s'est prononcé sur la nécessité d'impliquer les parents dans le parcours scolaire de leur enfant. Certaines structures prévues par la loi sont censées favoriser la participation des parents, tels que les comités de parents. Selon le CSE, la création d'un environnement bénéfique pour les enfants passe par la création de relations stables entre les parents et les enseignant·e·s, mais également par la « participation élargie des divers agents de l'éducation »<sup>305</sup>. Depuis les débuts du système scolaire québécois, l'État cherche à institutionnaliser les droits des parents en matière d'éducation à travers la formulation de divers comités consultatifs, et plus récemment, à travers la création d'un Service des parents au sein du ministère de l'Éducation<sup>306</sup>.

Contrairement au système francophone scolaire, le système anglophone se caractérise par la mise en place d'associations spontanées de parents dans certaines écoles, qui mettent en place certaines activités sans consulter les comités consultatifs officiels, initiative qui cause des tensions entre les deux structures. De nombreux enseignant·e·s sont d'ailleurs hostiles à la participation des parents et à l'existence de comités. Cette hostilité est causée par le surcroît de travail attribué aux enseignant·e·s avec la gestion de l'implication des parents. Cependant, certains enseignant·e·s sont soulagé·e·s de l'engagement des parents, qui représentent une aide précieuse dans leurs tâches de scolarisation et d'éducation des élèves. Le rapport sur l'état et les besoins de l'éducation de 1975-1976 soulève plusieurs questions sur le rôle des comités de parents, et plus spécifiquement, le degré d'implication des parents. L'une des questions articulées par le rapport implique les organismes et la collectivité :

Les organismes actuels de participation des parents réussissent-ils à

---

<sup>304</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women*, p.16.

<sup>305</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1977-1978*, Sainte-Foy, 1978, p.34.

<sup>306</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1975-1976*, Sainte-Foy, 1976, p.27

concilier ou à coordonner suffisamment l'intérêt des parents en tant que tels, et l'intérêt plus large d'une communauté locale donnée, face à l'utilisation optimum de la ressource collective que représente une école ? Les parents monopolisent-ils, de fait, les relations entre l'école et son milieu ?

Il est également questionné « dans quelle mesure les comités d'école et de parents font-ils effectivement appel [ ...] à des personnes-ressources qui ne sont pas des parents ou qui n'ont pas actuellement d'enfants dans les écoles »<sup>307</sup>.

Il fut démontré dans le chapitre précédent que les organismes communautaires noirs anglophones de Montréal et de Toronto se sont mobilisés afin d'offrir des programmes de scolarisation et d'éducation envers la jeunesse noire anglophone pour remédier aux barrières systémiques rencontrées par les jeunes dans les établissements scolaires. La jeunesse noire n'est pas le seul groupe ciblé par les organismes communautaires ; les parents sont également pris en charge par ces organisations. Les travailleur·euse·s communautaires sont préoccupé·e·s par le manque d'implication des parents auprès de leurs jeunes, travailleur·euse·s qui peuvent être considérés comme les « personnes-ressources » citées plus haut dans le rapport du CSE. Afin d'initier la mise en place de structures officielles pour les parents, les organismes mettent en place des programmes de support pour les parents afrodescendants, en plus de produire bon nombre de documentation destinée à guider les parents d'enfants noirs, qui sont souvent peu acclimatés aux structures scolaires canadiennes. Par ces initiatives, les organismes communautaires font preuve de solidarité avec les parents d'enfants d'afrodescendants évoluant dans le système scolaire québécois. Ainsi, l'autodétermination des communautés noires peut également s'articuler autour de la reconnaissance des difficultés traversées par les parents, ainsi qu'à travers les solutions qui sont apportées par les membres de la communauté.

#### 4.2.1 Les efforts du CBWC, du QBBE et du BSC pour cibler le manque d'implication des parents

---

<sup>307</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1975-1976*, p.29-30.



Lors du Premier congrès des femmes noires en 1973, l'une des résolutions du panel sur l'éducation mentionne que les parents noirs et les membres des communautés noires doivent former un groupe. Le but de ce groupe serait d'éduquer les enseignant·e·s, les étudiant·e·s noir·e·s et les parents noirs afin qu'ils et elles soient en mesure de développer des stratégies pour rendre le système scolaire plus efficace pour les communautés noires<sup>308</sup>. Lors du Second Congrès des femmes noires de 1974, à Montréal, les parents ne sont pas oubliés lors des résolutions du panel sur l'éducation. En plus de réitérer les résolutions du panel de 1973 sur l'éducation, les participantes de cette seconde édition votent pour la mise en place d'un syndicat pour parents noirs à Montréal. Ce syndicat permettrait la mise en place d'un système de support pour les parents pour que les parents soient informés de façon constante au sujet des activités suivies par leurs enfants dans leur école. Toutefois, les participantes reconnaissent que la création d'un syndicat n'est pas suffisante pour que l'implication des parents dépasse le simple souci à l'égard de leur enfant. La résolution stipule qu'il est nécessaire que le syndicat soit en mesure d'exprimer ses opinions clairement aux autorités nécessaires. Ainsi, cette prise de parole permettrait d'atténuer l'apathie de la part du système de protection de jeunesse envers les enfants noirs grâce à la participation active et vocale des parents<sup>309</sup>. Cette apathie touche surtout les femmes noires, constat relevé dans la partie susmentionnée de ce chapitre.

Un constat similaire est érigé lors de la conférence sur l'éducation organisée en 1975 par le Quebec Board of Black Educators. En effet, les participant·e·s du panel au sujet de l'éducation primaire mentionnent la nécessité d'éduquer les parents, qui donnent l'exemple à leurs enfants. Le rapport de la conférence soulève que les parents perçoivent l'École avec plusieurs réserves, et que de ce fait, ils ne viennent pas aux entrevues auxquelles ils sont convoqués avec l'enseignant·e de leur enfant. La résolution stipule qu'il est de la responsabilité des enseignant·e·s de se faire connaître par les parents noirs à l'extérieur de l'école – une stratégie qui peut être efficace, mais qui renforce l'idée selon laquelle les communautés afrodescendantes sont un tout homogène et que forcément, ses membres naviguent dans les mêmes espaces. Selon la

---

<sup>308</sup> Lawrence Hill, *Women of Vision. The Story of The Canadian Negro Women's Association, 1951-1976*, Toronto, Umbrella Press, p.65.

<sup>309</sup> The Coloured Women's Club, *Report of the Second Congress of Black Women*, p.21.

résolution, si l'enfant est perçu comme le point de connexion entre l'école et la maison, il y aura une plus grande cohésion et communication entre les parents et l'école, et une élimination de potentiels problèmes de discipline de la part de l'enfant. Il fut toutefois mentionné que certains jeunes croient que les parents ne sont pas intéressés par leur situation scolaire. Afin de remédier à ces problèmes, deux solutions ont été proposées à l'issue du panel. D'abord, que les enseignant·e·s soient impliqués au sein du QBBE. Ainsi, des rencontres entre les enseignant·e·s et les parents peuvent être organisées afin que les deux groupes se rencontrent, et échangent à propos des enseignements donnés à leurs enfants.

La seconde solution est de créer un comité de parents au sein de la communauté noire montréalaise, mais avec une vocation différente de celle proposée par le CBWC. Ce comité ne serait pas lié à l'école – un exemple frappant qui corrobore la création de comités indépendants des structures scolaires dans les systèmes anglophones, souligné dans le rapport du CSE de 1975-1976. La solidarité est tout de même de mise dans cette initiative. Ce comité permettrait aux parents de se rassembler informellement, et de se soutenir si jamais l'un d'eux n'est pas en mesure d'assister à une rencontre avec l'enseignant·e : un autre parent pourrait participer.<sup>310</sup>

Cette section du rapport se conclut avec une idée de programme, initiée par Carl Whittaker, qui est d'ailleurs le coordonnateur du département de culture et d'éducation du Black Studies Centre<sup>311</sup>. Ce programme permettrait de régler les enjeux nommés ci-dessus ; le manque d'implication des parents, la nécessité de créer des comités hors des structures scolaires par et pour les parents, dans le but unique d'améliorer l'expérience des enfants noirs dans le système scolaire. À l'aide d'un schéma présenté sous forme de caractéristiques triangulaires, les enjeux peuvent être réglés à l'aide de la contribution de la famille, qui sont responsables d'inculquer des valeurs à leur enfant. Il est nécessaire de considérer l'attitude des parents envers le système scolaire, et la performance scolaire de l'enfant au sein de ses études doit également être considérée.

---

<sup>310</sup> Ashton Lewis, *Report on « Workshop on education » held on March 1975*, p.6-7.

<sup>311</sup> The Black Studies Centre, *The Black Studies Centre: its programmes, its achievements, its plans and its management*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 001, Dossier F07, Document 01, Concordia University Library, Special Collections, 1974, p.5.

Par la suite, un effort de la part de la communauté doit également être initié. La « communauté » doit s'occuper du système scolaire en le confrontant. Ce n'est pas une mince tâche : c'est pour cela que le ou la professionnel·le noir·e, issu·e de la communauté, a un rôle à jouer à ce point pour aider le parent<sup>312</sup>. Chose dite, chose faite : le soutien des parents noirs est pris en charge par des organismes communautaires, tels que le QBBE et le BSC.

#### 4.2.1.1 La langue d'instruction et le placement d'enfants en difficulté

Dans les années 1970, un volumineux document circule auprès des parents impliqués auprès du QBBE. Ce document intitulé « What You Should Know About Your Children and Their School » fait plus de 32 pages et cible une panoplie de problématiques qui touchent spécifiquement les enfants caribéens qui intègrent le système scolaire québécois. Le document est rédigé sous forme de questions et réponses, questions qui peuvent être envisagées par des parents qui viennent tout juste d'immigrer au Canada, peu importe leur statut. L'introduction du document situe les différences entre le système scolaire québécois et caribéen en insistant sur l'importance de la familiarisation des immigrant·e·s avec les structures québécoises afin d'encourager la réussite scolaire des enfants caribéens. D'entrée de jeu, il est spécifié que dans les Caraïbes, l'école et la famille travaillent ensemble pour éduquer l'enfant. Ce type de coopération ne se limite pas à la scolarisation de l'enfant : il est également question de la discipline personnelle de la conduite publique de l'enfant. Au Québec, le rôle de l'enseignant·e en relation avec l'enfant est beaucoup plus restreint, c'est-à-dire que si le parent ne porte pas une attention particulière au progrès de son enfant dans le système scolaire, le parent risque de ne pas être au courant des potentielles difficultés de son enfant, difficultés dévoilées une fois que l'enfant est évalué par l'enseignant·e<sup>313</sup>.

Ce constat est vrai : le Livre vert de 1977, souligne la participation mitigée des parents

---

<sup>312</sup> Ashton Lewis, *Report on « Workshop on education » held on March 1975*, Quebec Board of Black Educators, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 027, Concordia University Library, Special Collections, May 13, 1975, p.7.

<sup>313</sup> Quebec Board of Black Educators, *What You Should Know About Your Children and Their School*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier F32, Concordia University Library, Special Collections, 197-?, p.1

au sein de structures scolaires qui leur sont dédiées, telles que les comités de parents et les conseils intermédiaires<sup>314</sup>. Il n'est pas mentionné d'une forme d'implication autre que par ces comités qui ne facilitent pas la création d'un lien entre le parent et l'enseignant·e, malgré la participation de certain·e·s enseignant·e·s dans les comités de parents<sup>315</sup>. Le but du document mandaté par le QBBE est donc d'informer les parents au sujet du système scolaire québécois et ainsi leur éviter de tomber dans certains pièges qui attendent les non informés. Le pamphlet fut réalisé grâce au Negro Community Center qui a fourni des ressources « de base », Gaby Ostro du CEPGM, le secrétaire d'État qui a financé ce document, et finalement les services familiaux provinciaux, qui ont désigné une personne-ressource pour accompagner le QBBE lors de la rédaction du document<sup>316</sup>. Ainsi, le QBBE démontre son agentivité en sollicitant des instances officielles et communautaires qui œuvrent à l'éducation et au bon développement de l'enfant.

#### 4.2.1.2 Les limites de l'apprentissage de la langue maternelle versus la langue d'instruction

La première section du document se penche sur l'éducation publique au Québec et répond à certaines questions qui peuvent émerger à la suite de la migration de la famille après le début de l'année scolaire. Il est entre autres question de comment inscrire son enfant à l'école à la suite de la rentrée scolaire ainsi que les options de scolarisation pour les enfants âgés de 4 ans. Finalement, il est question de la langue de scolarisation. Un exemple est donné : si la langue parlée à la maison est le français, est-il possible d'envoyer son enfant dans une école anglophone ? Le gouvernement provincial oblige l'enfant à recevoir leur éducation dans la langue parlée à la maison. Lors de l'inscription, les parents doivent mentionner quelle langue est parlée à la maison, mais également la langue parlée dans le pays d'origine. À la suite de ce constat, la commission scolaire place l'enfant dans l'école appropriée. Cependant, si des doutes

---

<sup>314</sup> Gouvernement du Québec, *L'enseignement primaire et secondaire au Québec. Livre vert*, ministère de l'Éducation du Québec, Québec, 1977, p.25.

<sup>315</sup> Conseil supérieur de l'Éducation, *L'état et les besoins de l'éducation. Rapport 1975-1976*, p.29.

<sup>316</sup> Quebec Board of Black Educators, *What You Should Know About Your Children and Their School*, p.1.

émergent concernant l'habileté de l'enfant à parler la langue de l'école au sein de laquelle il est placé, des tests seront effectués par le ministère de l'Éducation, qui rendra une décision finale à la suite des résultats de ces tests<sup>317</sup>. Cette mesure est instaurée à la suite de l'adoption de la loi 22 en juillet 1974. La nouvelle loi limite l'accès à l'école anglaise pour les enfants francophones ou allophones ; les enfants doivent prouver leur connaissance suffisante de l'anglais à travers la mise en place de tests linguistiques<sup>318</sup>.

Le QBBE s'est d'ailleurs positionné au sujet de la loi 22 à l'issue de la conférence sur l'éducation, qui s'est déroulée en 1975. Le QBBE stipule que la communauté noire montréalaise doit s'efforcer d'être bilingue : une prise de position qui reflète le caractère anglophone de l'organisation et des membres qui la fréquentent. Toutefois, le QBBE souligne que l'acquisition de ce bilinguisme doit prendre en considération certains aspects. Les capacités intellectuelles, la stabilité émotionnelle et le potentiel académique de l'enfant doivent être pris en compte. Les parents doivent également être en mesure de supporter l'enfant à la maison, mais également dans son milieu scolaire, en faisant reconnaître ses droits auprès du personnel enseignant et administratif. À la lumière de ces considérations, le QBBE recommande que l'immersion scolaire des enfants, dans le but d'inculquer le bilinguisme, doit arriver idéalement au préscolaire. Le QBBE conseille également qu'aucun enfant soit placé dans une classe d'immersion après sa huitième année. Additionnellement, l'organisme souligne que les adolescent·e·s unilingues doivent être encouragés à participer à des programmes francophones qui promeuvent le bilinguisme. Finalement, le QBBE s'engage à améliorer la qualité des cours de français enseignés dans les écoles secondaires<sup>319</sup> : une preuve de son désir de participer au développement du plein potentiel linguistique des enfants des communautés afrodescendantes.

Ces recommandations sous-tendent d'un enjeu beaucoup plus grand : les limites de l'apprentissage de la langue maternelle à l'école versus la langue d'instruction. En effet, selon le groupe de travail de la communauté noire, les résolutions ministérielles

---

<sup>317</sup> Quebec Board of Black Educators, *What You Should Know About Your Children and Their School*, p.2.

<sup>318</sup> Miguel Simão Andrade, « La Commission des écoles catholiques de Montréal et l'intégration des immigrants et des minorités ethniques à l'école française de 1947 à 1977 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.60, no.4, 2007, p.471.

<sup>319</sup> Ashton Lewis, *Report on « Workshop on education » held on March 1975*, p.14.

ne prennent pas en considération les nuances entre langue maternelle et langue d'instruction. Ce manque de reconnaissance, en plus d'invisibiliser la réalité des communautés noires anglophones montréalaises, démontre la focalisation du gouvernement sur la langue comme trait identitaire, plutôt que la couleur de peau ou la culture.

Selon le Livre vert et ses objectifs de formation, l'élève devrait être en mesure, à sa sortie de l'école primaire, d'être apte à s'exprimer oralement dans sa langue maternelle en respectant certaines règles quant à l'élocution, étendue du vocabulaire, la prononciation et la structure de phrases<sup>320</sup>. Notons cependant qu'il n'y a pas de spécification quant à savoir de quelle langue maternelle il s'agit. Le mémoire sur le Livre vert, rédigé par le groupe de travail sur l'éducation de la communauté noire, souligne l'aspect dichotomique de cette affirmation. Les objectifs de formation présentés perpétuent cette confusion, car « rien ne précise que les auteurs du Livre vert définissent péremptoirement comme langue maternelle l'anglais pour une catégorie de gens et le français pour les autres ». Ainsi, le groupe de travail soulève qu'il y a une coupure nette entre la langue maternelle et la langue d'instruction, et que le document ministériel ne reconnaît pas les barrières rencontrées par un enfant dont la langue maternelle est le français versus un enfant dont la langue maternelle est autre que le français<sup>321</sup>.

Cette coupure peut être attribuée à la mise en place de la Charte de la langue française, en août 1977, ainsi que l'assimilation massive des immigrant·e·s aux structures anglophones. L'historien Sean Mills rapporte cependant que plusieurs Montréalais de gauche reconnaissant que l'enjeu ne provient pas du refus des immigrant·e·s de s'intégrer dans leur nouvelle société. Ce sont des raisons de nécessité économique qui poussent les immigrant·e·s à intégrer la langue et la culture « du pouvoir dominant »<sup>322</sup>. Cette assimilation inquiète l'élite nationaliste canadienne-française, qui cherche à

---

<sup>320</sup> Gouvernement du Québec, *L'enseignement primaire et secondaire au Québec. Livre vert*, p.38.

<sup>321</sup> Charles Tardieu-Dehoux et Esmeralda Thornhill, *Mémoire sur le Livre Vert*, Le Groupe de travail sur l'éducation de la communauté noire, Montréal-Québec, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 033, Dossier 040, Concordia University Library, Special Collections, avril 1978, p.4.

<sup>322</sup> Sean Mills, *Contester l'empire: Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963 à 1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, p.191.

intégrer les immigrant·e·s dans la communauté francophone à travers ses instances éducationnelles<sup>323</sup>. En 1977, la Charte de la langue française est adoptée, qui réserve l'école anglaise aux membres de la communauté anglo-québécoise, et qui oblige les personnes nouvellement établies au Québec à fréquenter l'école française<sup>324</sup>. À ce sujet, le groupe de travail de la communauté noire mentionne qu'il est important « de souligner pour tous que nous affirmons avec les Québécois·e·s d'origine française la volonté de dignité du peuple québécois dont nous sommes »<sup>325</sup>. Cependant, le groupe poursuit en notant que « s'il est question pour les francophones d'origines de revaloriser leur langue et leur culture, il en est de même pour les Québécois·e·s d'origine ethnique différente, puisque le Québec n'est pas un bloc monolithique »<sup>326</sup>. Cette interprétation correspond à l'analyse réalisée par Dorothy W. Williams au sujet de la réaction des communautés noires anglophones face au débat sur la langue française. En effet, elle rapporte que le sentiment de la communauté noire est que la focalisation du gouvernement sur les enjeux linguistiques entraîne un aveuglement du gouvernement au sujet de la justice sociale et des droits humains<sup>327</sup>. Toutefois, il serait faux d'homogénéiser les perceptions de la communauté noire au sujet de la langue française ; des appuis émergent de la part des intellectuel·le·s haïtien·ne·s francophones<sup>328</sup>.

L'historien Robert Gagnon dément l'hypothèse selon laquelle les communautés immigrantes choisissent l'école anglaise en raison du refus des écoles catholiques de les accueillir<sup>329</sup>. Dans un article qui se penche sur les procédés historiques et socio-économiques qui ponctuent les écoles catholiques entre la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à la fin des années 1960, Robert Gagnon conclue que les immigrant·e·s choisissent d'inscrire leurs enfants dans les écoles anglaises, qu'elles soient catholiques

---

<sup>323</sup> Miguel Simão Andrade, « La Commission des écoles catholiques de Montréal et l'intégration des immigrants et des minorités ethniques à l'école française de 1947 à 1977 », p.457.

<sup>324</sup> *Ibid.*, p.474.

<sup>325</sup> Charles Tardieu-Deboux et Esmeralda Thornhill, *Mémoire sur le Livre Vert*, p.7.

<sup>326</sup> *Ibid.*

<sup>327</sup> Dorothy W. Williams, « Unintended Consequences: Bill 101 and the English-Speaking Black Community », *La Charte. La loi 101 et les Québécois d'expression anglaise / The Charter. Bill 101 and English-Speaking Quebec*, Laval, Les Presse de l'Université Laval, 2021, p.390.

<sup>328</sup> Sean Mills, *Une place au soleil: Haïti, les Haïtiens, et le Québec*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2016, p.174.

<sup>329</sup> Robert Gagnon, « Pour en finir avec un mythe : le refus des écoles catholiques d'accepter les immigrants », *Bulletin d'histoire politique*, vol.5, no.2, 1997, p.121.

ou protestantes, en de la force économique que représentante la langue anglaise<sup>330</sup>. Cette affirmation est reconnue par l'historien Miguel Simão Andrade, mais nuancée : « le fait que le choix de l'école anglaise soit principalement lié à la force sociale et économique de la langue anglaise ne saurait nous empêcher de constater l'existence de pratiques d'exclusion dans les écoles franco-catholiques »<sup>331</sup>. Or, ces deux historiens ne prennent pas en considération la spécificité de la communauté noire, dont la racialisation du fait de leur couleur de peau entraîne une expérience différente au sein des structures scolaires québécoises, comme il le fut démontré dans le chapitre précédent. À la lumière des documents produits par le QBBE et le groupe de travail sur l'éducation de la communauté noire, les débats linguistiques entraînent des questions importantes au sujet de la place de la communauté noire dans la société québécoise, questions soulignées par le QBBE :

Blacks in this province are personally committed to becoming or being bilingual Quebeckers yet we cannot become Québécois. Their sense of belonging was shaken, and they reasoned that, if the White Paper states that language and culture are inseparable, then where does that place Blacks who have a history and culture of our own? We cannot integrate into Quebec Society. We must maintain our heritage. <sup>332</sup>

Selon l'historienne Dorothy W. Williams, cette division n'est pas une fatalité : les communautés noires anglophones sont tout de même en accord avec l'importance de l'apprentissage de la langue française. Conscient·e·s du flux important d'immigrant·e·s anglophones dans la province québécoise, la communauté noire se mobilise auprès du gouvernement provincial afin de faire valoir leur désir de recevoir du support afin de mettre en place des formations pour que le français soit davantage pratiqué dans les communautés afrodescendantes noires montréalaises. Cette mobilisation est entendue par le gouvernement, qui finance plusieurs organisations communautaires noires afin

---

<sup>330</sup> *Ibid.*, p.136.

<sup>331</sup> Miguel Simão Andrade, « La Commission des écoles catholiques de Montréal et l'intégration des immigrants et des minorités ethniques à l'école française de 1947 à 1977 », p.476.

<sup>332</sup> Dorothy W. Williams, « Unintended Consequences: Bill 101 and the English-Speaking Black Community » , *La Charte. La loi 101 et les Québécois d'expression anglaise / The Charter. Bill101 and English-Speaking Quebec*, Laval, Les Presse de l'Université Laval, 2021, p.391.



qu'elles développent des programmes d'apprentissage de français<sup>333</sup>. Ainsi, faire valoir l'apprentissage de la langue française, un objectif du gouvernement provincial, permet l'attribution de financement aux organisations communautaires noires – financement qu'elles ne reçoivent pas pour la mise en place de programme de scolarisation. Il est donc possible de déduire que des barèmes identitaires communs, tels que la reconnaissance de l'importance de la langue française, attirent l'attention du gouvernement et ses bonnes grâces financières envers les organisations communautaires noires.

#### 4.2.1.3 « Please, you owe this to your child » : le placement d'enfants en difficultés, un enjeu communautaire, sociétal et parental

Comme souligné dans le chapitre précédent, plusieurs enfants d'origine autre que blanche se retrouvent dans des classes dites pour « apprenant·e·s lent·e·s »<sup>334</sup>. Selon le groupe de travail de la communauté noire, ce phénomène est causé par la prépondérance accordée à la langue maternelle lorsqu'il est temps de placer les enfants dans les classes, à la suite des résultats des tests réalisés par le Ministère. Le groupe poursuit en mentionnant que c'est au sein de pays capitalistes que l'on retrouve des concentrations de travailleur·euse·s d'origines ethniques et linguistiques variées et que le manque de valorisation de la langue maternelle est accompagné d'un rejet de la culture des étudiant·e·s par les milieux scolaires. Par ce fait même, les élèves abandonnent massivement ou échouent leurs cours, ce qui entraîne la création d'une main-d'œuvre sous-qualifiée dans la société québécoise<sup>335</sup>. Cette mention de pays capitalistes démontre toute la portée des idéologies socialistes et marxistes qui ponctuent l'espace montréalais de la seconde moitié du XXe siècle<sup>336</sup>. Le document du QBBE n'abandonne pas les parents lorsqu'il est question de l'apprentissage de la langue française ; le document donne plusieurs conseils aux parents pour aider leurs enfants à maîtriser la langue d'accueil. Il est mentionné que les parents peuvent

---

<sup>333</sup> *Ibid.*

<sup>334</sup> Slow learners dans les textes d'origine. Cette traduction libre est utilisée pour refléter la véracité historique des documents utilisés.

<sup>335</sup> Charles Tardieu-Dehoux et Esmeralda Thornhill, *Mémoire sur le Livre Vert*, p.5.

<sup>336</sup> David Austin, « All Roads Led to Montreal: Black Power and the Black Radical Tradition in Canada », p.528.

encourager leurs enfants à lire en français, regarder la télé en français et de parler français autant que possible, en plus d'informer les parents de l'existence de programmes d'immersion en français<sup>337</sup>.

Des stratégies sont données aux parents à travers le pamphlet du QBBE dans un contexte où leur enfant serait placé dans une classe pour « apprenant·e·s lent·e·s » en raison de leurs difficultés à comprendre et à parler leur langue d'instruction. D'abord, si l'enfant est placé dans l'une de ces classes, la première chose à faire est de contacter le Black Liaison Officer. La page six détaille les étapes à suivre pour contacter l'officier·ère de liaison, un·e éducatrice d'expérience affilié au CEPGM, dont le but est de s'assurer du bien-être de l'enfant au sein de son école. Voilà le·a professionnel·le noir·e mentionné·e par Carl Whittaker dans son schéma. Le rôle de l'officier·ère de liaison est de s'assurer que l'enfant est placé dans la classe adéquate pour lui, d'aider l'école à placer l'enfant dans une classe dite « spéciale » si nécessaire. Présent·e à une école différente chaque jour, l'officier·ère de liaison est également chargé de supporter le parent en prodiguant des conseils pour aider l'enfant et son éducation dans un contexte montréalais, en plus d'organiser des sessions de travail parascolaire pour l'enfant, si le besoin est.<sup>338</sup> Finalement, l'officier·ère travaille avec les parents, les enseignant·e·s, le Children's Service Centre susmentionné, les tribunaux de protection de la jeunesse et les organismes noirs communautaires, afin de s'assurer que ces structures comprennent davantage les besoins de l'enfant.<sup>339</sup>

L'existence de cet agent·e de liaison, mandaté par le CEPGM et présenté par le QBBE démontre la reconnaissance des structures qui limitent l'épanouissement de l'enfant noir dans la société montréalaise. En étant impliqué auprès de structures variées qui touchent de près ou de loin le bien-être de l'enfant, l'officier·ère de liaison guide le parent et l'enfant au sein de structures communautaires et institutionnelles. La réactivité du QBBE face aux difficultés rencontrées par les parents et les jeunes noir·e·s dans les structures scolaires est démontrée à travers la mise en place du poste

---

<sup>337</sup> Quebec Board of Black Educators, *What You Should Know About Your Children and Their School*, p.13.

<sup>338</sup> Quebec Board of Black Educators, *What You Should Know About Your Children and Their School*, p.6.

<sup>339</sup> *Ibid.*, p.16.

d'officier·ère de liaison.

Le document du QBBE mentionne également la spécificité de la John Grant High School, située à Côte-Saint-Luc, un quartier privilégié par les personnes blanches en pleine ascension sociale, et donc peu prisé par les familles noires<sup>340</sup>. Cette école est ciblée par le QBBE pour une raison bien spécifique : plusieurs enfants noirs s'y retrouvent, malgré l'absence de population afrodescendante à Côte-Saint-Luc. En effet, trois caractéristiques qui peuvent entraîner le placement d'un enfant dans cette école secondaire sont décrites. Si l'enfant a été placé dans une classe « spéciale » au primaire, qu'il est âgé de douze ans et qu'il est issu d'une famille qui vient tout juste d'arriver à Montréal en provenance de l'Afrique ou des Caraïbes. Ainsi, le document pousse le parent à interroger la décision de placer l'enfant dans cette école, interrogation qui passe par la mobilisation du parent auprès d'instances et d'individus clés. Il est stipulé que les parents ne doivent pas signer de document qui autorise leur enfant à aller dans cette école avant d'avoir contacté un agent·e affilié au QBBE. Ce point de contact récoltera l'information sur la situation de l'enfant placé avant d'approcher les parents pour discuter des mesures à prendre. Le document insiste sur ce point, en mentionnant que « the action on your part is very very important »<sup>341</sup>, et supplie même les parents de ne pas négliger cette situation, considérant que cela peut déterminer si l'enfant reçoit une éducation adéquate, éducation qui peut mener à son avancement socio-économique dans la société canadienne : « please, you owe this to your child »<sup>342</sup>.

#### 4.2.2 Trucs pour les parents en été : la circulation d'idées entre Montréal et Toronto

L'implication des parents ne se limite pas au support de l'enfant au sein de structures scolaires : il est également question de l'éducation culturelle de l'enfant par les parents. Nous avons démontré dans le chapitre précédent comment les organismes communautaires montréalais et torontois se mobilisent pour créer des espaces créés par des personnes noires pour des personnes noires, afin d'encourager le développement d'une identité culturelle noire dans un contexte de majorité blanche. Les écoles d'été

---

<sup>340</sup> Dorothy W. Williams, *Les Noirs à Montréal: Essai de démographie urbaine*, p.141.

<sup>341</sup> Quebec Board of Black Educators, *What You Should Know About Your Children and Their School*, p.7-8.

<sup>342</sup> *Ibid.*

permettent le développement d'une telle identité, en plus de permettre aux enfants d'améliorer leur rendement scolaire. *What You Should Know About Your Children and Their School* dédie plusieurs pages aux programmes de mentorat dans la communauté noire. À travers l'explication de ces programmes et de la logistique les entourant, le parent peut avoir une idée des acquis de l'enfant au sein de ces programmes, en plus d'en savoir plus sur les coûts liés au programme. Au moment de la publication du document, il est souligné que les programmes de tutorat, tels que le Bana I, sont gratuits considérant qu'il s'agit d'une initiative conjointe de la communauté noire et du CEPGM.

Le pamphlet poursuit en encourageant le parent à inscrire ces enfants au sein de ces programmes pour deux raisons. D'abord, l'enfant doit recevoir une éducation au goût du jour qui n'est pas nécessairement similaire à celle reçue par les parents. Le QBBE invite les parents à reconnaître qu'ils ne sont peut-être pas outillés pour aider les enfants à atteindre leur plein potentiel. Il s'agit d'un enjeu qui peut être remédié à l'aide des programmes de tutorat initiés par les organisations afrodescendantes. Il est souligné qu'il est possible que l'enfant ait besoin d'un programme de tutorat pour atteindre les standards de performance attendus par sa classe, fixés par les commissions scolaires. Si l'enfant est nouveau à l'école, il n'est pas rare qu'il ne soit pas en mesure de recevoir l'attention nécessaire de l'enseignant·e pour atteindre ces standards, d'où l'idée de participer à un programme de tutorat pour pallier cet enjeu<sup>343</sup>. Cependant, qu'arrive-t-il lorsque les enfants ne sont pas inscrits dans ces écoles d'été ? Comment les parents peuvent-ils supporter leurs enfants durant les vacances ?

Dans la section finale du pamphlet *What You Should Know About Your Children and Their School* intitulée « General Informations », le QBBE donne des pistes de solution aux parents qui souhaitent poursuivre l'éducation de leur enfant durant les grandes vacances d'été, et pas uniquement à travers leur scolarisation. De nombreuses stratégies sont énoncées afin de favoriser le développement de l'estime personnelle de l'enfant, développement intrinsèquement lié au succès éducatif de l'enfant. Ces stratégies ne sont pas choisies au hasard. Un article publié par le journal torontois *Contrast* en avril

---

<sup>343</sup> Quebec Board of Black Educators, *What You Should Know About Your Children and Their School*, p.23-25.

1975, intitulé « Summertime tips for parents », présente des stratégies similaires pour les parents torontois qui souhaitent s'impliquer davantage dans l'éducation de leur enfant. Les deux documents reconnaissent que le parent est le premier enseignant de l'enfant<sup>344</sup> ; cependant, l'article de Contrast reconnaît que dans plusieurs instances, la première enseignante est la mère<sup>345</sup>.

Considérant que ces deux documents furent trouvés dans le fonds d'archives du Black Studies Centre, et qu'il fut démontré dans le chapitre deux les liens existants entre le QBBE et le BSC, il est possible de supposer que les personnes qui ont rédigé le pamphlet se sont inspirées de cet article de journal. Le premier point souligné par les deux documents est de reconnaître les réussites de l'enfant, aussi petites qu'elles puissent être, et de le féliciter en conséquence. En encourageant l'enfant à parler de ses expériences, son langage peut être développé et amélioré. Les deux documents mentionnent également l'importance de créer d'une attitude positive chez l'enfant envers ses apprentissages. Pour y arriver, le QBBE et l'auteur de l'article de Contrast, Harold E. Charles, encouragent les parents à investir dans l'achat de livres, de magazines et de journaux, afin de stimuler l'enfant à lire<sup>346</sup>.

Le pamphlet du QBBE et l'article du journal Contrast soulignent tous deux l'importance d'initier l'enfant à la richesse de la culture noire. Cependant, la formulation des stratégies diffère d'un document à un autre. Les deux documents reconnaissent que chaque foyer doit contenir des « matériaux de référence », tels que des illustrations ou des affiches qui font valoir la culture noire et les retombées de cette dernière dans la société actuelle<sup>347</sup>. L'article du journal Contrast propose d'autres alternatives pour mettre de l'avant l'identité noire, telle que le théâtre noir progressif, les expositions sur l'histoire afro-américaine, les films et les performances musicales. Finalement, le QBBE et Charles concluent tous deux leurs documents en insistant sur

---

<sup>344</sup> Quebec Board of Black Educators, « What You Should Know About Your Children and Their School », p.7.

<sup>345</sup> Harold E. Charles, « Summertime tips for parents », *Contrast*, Black Studies Centre Fonds (F035), Boîte 081, Concordia University Library, Special Collections, 18 avril 1975.

<sup>346</sup> Quebec Board of Black Educators, « What You Should Know About Your Children and Their School », p.27 ; Harold E. Charles, « Summertime tips for parents »

<sup>347</sup> Quebec Board of Black Educators, « What You Should Know About Your Children and Their School », p.28 ; Harold E. Charles, « Summertime tips for parents ».

la responsabilité des parents de garder contact avec l'école de leurs enfants, et qu'il s'agit d'une responsabilité morale de leur côté de procurer la meilleure éducation possible à leurs enfants<sup>348</sup>.

La mise en place de stratégies communautaires pour la famille noire démontre l'importance qui est accordée à la famille comme milieu formateur pour la jeunesse noire. D'abord, les familles, avec ou sans enfants, sont sollicitées à travers la publication de rubriques qui incitent les adultes noirs à adopter des enfants, disproportionnellement représentés dans les structures d'adoption. Cependant, ces rubriques ne s'interrogent pas sur les causes de ce déséquilibre, bien que certaines femmes noires avancent que l'expérience de la femme noire au sein des structures du bien-être social peut entraîner un mépris des instances d'adoption. L'essentialisation des mères noires par les personnes œuvrant au sein du système de bien-être social ainsi que le statut financier précaire de ces mères causées par la désertion de leur partenaire peut enclencher le processus de mise en adoption de leurs enfants, bien que ce processus tente d'être évité par les représentant·e·s du système de protection de la jeunesse. Paradoxalement, le rôle formateur des parents pour les enfants est reconnu par les instances gouvernementales de scolarisation et d'éducation.

Considérés comme les premiers enseignants de l'enfant, les organismes noirs reprennent les enjeux ciblés par le Conseil supérieur de l'Éducation et en les adaptant aux réalités des familles noires. Ces enjeux s'articulent autour de la langue d'instruction et de l'aspect dichotomique du placement d'enfants d'immigrant·e·s dans les classes une fois leur arrivée au Québec. Les débats linguistiques touchent particulièrement les communautés afrodescendantes, qui se sont prononcées à la fois sur la loi 22 et la loi 101. En verbalisant leurs inquiétudes, les membres de communautés afrodescendantes anglophones démontrent un souci réel de s'intégrer dans la société québécoise francophone, tout en tentant de conserver leur héritage et legs culturel. Les organismes se mobilisent également au sujet du placement d'enfants noirs dans des classes pour « apprenant·e·s lent·e·s », une conséquence importante des

---

<sup>348</sup> Quebec Board of Black Educators, « What You Should Know About Your Children and Their School », p.29; Harold E. Charles, « Summertips for parents »

tests réalisés par le ministère de l'Éducation pour déterminer la langue d'instruction de l'enfant. Les parents ne sont pas laissés à eux-mêmes s'ils ne sont pas en mesure d'envoyer leur enfant dans les écoles d'étés créés par le QBBE. Des stratégies sont articulées par le QBBE afin d'encourager l'acquisition de compétences nécessaires à l'émancipation scolaire de la jeunesse noire dans les structures scolaires québécoises. Ces stratégies ne sont pas prises au hasard ; elles sont le fruit d'une circulation d'idées entre Toronto et Montréal, grâce à l'envoi hebdomadaire du journal au directeur du Black Studies Centre, Clarence Bayne.

## CONCLUSION

Les années 1970 représentent une période charnière pour le solidarisme afro-montréalais. Par l'émergence de nouvelles organisations communautaires créées par les immigrant·e·s noir·e·s qui s'établissent à Montréal dès la seconde moitié des années 1950, les membres des communautés afrodescendantes démontrent un désir de remédier aux biais qui caractérisent leur expérience dans la société montréalaise. Le présent mémoire s'est penché sur le développement de stratégies qui touchent la scolarisation de la jeunesse noire dans les structures scolaires. Il fut également question de démontrer que ces stratégies ne ciblent pas uniquement la jeunesse. Les parents sont également considérés dans l'articulation de ces tactiques.

Les membres des organisations communautaires présentées dans cette étude se distinguent par leur position doublement minoritaire dans la société québécoise. Anglophones et noirs, ces individus doivent pallier avec les débats linguistiques qui caractérisent la province au sein de laquelle ils résident. Ultimement, ces débats teintent certaines pratiques dans les structures scolaires, telles que le classement d'élèves dans des classes spécialisées et la langue maternelle, contraire à la langue d'instruction. Les personnes noires ne restent pas de marbre face au climat idéologique et politique qui touche les instances gouvernementales officielles, dont les écoles. Plutôt que d'agir de façon recluse, elles se mobilisent à travers la création de programmes et de documentation pour faciliter l'intégration des jeunes dans les écoles et alléger la tâche des parents, qui doivent déjà s'accoutumer aux mœurs de la société québécoise.

Les programmes ne sont pas à vocation intégrationniste : au contraire, ils mettent de l'avant la célébration de la culture et de l'héritage afrodescendant. En adaptant les coutumes des pays d'origine des communautés afrodescendantes aux acquis scolaires occidentaux, les organisations communautaires reconnaissent l'essentialisation identitaire subite par les personnes noires dans les structures officielles. Cette



essentialisation s'incarne à travers la superficialité des apprentissages lorsqu'il est question de documenter ou d'historiciser la présence noire dans les manuels scolaires. Ces acquis sont transmis par des enseignant·e·s issu·e·s de la majorité : des personnes blanches qui n'ont pas été adéquatement formées pour éradiquer les stéréotypes concernant les communautés afrodescendantes dans leurs enseignements.

Certaines entraves limitent la survie des stratégies de scolarisation et d'éducation, telles que le financement inconstant des gouvernements fédéral et provincial envers les organisations communautaires et l'existence de tensions idéologiques dans les organismes susmentionnés. Or, ces obstacles ne se soldent pas par l'échec des programmes mis en place. Au contraire, les organisations communautaires redoublent d'efforts et trouvent des moyens d'innover afin d'améliorer les stratégies mises en place. Par exemple, la première phase du Black Cultural Programme, bien que réussie, se caractérise par un roulement de personnel important qui crée de l'insatisfaction chez les jeunes. À la suite d'une rencontre avec les parents, les organisateur·ice·s et les bénévoles du programme sont en mesure de s'améliorer et de trouver des solutions pour confirmer la pérennité des projets.

Tout comme les organisations communautaires noires, le Conseil supérieur de l'Éducation reconnaît que l'implication des parents et de la famille est la clé pour assurer d'une bonne communication entre l'école et le jeune. Cependant, les structures qui régissent la famille noire, telles que les agences d'adoption et les services de bien-être social sont rarement inclusifs et compréhensifs à l'égard des spécificités identitaires et expérientielles des communautés afrodescendantes. Les personnes blanches qui évoluent au sein de ces structures, bien que parfois bien intentionnées, ne réalisent pas les enjeux qui sous-tendent la présence d'enfants et de parents noirs dans des instances représentées par la population majoritaire. Le racisme qui existe au sein de ces institutions est sournois et se matérialise à travers la stéréotypisation des femmes noires, ou bien la hiérarchisation raciale qui caractérise les structures d'adoption. Bien qu'il soit complexe de s'attaquer à ces structures, considérant l'aspect systémique du racisme et des discriminations subites, les membres des communautés afrodescendantes réagissent et se mobilisent. Que ce soit au sein de chroniques au sein de journaux pour dénoncer ou sensibiliser ces enjeux, ou bien à travers l'action

individuelle de personnes qui prennent soin des enfants, l'agentivité des personnes noires est sans équivoque.

Cette autonomie n'est pas isolée : elle s'inscrit dans un mouvement plus large d'autodétermination afro-canadienne. En effet, la spécificité des discriminations subites au Canada, et plus spécifiquement au Québec, ne reste pas ignorée par les personnes noires qui résident en Ontario, aux États-Unis, et même en Afrique. À travers le déroulement d'événements et de conférences qui sollicitent l'avis de personnes partout dans le monde, les organisations communautaires montréalaises développent des liens de solidarité avec les autres communautés noires canadiennes, américaines et africaines. L'émergence du Black Power aux États-Unis est d'ailleurs une variable non négligeable de l'articulation de l'autodétermination noire au Canada : plusieurs membres des organisations communautaires documentées dans cette étude observent de près ce qui se passe chez leurs voisins du Sud. Ces événements ne touchent pas uniquement les communautés afrodescendantes. Fortement influencées par les luttes afro-américaines, certaines personnes blanches ne font pas la distinction entre l'expérience afro-canadienne et l'expérience afro-américaine, comme démontré dans le débat des pratiques « ethniques ».

La solidarité et l'implication communautaire sont des atouts prisés par les membres des communautés afrodescendantes, qui célèbrent financièrement et symboliquement les jeunes qui se distinguent dans leur milieu. La mise en place de bourses d'études et le rayonnement médiatique des jeunes font également partie de stratégies pensées par et pour les communautés noires. Malgré les dissensions idéologiques qui opposent par moment les étudiant·e·s au reste des personnes noires, il est possible d'observer certains moments de solidarité intergénérationnelle au sein des Congrès des femmes noires du CBWC.

Les femmes noires occupent d'ailleurs une grande place dans ce mémoire. Leurs organisations sont établies depuis plusieurs décennies : le Coloured Women's Club, depuis plus d'un siècle. Elles sont militantes, mères, enseignantes, travailleuses communautaires, rédactrices. En plus de participer à l'élaboration des stratégies des organisations communautaires susmentionnées, elles développent une propre pensée

féministe et intersectionnelle dans leurs événements. Le présent mémoire reproduit certaines des mises en garde émises par Funké Aladejebi et Karen Flynn au sujet de l'écriture de l'histoire des femmes afro-canadiennes. Les actrices présentées dans le présent mémoire s'expriment en anglais et sont majoritairement caribéennes. Toutefois, en tant que femmes noires anglophones, elles sont considérées comme minoritaires dans l'espace au sein duquel elles évoluent, soit Montréal, une ville majoritairement francophone. Malgré l'existence de réseaux en Ontario, les stratégies articulées par les femmes noires démontrent tout de même un désir d'enracinement dans la métropole québécoise. Bien que leur expérience dans leur pays d'origine teinte la manière dont elles articulent leurs initiatives, elles sont tout de même en mesure d'adapter ces dernières dans un contexte montréalais et québécois.

À la lumière des arguments présentés tout au long du mémoire, il est possible d'affirmer que les membres des communautés noires peuvent être considérés comme des vecteurs et des vectrices légitimes de savoirs. Outre les stratégies articulées par les organisations communautaires qui ont été mises de l'avant, plus de la moitié de la documentation utilisée pour soutenir les propos de ce mémoire a été produite par des personnes noires. Il ne faut pas se limiter aux documents qui ont été produits par l'État pour évaluer de la tangibilité des stratégies de scolarisation des organismes communautaires afrodescendants montréalais et anglophones dans les années 1970. La première mention concrète et complète de l'expérience de la jeunesse noire en 1977 dans un rapport du Conseil supérieur de l'Éducation ne reflète pas la pluralité de tactiques qui ont été mises de l'avant par les communautés noires, et ce, bien avant la période chronologique ciblée pour le présent mémoire. Pour faire l'histoire des communautés afrodescendantes dans les espaces où elles sont minoritaires, il faut sortir des sentiers battus et innover en utilisant des documents créés par et pour ces communautés. Ainsi, les récits eurocentriques qui caractérisent les savoirs appris dans les écoles et les universités pourront être nuancés pour représenter l'apport de toutes les communautés qui évoluent dans la société québécoise : autochtones, noires et racisées.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Journaux

Contrast (1971-1976)

Focus Umoja (1974)

The Gazette (1971-1975)

The Ottawa Citizen (1980)

Montreal Star (1970-1975)

UHURU (1970)

### 2. Fonds d'archives

Black Studies Centre Fonds, (1912-2014). (F035), Concordia University Library, Special Collections, Montréal, Québec.

Negro Community Centre /Charles H. Este Cultural Centre fonds, (1929-1997). (F013), Concordia University Library, Special Collections, Montréal, Québec.

### 3. Sources imprimées

#### 3.1 Autobiographies

BRAITHWAITE, Rella et Enid F. D'OYLEY, « Women of our times », The Canadian Negro's Women Association for the National Congress of Black Women, Sheppard & Sears, Toronto, 1973, 40p.

#### 3.2 Publications gouvernementales

BROSSEAU, Laurence et Michael DEWING, « Le multiculturalisme canadien », Bibliothèque du Parlement., Ottawa, mars 2018, 34p.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION, L'école et les enfants de divers groupes ethniques et religieux, Sainte-Foy, Gouvernement du Québec, août 1979, 19p.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION, L'égalisation des chances en éducation. Énoncé de principes adopté à la 233<sup>e</sup> réunion, Sainte-Foy, 25 avril 1980, 18p.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION, Rapports annuels sur l'état et les besoins de l'éducation. (1966-1979)

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC, « Troisième partie ou Tome III. L'administration de l'enseignement. Diversité religieuse, culturelle, et unité de l'administration », Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, Gouvernement du Québec, 1966, 432p.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LA SITUATION DE LA FEMME AU CANADA, Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, Ottawa, Gouvernement du Canada, 28 septembre 1970, 540p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, L'enseignement primaire et secondaire au Québec. Livre vert, ministère de l'Éducation du Québec, Québec, 1977, 147p.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, L'enseignement primaire et secondaire au Québec. Livre Vert Gouvernement du Québec, Québec, 1977, 147p.

OPPORTUNITIES FOR YOUTH PROGRAM, Catalogue of projects funded in 1971 under the Federal Government Opportunities for Youth Program, Department of the Secretary of State, Canada, 1971, 214p.

#### 4. Études

##### 4.1 Articles scientifiques

ANDRADE, Miguel Simão, « La CECM et l'intégration scolaire des immigrantes : entre la foi et la langue (1947-1967) », *Migrance*, no.34, 2009, pp. 76-93.

———, « La Commission des écoles catholiques de Montréal et l'intégration des immigrants et des minorités ethniques à l'école française de 1947 à 1977 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.60, no.4, 2007, pp.455-486.

BRIGGS, Laura, « Mother, Child, Race, Nation: The Visual Iconography of Rescue and the Politics of Transnational and Transracial Adoption », *Gender & History*, vol.15 no.2 2003, pp. 179–200.

CALLISTE, Agnes, « The Influence of the Civil Rights in Canada and Black Power Movement in Canada », *Race, Gender & Class*, vol.2, no.3, 1995, pp.123-140.

- DESCARRIES-BÉLANGER, Francine et Christine CORBEIL, « La maternité : un défi pour les féministes », *Revue internationale d'action communautaire*, vol.18, no.58, 1987, pp.141-152.
- ESTE, David C, «Black Canadian Historical Writing (1970-2006). An Assessment », *Journal of Black Studies*, vol.38, n.3, 2008, pp.388-406.
- GAGNON, Robert, « Pour en finir avec un mythe : le refus des écoles catholiques d'accepter les immigrants », *Bulletin d'histoire politique*, vol.5, no.2, 1997, pp.120-141.
- GASTAUT, Yvan, « La crise de Saint-Léonard ou l'identité québécoise en question (1967-1968) », *Migrance*, no.34, 2009, pp.93-110.
- HENRY, Frances, « The West Indian Domestic Scheme in Canada. » *Social and Economic Studies*, vol. 17, no. 1, 1968, pp.83-91.
- LABELLE, Micheline, Serge LAROSE et Victor PICHÉ, « Politique d'immigration et immigration en provenance de la Caraïbe anglophone au Canada et au Québec, 1900-1979 », *Études Ethniques au Canada*, vol.15, no.2, 1983, 24p.
- MILLS, Jennifer, « Conferencing as a Site for the Mobilization of Black Feminist Identities in the Congress of Black Women in Canada, 1973-1983 », *Journal of Black Studies*, vol.46(4), 2015, p.415-441.
- POTTER, Harold, « Negroes in Canada », *The Journal of the Institute of Race Relations*, vol.3, no.1, 1961, pp.39-56.
- SMALL, Shirley et Esmeralda M.A THORNHILL, « Harambec! Quebec Black Women Pulling Together », *Journal of Black Studies*, vol.38, no.3, 2008, pp.427-442.
- WALKER, Barrington, « The National Black Coalition of Canada, 'Race', and Social Equality in the Age of Multiculturalism », *The CLR James Journal*, vol.20, no.1, 2014, pp.159-177.
- WATERS, Rosanne, « African Canadian Anti-Discrimination Activism and the Transnational Civil Rights Movement, 1945-1965 », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol.24, no.2, 2013, p.386-424.

#### 4.2 Monographies

- ALADEJEBI, Funké et Michele A. JOHNSON, *Unsettling the Great White North: Black Canadian History*, Toronto, University of Toronto Press, 2022, 632p.
- ALADEJEBI, Funké, *Schooling the System: A History of Black Women Teachers*,

- Montréal, McGill-Queen's University Press, 2021, 280p.
- AUSTIN, David, *Fear of a Black Nation: Race, Sex and Security in Sixties Montreal*, Toronto, *Between the Lines*, 2013, 241p.
- , *Moving Against the System: The 1968 Congress of Black Writers and the Making of Global Consciousness*, Toronto, *Between the Lines*, 2018, 304p.
- BESSIÈRE, Arnaud, *La contribution des Noirs au Québec: Quatre siècles d'une histoire partagée*, Québec, *Les Publications du Québec*, 2012, 164p.
- BRISTOW, Peggy (dir), *We're Rooted Here and They Can't Pull Us Up*, Toronto, University of Toronto Press, 1994, 248p.
- CORBO, Claude, *L'éducation pour tous: Une anthologie du Rapport Parent*, Montréal, *Presses de l'Université de Montréal*, 2018, 434p.
- DEJEAN, Paul, *Les Haïtiens au Québec*, Montréal, *Les Presses de l'Université Québec*, 1978, 180p.
- DELMONT, Matthew F, *Why Busing Failed: Race, Media, and the National Resistance to School Desegregation*, Oakland, *University of California Press*, 2016, 304p.
- FAHRNI, Magda, *Of Kith and Kin: A History of Families in Canada*, Don Mills, *Oxford University Press*, 2022, 342p.
- GRAHAM, Peter, *Radical Ambition: The New Left in Toronto*, Toronto, *Between the Lines*, 2019, 400p.
- HILL, Lawrence, *Women of Vision: The Story of the Canadian Negro Women's Association, 1951-1976*, Toronto, *Umbrella Press*, 1996, 95p.
- LAROCHELLE, Catherine, *L'école du racisme : la construction de l'altérité à l'école québécoise (1830-1915)*, Montréal, *Les Presses de l'Université de Montréal*, 2021, 347p.
- MAYNARD, Robin, *Policing Black Lives: State Violence in Canada from Slavery to the Present*, Halifax, *Fernwood Publishing*, 2017, 292p.
- MILLS, Sean, *Contester l'empire: Pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963 à 1972*, Montréal, *Hurtubise*, 2011, 349p.
- , *Une place au soleil: Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Montréal, *Mémoire d'encrier*, 2016, 392p.
- PIERRE, Alexandra, *Empreintes de résistance: Filiations et récits de femmes*

autochtones, noires et racisées, Montréal, Les Éditions du Remue-Ménage, 2021, 336p.

WALKER, James W. ST. G., Précis d'histoire sur les Canadiens de race noire: Sources et guide d'enseignement, Hull, Centre d'édition du gouvernement du Canada 1980, 197p.

WILLIAMS, Dorothy W, Les Noirs à Montréal: Essai de Démographie Urbaine, Montréal, VLB éditeur, 1998, 215p.

———, The Road to Now: A History of Blacks in Montreal, Montréal, Vehicule Press, 1997, 192p.

WINKS, Robin W, The Blacks in Canada, Montréal, McGill - Queen's University Press, 1997, 540p.

#### 4.3 Chapitres au sein d'ouvrages collectifs

ALADEJEBI, Funké et Karen FLYNN, « Writing Black Canadian Women's History: Where We Have Been and Where We Are Going » dans éd. Nancy Janoviček et Carmen J. Nielson, Reading Canadian women's and gender history, Toronto, University of Toronto Press, 2019, pp.63-89.

BURR, Christina, « Letters to Mike: Personal Narrative and Divorce Reform in Canada in the 1960s », dans Family Matters: Papers in Post-Confederation Canadian History, dir. Lori Chambers et Edgar-André Montigny, Toronto, Canadian Scholars Press, 1998, pp.395-413.

DUBINSKY, Karen, « We adopted a Negro »: Interracial adoption and the hybrid baby in 1960s Canada, dans dir. Magda Fahrni, et Robert Rutherford. Creation Postwar Canada, 1945-1975, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, pp. 268-288.

WILLIAMS, Dorothy W, « Unintended Consequences: Bill 101 and the English-Speaking Black Community » dans dir. Patrick Donovan, Brian Lewis et Lorraine O'Donnell, La Charte. La loi 101 et les Québécois d'expression anglaise / The Charter. Bill 101 and English-Speaking Quebec, Laval, Les Presse de l'Université Laval, 2021, pp.387-396.

#### 4.4 Thèses et mémoires

ALTIDOR, Danielle, La représentation des Noirs dans le système éducatif : le cas des manuels d'histoire et éducation à la citoyenneté dans l'enseignement secondaire au Québec, Thèse de Doctorat, Département de Sociologie, Université du Québec à Montréal, juin 2021, 446p.



BERTLEY, June, The Role of the Black Community in Educating Black in Montreal from 1910 to 1940, with Special Reference to Reverend Dr. Charles Humphrey Este, Mémoire de maîtrise, Département d'éducation. Université McGill, mars 1982, 194p.

CLAPPERTON-RICHARD, Adèle, Reconnue, altérisée, occultée : l'agentivité des figures historiques dans les manuels québécois d'histoire nationale, 1954-1980, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Département d'histoire, avril 2020, 229 pages.

HUTSON, R. Leighton, An Explanatory Study of Parents-Child Relationships and Academic Achievement, Thèse de Doctorat, Faculté de Philosophie, Université de Montréal, 1969, 243p.

RICCI, Amanda, There's No Place Like Home: Feminist Communities, Social Citizenship and (Un) belonging in Montreal's Long Women's Movement, 1952-1992, thèse de Ph.D. (histoire), McGill University, 2015, 295p.

ROCHAT, Désirée, Archiving Black diasporic activism: How the shared praxis of Haitian activists at La Maison d'Haïti built a community, Thèse de doctorat, Department of Integrated Studies in Education, Faculty of Education, McGill University, 12 avril 2021, 389p.

WILLIAMS, Dorothy W, Sankofa: Recovering Montreal's Heterogeneous Black Print Serials, Thèse de doctorat, Département des sciences de l'informatique, McGill University, Montréal, 2006, 401p.

#### 4.5 Rapports de recherche

TORCZYNER, Jim L, « Diversity, Mobility & Change. The Dynamics of Black Communities in Canada : sommaire de l'étude démographique », Consortium de McGill pour l'ethnicité et la planification sociale stratégique, Montréal, 1977, 14p.

#### 5. Ressources en ligne

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, « Opposition circonstancielle », Encyclopédie du parlementarisme Québécois, 1<sup>er</sup> avril 2014, <https://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/opposition-circonstancielle.html>

MARTIN, Patrick, « Reflections on the Black Press », Review of Journalism, 1er avril 1993, <https://rrj.ca/reflections-on-the-black-press/>

QUEBEC BOARD OF BLACK EDUCATORS, « Le programme BANA », 2021, <https://qbbe.ca/fr/le-programme-bana/>

QUEBEC BOARD OF BLACK EDUCATORS, « History. Since 1968 », 2021.  
<https://qbbe.ca/history/> (Page consultée le 6 mars 2023)

QUEBEC BOARD OF BLACK EDUCATORS, « The Da Costa Hall Program », 2021,  
<https://qbbe.ca/the-dacosta-hall-program/>

RISE UP! A Digital Archive of Feminist Activism, « About Rise Up! », sans date,  
<https://riseupfeministarchive.ca>

THE CARIBBEAN CAMERA, « Lectures will honour Contrast founder », 24 mars  
2016, <https://thecaribbeancamera.com/lectures-will-honour-contrast-founder/>

UNIVERSITÉ CONCORDIA, « Fonds F035 – Black Studies Centre Fonds »,  
Concordia University Records Management & Archives and Library's Special  
Collections, sans date ,  
<https://concordia.accesstomemory.org/black-studies-centre-fonds>

UNIVERSITÉ CONCORDIA, « Fonds F013 – Negro Community Centre Fonds »,  
Concordia University Records Management & Archives and Library's Special  
Collections, sans date, <https://concordia.accesstomemory.org/negro-community-centre-charles-h-este-cultural-centre-fonds>